



Études et Travaux

en ligne n° 24



Laetitia Morlat

La gestion des impluviums en Androy (Madagascar)

Un levier pour le changement social ?

LES ÉDITIONS DU GRET



Référence du document :

Morlat L., *La gestion des impluviums en Androy (Madagascar) : un levier pour le changement social ?* Coll. Études et travaux en ligne n°24, Gret, 93 p.

Auteur : Laetitia Morlat

Ce document est issu d'une étude anthropologique menée dans les villages de l'Androy à Madagascar en 2008. Elle a été réalisée grâce à l'encadrement de Philippe Lavigne Delville, directeur scientifique du Gret, et de Guillaume Bastard, coordinateur du projet Nutrimad Androy. Elle a été conduite avec l'appui de Thierry Miandrisoa Relahara, assistant d'études et de Jérémie Maharetse, responsable du suivi-évaluation du projet Objectif Sud.

Laetitia Morlat est titulaire d'un diplôme de master professionnel en *Anthropologie et métiers du développement durable* (Aix en Provence). Elle est chargée de mission suivi-évaluation et capitalisation au sein du projet Objectif Sud du Gret dans l'Androy dans le cadre d'un contrat de volontaire avec l'Association française des volontaires du progrès (AFVP).

Relecteurs : Philippe Lavigne Delville (Gret), Christian Castellanet (Gret), Virginie Diaz (Gret), Guillaume Bastard (Gret), Antoine Deligne (Gret), Jérémie Maharetse (Gret), Andréa Seeling (Gret), Jean-François Kibler (Gret), Patricia Huyghebaert (Gret), Mathieu Le Corre (Gret), Emmanuel Fauroux (Université de Tuléar), Elisabeth Hofmann (Réseau Genre en action).

Domaine(s) : Approvisionnement en eau, développement local.

Zones géographiques : Région Androy, Madagascar.

Mots clés : Accès à l'eau, gestion collective, développement local, développement rural, changement social, genre.

Mise en ligne : décembre 2009

Maquette couverture : Hélène Gay

Collection Études et travaux en ligne

Cette collection rassemble des textes qui présentent des travaux des intervenants ou partenaires du Gret (rapports de programmes de recherche, capitalisation sur des projets, études thématiques réalisées, points de débat, études d'impact, etc.).

Ces documents sont mis en ligne et téléchargeables gratuitement sur le site du Gret (rubrique « Ressources en ligne ») :

www.gret.org

Ils sont par ailleurs vendus sous forme imprimée, à la librairie du Gret (rubrique « publications »).

Contact : Éditions du Gret, edition@gret.org

Résumé

La région Androy est la plus au sud et la plus pauvre de Madagascar. Elle souffre en premier lieu d'une extrême rareté des ressources en eau. La collecte d'eau de pluie est une solution très prisée par les habitants. Toutes sortes de dispositifs, improvisés ou plus sophistiqués, existent depuis longtemps dans la zone pour récolter le précieux liquide. Les impluviums, infrastructures de collecte d'eau de pluie, représentent un moyen de pallier la carence quotidienne en eau que subit la population. On compte actuellement plus d'une centaine d'impluviums dans la région. Certains ont été construits, pour les plus anciens, dès 1970 par l'État malgache, d'autres plus récemment par la coopération japonaise, les organisations catholiques, etc.

Entre 2005-2007, le projet Gret/Objectif Sud a construit ou réhabilité plus de trente impluviums dans le cadre de son volet d'appui au développement local. À travers les impluviums, il ne s'agissait pas seulement d'améliorer les conditions d'approvisionnement en eau des habitants des villages antandroy. La mise en place de modalités de gestion impliquant les femmes, premières concernées par la corvée de l'eau, devait impulser un changement social.

Trois ans après leur construction, comment les impluviums du projet Objectif Sud étaient-ils gérés ? La gestion des impluviums construits par Objectif Sud ne faisait plus l'objet d'un suivi de l'équipe projet. Elle était, depuis plusieurs années, laissée à l'entière appréciation des habitants. Ainsi, il est apparu intéressant d'étudier les modalités de gestion qu'ils ont développées, au regard notamment des principes d'action qui avaient guidé l'équipe projet. Une étude anthropologique a été menée par une jeune anthropologue française durant six mois, en 2008.

L'objectif était de comprendre comment la gestion était réalisée, par qui elle était maîtrisée, selon quelles règles, édictées par qui et dans le cadre de quels rapports de pouvoirs. Pour cela, il était particulièrement important de ne pas avoir d'*a priori* sur les règles de gestion et les formes institutionnelles pertinentes, mais bien de comprendre quels principes ont du sens aux yeux des habitants et pourquoi :

- Quels sont les enjeux économiques, politiques, sociaux, lignagers autour des impluviums ?
- Quels ont été les processus de réappropriation/renégociation des modalités de gestion proposées par Objectif Sud ?
- Quels facteurs rendent possible ou handicapent une gestion effective ?
- Est-il légitime de chercher à induire une évolution du rôle social des femmes par une intervention externe dans le domaine de l'eau ? Et si oui, quelles en sont les possibilités ?
- Quelles orientations peut-on donner pour mieux adapter l'appui et la formation pour la mise en place de règles fonctionnelles ?

Les impluviums constituent une solution technique pertinente car ils fournissent une eau à la fois de proximité, de qualité et peu coûteuse. La première qualité du service, la proximité, est de loin la plus importante du fait que les habitants sont quotidiennement contraints de parcourir jusqu'à dix kilomètres pour s'approvisionner en eau. Cependant, l'apport en eau fourni par l'impluvium reste très insuffisant. L'eau étant consommée dès qu'elle est disponible, les impluviums sont toujours vides au moment de la période de sécheresse. L'effet de l'impluvium sur l'approvisionnement en eau se décrit plutôt en termes d'allègement de la corvée d'eau que d'augmentation de la quantité moyenne d'eau consommée par les ménages.

La gestion de l'impluvium est déterminée par les rapports sociaux dans les villages. Les rôles sont clairement identifiés. Les comités de gestion mis en place sur conseil d'Objectif Sud ont un rôle fonc-

tionnel : ils ouvrent l'impluvium, vendent l'eau, nettoient, réparent, etc. Les rôles décisionnels sont maîtrisés par les notables des villages. Par exemple, ce sont eux qui décident de la composition du comité, de l'utilisation de l'argent, etc. Les comités de gestion ne fonctionnent pas comme des entités autonomes sur la question de l'eau, ils regroupent des personnes dont la marge de manœuvre sur le fonctionnement de l'impluvium varie en fonction de leur position sociale.

Les femmes sont présentes en assez grand nombre dans les comités. Cette présence importante est le résultat d'une forte prise en compte de la problématique du « genre » par le Gret. Les femmes ont tendance à remplir des rôles qui correspondent, par ailleurs, à leurs rôles sociaux (vente de l'eau et nettoyage de l'impluvium). Leurs qualités spécifiques sont reconnues : sérieux, application, honnêteté. Elles n'ont aucun pouvoir décisionnel.

D'une manière générale, la durée de mise en œuvre du projet était trop courte pour espérer observer de réels changements sociaux. Néanmoins, cette expérience rend possible l'identification des dynamiques sociales sur lesquelles il est possible de jouer pour favoriser le changement social. Parmi celle-ci se trouve notamment le principe pour les anciens de déléguer des responsabilités, certes fonctionnelles, à des personnes compétentes même si elles n'ont pas de statut social élevé. Cela est valable pour les hommes comme pour les femmes et peut être considéré comme un levier pouvant susciter une évolution graduelle de la distinction décideurs/exécutants en une distinction conseillers/gestionnaires.

Sommaire

Résumé	3
Sigles et acronymes	7
Lexique antandroy de l'eau	8
Introduction	9
Eau et genre : un pari d'Objectif Sud pour le développement local dans l'Androy	13
L'Androy : le pays où l'eau se cache	15
Pourquoi l'eau est-elle si rare en Androy ?	15
Collecter l'eau par tous les moyens	17
Une société très hiérarchisée	20
Une société organisée autour des ancêtres	20
Il n'y a pas d'individu <i>lambda</i>	22
Le domaine des femmes : le privé	23
Améliorer l'accès à l'eau et promouvoir l'ascension sociale des femmes	24
Un projet de développement local	24
Construire des impluviums et accompagner les habitants dans leur gestion	25
Une approche « genre » volontariste	29
Les impluviums sur l'échiquier des pouvoirs dans les villages antandroy	31
Un apport en eau limité	33
De l'eau au cœur du village	33
Une goutte d'eau dans l'immensité des besoins	34
Une goutte d'eau qui a son importance	38
Une gestion déterminée par les rapports sociaux	43
Propriété de l'impluvium et accès à l'eau	43
Une gestion sous l'autorité des notables	50
Le comité de gestion dans la complexité sociale villageoise	53
Quelle ascension sociale des femmes à travers la gestion de l'eau ?	67
Conclusions et leçons méthodologiques	73
La gestion des impluviums trois ans après	75
Retour sur la méthode	76
Des pistes d'amélioration	79

Bibliographie	87
Annexes	89
Les rôles des membres du comité de gestion proposés par Objectif Sud.....	90
Calendrier des ouvertures des impluviums.....	91
Période de soudure et consommation d'eau en Androy	93

Sigles et acronymes

AES	Agence de l'alimentation en eau du Sud
COGES	Comité de gestion
Gret	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
JICA	Japanese International Co-operation Agency
MARP	Méthode accélérée de recherche participative
OMS	Organisation mondiale de la santé

Lexique antandroy de l'eau

<i>rano</i>	eau
<i>miloloha</i>	transporter le seau (ou autre récipient) sur la tête (pour les femmes)
<i>mitarazo</i>	transporter deux seaux (ou autres récipients) de part et d'autre d'un bâton posé sur les épaules (pour les hommes)
<i>fandotsara</i>	chiendent tressé en rond et déposé sur l'eau contenue dans un seau pour éviter les éclaboussures et les pertes d'eau
<i>ranon'oragne</i>	eau de pluie
<i>rano mamy</i>	eau douce
<i>rano boka</i>	eau saumâtre
<i>rano mena</i>	eau de flaque souvent de couleur marron ou rouge
<i>ranovato</i>	cavité calcaire naturelle recueillant de l'eau de pluie
<i>hoba</i>	puits en bord de mer
<i>vovo</i>	puits
<i>sihanake</i>	mare

Introduction

- **Des impluviums pour améliorer l'accès à l'eau dans l'Androy : l'action du projet Objectif Sud**

La région Androy est la région la plus au sud et la plus pauvre de Madagascar. Elle est régulièrement soumise à des périodes d'insécurité alimentaire. Le projet Objectif Sud y est mis en œuvre depuis 2002 dans le but de lutter contre la pauvreté de manière structurelle par différents axes d'intervention : la recherche de modes de production agricoles adaptés, l'appui à la valorisation des productions locales, la microfinance et le développement local. La région Androy souffre en premier lieu d'une extrême rareté des ressources en eau. La collecte d'eau de pluie est une solution très prisée par les habitants. Toutes sortes de dispositifs, improvisés ou plus sophistiqués, existent depuis longtemps dans la zone pour récolter le précieux liquide. On compte actuellement plus d'une centaine d'impluviums, infrastructures constituées par une dalle en ciment destinée à recueillir l'eau de pluie et inclinée vers deux ou trois bassins de stockage. Ces impluviums ont été construits, pour les plus anciens, dès 1970 par l'État malgache, la coopération japonaise, les organisations catholiques, etc. Entre 2003 et 2007, une équipe du Gret installée dans la région a poursuivi la mise en place de ces infrastructures et a cherché, dans la foulée, à impulser un changement social en proposant aux habitants des modalités de gestion novatrices, devant notamment faire une large place aux femmes. Durant cette période, une trentaine d'impluviums ont été construits ou réhabilités avec le financement de l'Union européenne.

- **Trois ans après leur construction, comment les impluviums d'Objectif Sud sont-ils gérés ?**

C'est la question à laquelle ce document tente de répondre.

La question de la gestion des infrastructures et des équipements collectifs est généralement un problème central. C'est une condition de pérennité du service. Trop souvent, les équipements réalisés par l'État ou des projets sont peu ou pas entretenus, et finissent par se dégrader. Mais le principe de les gérer collectivement se heurte souvent au fait que les villages où sont implantées les infrastructures ne représentent pas forcément une unité politique et sociale. Les clivages lignagers ou politiques l'emportent parfois sur l'appartenance commune et la gestion en commun de l'argent pose de nombreux problèmes¹.

L'accompagnement des organisations locales à la gestion technique et financière des équipements n'aboutit pas toujours à une gestion efficace. On connaît de nombreux cas d'absence de gestion, de blocages suite à des conflits ou de « privatisation » du fait de la gestion.

Le volontarisme en termes de « genre »² pose également question. Le rôle des femmes dans l'approvisionnement en eau est central et leur participation à la gestion des équipements totalement justifié. Mais les conceptions locales du statut de la femme et de l'espace public ne vont pas dans ce sens. Les positions de décision en ce qui concerne la vie collective sont monopolisées par les hommes et il existe peu d'ouverture vers le partage de ce pouvoir avec l'autre sexe. Cette répartition des rôles est profondément intégrée si bien que les femmes ne cherchent pas, voire ne souhaitent pas, remettre en cause la place qui leur est donnée. On connaît de nombreux cas où les modalités de gestion pro-

¹ Cf. *Étude sur l'hydraulique villageoise au Niger* (Olivier de Sardan J.P. et Dagobi A.E., 2000).

² Pour la définition du concept de « genre », voir page 29.

posées par une équipe projet font l'objet d'une concession apparente de la part de la population et non d'un réel consentement à l'évolution des rôles sociaux.

La gestion des impluviums construits par Objectif Sud ne fait actuellement plus l'objet d'un suivi de l'équipe projet. Elle est, depuis plusieurs années, laissée à l'entière appréciation des habitants. Ainsi, il est apparu intéressant d'étudier les modalités de gestion qu'ils ont développées, au regard notamment des principes d'action qui avaient guidé l'équipe projet.

• **Une étude anthropologique des déterminants de la gestion**

La gestion des impluviums construits par Objectif Sud a fait l'objet d'une étude anthropologique d'une durée de six mois menée par une jeune anthropologue française et un assistant d'étude antandroy. Une première phase a été consacrée à l'**identification des différents contextes d'approvisionnement en eau et des différentes modalités de gestion** mises en place par les habitants sur toute la zone de construction des impluviums. Elle a débouché sur une grille de la diversité des situations. L'étude ne pouvait pas aborder de manière détaillée la totalité des impluviums. Le temps minimum par cas pour un travail approfondi a été estimé à deux semaines. Ainsi, grâce à la grille, cinq cas couvrant cette diversité ont été identifiés. Les cinq cas comprennent :

- des impluviums construits dans différents types de zones (très faibles ressources en eau accessibles, ressource plus facile d'accès, etc.) ;
- des impluviums qui concernent un *fokontany*³ et des impluviums qui concernent plusieurs *fokontany* ;
- des impluviums qui concernent un seul ou plusieurs clans ;
- des impluviums qui ont une gestion permettant d'avoir des recettes significatives et des impluviums ne parvenant pas à dégager des recettes ;
- des impluviums qui se caractérisent par une absence de gestion du fait de problèmes et de conflits ;
- des impluviums gérés collectivement et d'autres sous l'autorité d'un ou de quelques individus ;
- des impluviums gérés avec la contribution de femmes et d'autres uniquement par des hommes.

Récapitulatif des cinq cas étudiés

Satria	Maromainte	Ankiliabo	Tsagnoriha	Bevoangy
- zone littorale/accès à l'eau difficile	- zone littorale/accès à l'eau difficile	- zone cristalline/ assez bonnes conditions d'accès à l'eau	- zone littorale/accès à l'eau difficile	- zone proche de la rivière Mandraré/ conditions d'accès l'eau relativement difficiles
- un <i>fokontany</i> au départ qui s'est divisé en trois <i>fokontany</i> par la suite	- un <i>fokontany</i>	- un <i>fokontany</i>	- un <i>fokontany</i>	- 8 <i>fokontany</i>
- deux clans	- deux clans	- un seul clan	- un seul clan	- plusieurs clans
- une gestion effective sous l'autorité des notables	- une gestion peu claire sous l'autorité de quelques notables	- une gestion peu claire sous l'autorité du notable le plus influent	- une gestion effective assurée collectivement	- une gestion effective sous l'autorité du maire de la commune
- des recettes significatives provenant de l'impluvium	- de faibles recettes provenant de l'impluvium	- pas ou peu de recettes provenant de l'impluvium	- des recettes significatives provenant de l'impluvium	- des recettes significatives provenant de l'impluvium
- deux femmes sont membres du comité	- pas de femme dans la gestion de l'impluvium	- un comité de gestion composé presque exclusivement de femmes	- un comité de gestion composé d'hommes et de femmes	- un comité de gestion composé d'hommes et de femmes

³ *Le fokontany est la plus petite unité administrative à Madagascar. Les communes sont composées de fokontany. Les fokontany sont eux-mêmes souvent composés de différents villages qui se divisent en hameaux. Avec l'accroissement du nombre de fokontany, leur taille diminue. Ainsi, ils tendent à n'être composés que d'un seul village. Il arrive également qu'un village se décompose en plusieurs fokontany.*

La deuxième phase a été celle de **l'étude approfondie des cinq cas**. Chaque cas a fait l'objet d'une étude lors d'un séjour d'une semaine, à deux reprises, dans le village concerné. La méthodologie suivie était composée d'entretiens, la plupart du temps individuels, auprès des habitants des villages, dont les membres des comités de gestion. Elle a également fait une place importante à l'observation qui a joué un rôle particulièrement important dans la réalisation de ce travail. En effet, les modes de fonctionnement, les rapports de pouvoir et les enjeux qui se nouent autour de la gestion des impluviums, les rôles explicites mais également implicites des différents membres ne sont pas visibles d'emblée, ni décrits par les personnes dans les entretiens. Le décryptage des logiques et des règles s'est donc fait grâce à une observation fine des activités qui se déroulent autour des impluviums, à différents moments échelonnés dans le temps, lors d'événements particuliers susceptibles de révéler les réelles modalités de gestion, etc. Une troisième phase a eu pour objectif de valider et d'approfondir les principales analyses réalisées à partir des cinq cas par le biais d'enquêtes plus rapides dans une dizaine de villages supplémentaires.

L'étude de la gestion des impluviums s'est organisée autour de quatre axes :

- Le premier axe concerne l'insertion de l'impluvium dans son environnement sociopolitique. L'attention a été portée sur la façon dont s'est faite la négociation entre l'équipe et les acteurs politiques locaux pour la mise en place du projet et notamment sur la question de l'emplacement des impluviums. Cela détermine la perception que les habitants ont de la propriété de l'impluvium, l'accès à l'eau et les modalités de gestion.
- Le deuxième axe s'intéresse au service de fourniture de l'eau avec une analyse de l'effectivité du service et une estimation de la satisfaction des usagers afin d'interroger la pertinence de l'infrastructure et du mode de gestion pratiquée.
- Le troisième axe se focalise sur le comité de gestion avec une analyse de sa composition, des relations entre ses membres, de la répartition de leurs rôles et des raisons des évolutions. Cette analyse a été éclairée par l'étude de la hiérarchie sociale et des rapports de pouvoir au sein des villages. Il s'agissait de saisir la manière dont les responsabilités et les marges de manœuvre réelles sont attribuées en fonction de la position sociale des personnes mais également de leurs compétences. L'analyse du rôle des femmes dans la gestion a été au centre de l'étude. Combien de femmes sont membres du comité de gestion ? Quelle fonction occupent-elles ? Leur statut social explique-t-il la place qu'elles occupent au sein du comité ? Quelle est la nature de leurs relations avec les hommes membres du comité ?
- Le quatrième axe s'intéresse au fonctionnement des impluviums et aux pratiques de gestion concernant la distribution de l'eau (prix de l'eau, jours d'ouverture, organisation de la vente, modalités d'économie de l'eau, etc.), l'utilisation de l'argent, l'entretien de l'impluvium et son remplissage.

• Analyser les règles pratiques de la gestion pour en tirer des principes d'action

D'une manière générale, on a cherché à comprendre par qui la gestion est maîtrisée, selon quelles règles, édictées par qui et dans le cadre de quels rapports de pouvoirs. Il était particulièrement important de ne pas avoir d'*a priori* sur les règles de gestion et les formes institutionnelles pertinentes, mais bien de comprendre quels principes ont du sens aux yeux des habitants et pourquoi :

- Quels enjeux économiques, politiques, sociaux, lignagers existent autour des impluviums ?
- Quels processus de réappropriation/renégociation des modalités de gestion proposées par Objectif Sud ont eu lieu ?
- Quels facteurs rendent possibles ou handicapent une gestion effective ?
- Est-il légitime de chercher à induire une évolution du rôle social des femmes par une intervention externe dans le domaine de l'eau ? Et si oui, quelles sont les possibilités ?
- Quelles orientations peut-on donner pour mieux adapter l'appui et la formation pour la mise en place de règles fonctionnelles ?

- **Organisation du présent document**

Le document s'organise en trois parties :

- La première partie présente le contexte dans lequel a été mis en œuvre le volet « impluviums » du projet Développement local d'Objectif Sud et les principes d'actions qui en ont découlé.
- La deuxième partie analyse les modalités de gestion des impluviums dans les villages. Si l'approvisionnement en eau par les impluviums se révèle insuffisant, les infrastructures sont porteuses d'enjeux sociaux qui ont inspiré des modalités de gestion parfois assez différentes.
- Sur la base de ces constats, la dernière partie tente de tirer les principales leçons méthodologiques de cette expérience.

**Eau et genre : un pari d'Objectif Sud
pour le développement local
dans l'Androy**

L'Androy : le pays où l'eau se cache

Dans tous les endroits où l'on pourrait trouver de l'eau, en Androy⁴, elle est bien souvent inexistante ou non consommable. Pour les habitants de cette région, l'approvisionnement en eau est au centre du quotidien. Il monopolise une part très importante de leur temps, de leur énergie et de leurs ressources financières.

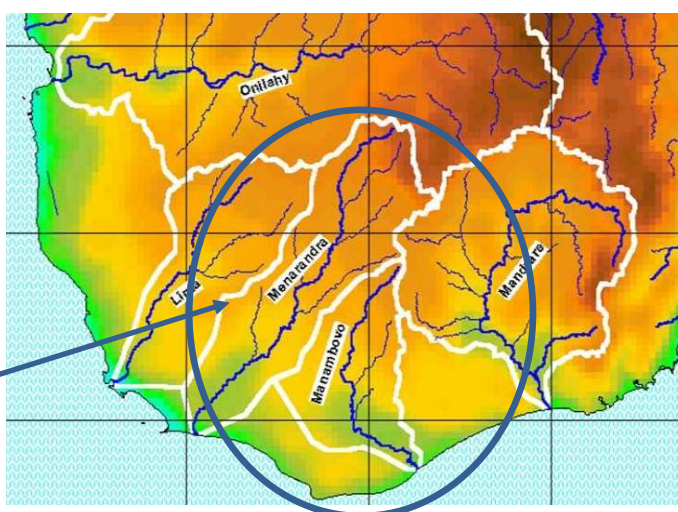
Pourquoi l'eau est-elle si rare en Androy ?

L'Androy est la région la plus au sud de Madagascar. Elle s'étend sur 20 000 km² environ et compte 600 000 habitants. C'est une région enclavée où la population vit essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Privée des vents humides de l'Est à cause d'une chaîne de montagne, elle ne reçoit que des vents chauds et secs dont celui du Sud, le *tiokatimo*, qui assèche fortement la zone. Dans ce contexte semi-aride, ce n'est pas seulement l'eau de pluie (300 à 600 mm par an) qui manque à l'Androy mais l'ensemble des autres sources d'eau possibles, qu'elles soient de surface ou souterraines. La zone littorale est la plus peuplée, celle où l'accès à l'eau est le plus difficile et c'est également la moins arrosée (entre 200 et 400 mm/an).

L'Androy est située entre deux rivières qui l'encadrent à l'est (*Mandrare*) et à l'ouest (*Menarandra*). Le *Manambovo* constitue le troisième réseau hydrographique de l'Androy. Le niveau d'eau de ces trois rivières varie en fonction des saisons. Il n'existe donc aucune rivière s'écoulant en permanence dans la région mais seulement quelques écoulements fluviaux pendant la saison humide (JICA, 2006). Durant cette saison, des mares se forment également mais elles ont une durée plus ou moins longue en fonction de leur taille.



Région Androy



Hydrographie du grand Sud malgache

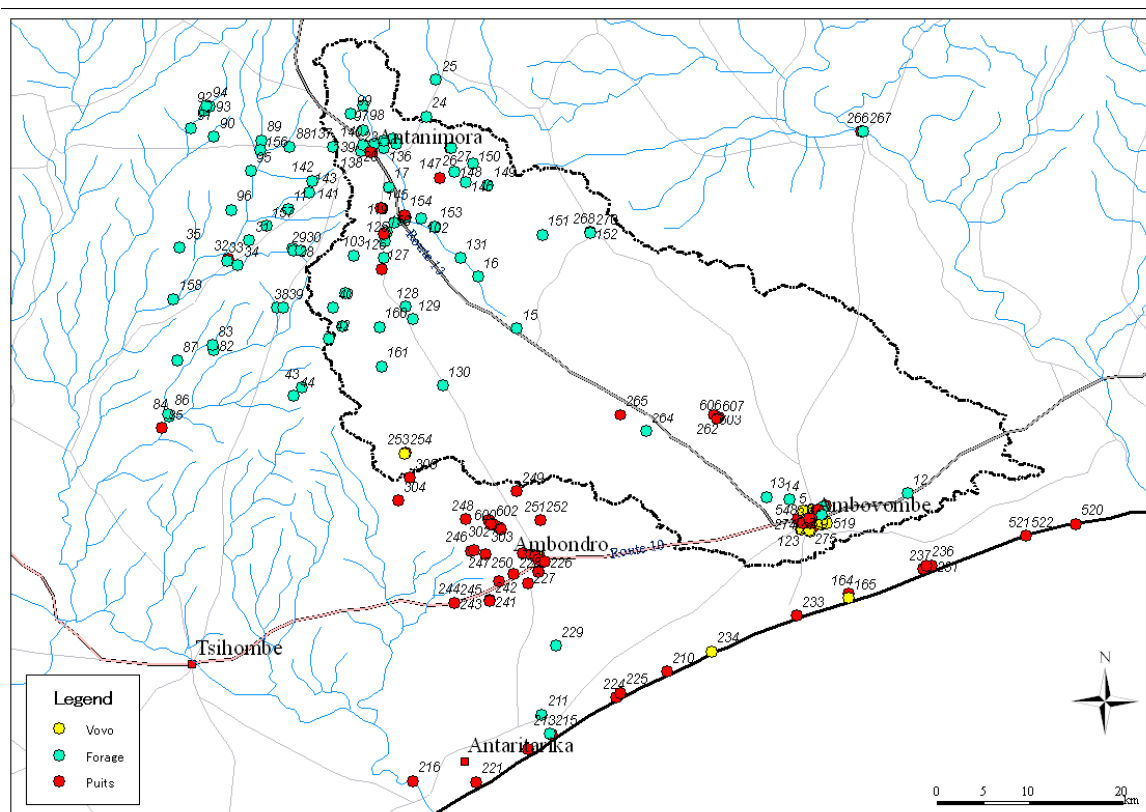
(Source : schéma directeur de l'eau)

⁴ Le terme « androy » signifie littéralement « au pays de épines », en référence à la végétation épineuse très abondante dans la région.

La gestion des impluviums en Androy (Madagascar) : un levier pour le changement social ?

Dans la zone littorale, l'eau souterraine est rare et très souvent saumâtre. Elle est puisée dans des puits en ciment, de simples trous creusés dans le sol (*vovo*) ou des forages. Ces points d'eau sont inégalement répartis dans la région. On les trouve essentiellement entre les trois principales villes : Ambovombe, la capitale régionale, Ambondro et Antanimora⁵ (voir la carte page précédente). Une agence de l'Alimentation en eau dans le sud (AES) a été mise en place en 1992 par l'État malgache et JICA (Agence de Coopération japonaise). Elle a pour mission d'approvisionner la région en eau par différents moyens : forages, châteaux d'eau, bornes-fontaines, pipe-lines, camions citernes. Cependant, les infrastructures et équipements restent largement insuffisants pour remplir cette mission. Les recettes issues de la vente de l'eau ne permettent pas d'en assurer l'entretien ni le développement. Ainsi, seulement sept véhicules sont actuellement en fonction pour desservir toute la région. Ils se concentrent essentiellement sur la ville d'Ambovombe. Un pipe-line relie la rivière Menarandra à la ville de Tsihombe en approvisionnant les villages et bourgs situés sur sa trajectoire. Un chantier de pipe-line à partir de la rivière *Mandrare* a été commencé mais il n'a pas abouti. Un troisième chantier est en projet entre Antanimora et Ambovombe.

La zone littorale (signalée sur la carte) est à la fois la plus peuplée et la plus touchée par le problème de l'approvisionnement en eau. Elle se décompose en une quinzaine de communes, soit plus de 350 *fokontany*. Environ 400 000 habitants vivent donc dans une zone où les seules sources d'approvisionnement sont les villes d'Ambovombe et d'Ambondro, et les puits littoraux.



Localisation des points d'eau dans l'Androy (Source : JICA)

⁵ Ces villes sont situées à des distances de 40 à 70 km les unes des autres.

Collecter l'eau par tous les moyens

Les ressources en eau de l'Androy sont donc extrêmement rares. Aussi la logique des habitants en termes d'approvisionnement en eau est simple : récupérer l'eau partout où elle existe et par tous les moyens.

Lorsque la pluie arrive, les toits de tôle se transforment en surfaces de captage. Des gouttières en bois confectionnées par les habitants y sont accrochées. L'eau est récupérée dans les fûts ou dans des bassins en ciment pour les plus fortunés. Les impluviums sont les constructions les plus élaborées pour recueillir l'eau de pluie en grande quantité : l'eau se dépose sur une surface en ciment en pente et s'écoule jusqu'à des bassins de stockage (cf. p. 33). Ce sont généralement des infrastructures collectives. La majeure partie des familles antandroy ne dispose pas de dispositifs de collecte. Elles ont donc développé d'autres stratégies : creuser des flaques, aplanir des terrains en pente et récolter l'eau qui y ruisselle, etc. Pendant les jours de pluie, des guirlandes de seaux, de bassines et de plats se dessinent dans les villages pour recueillir, autant que possible, le précieux liquide. Et les habitants de courir à travers le village dès que les récipients sont pleins pour aller les vider dans les réserves plus grandes. Les *ranovato*, cavités creusées dans la roche calcaire, sont également des réserves d'eau naturelles très prisées.

En l'absence de pluie, les femmes, les hommes et les enfants parcourent des kilomètres pour trouver de l'eau. À pied ou en charrette, ils se déplacent vers le *Manambovo* ou le *Mandrare*, vers les puits, les sources, les mares et les marchés où convergent des charretiers vendeurs d'eau. L'approvisionnement en eau peut demander plus d'une journée et les kilomètres parcourus se comptent parfois en dizaines. Les hommes conduisent les charrettes transportant un à deux fûts, soit 300 litres au maximum. En l'absence de charrette, ils acheminent à pied deux bidons suspendus à chaque extrémité d'un bâton (*mitarazo*). Les femmes portent un seau d'une quinzaine de litres sur la tête (*miloloha*) et parfois un bidon à la main. Les enfants traînent des bouteilles, des petits bidons ou tout récipient qui peut contenir de l'eau..., des flotteurs de bateaux récupérés sur la plage font également l'affaire⁶.

Les femmes sont les premières concernées par le manque d'eau. Responsables de l'alimentation de la famille, elles sont de fait de corvée d'eau. Quotidiennement, elles partent avant le lever du jour, parcourent jusqu'à 10 km dans le sable pour atteindre la rivière ou un puits de bord de mer et reviennent dans la pleine chaleur de la matinée avec l'unique seau d'eau qui servira à cuire le repas de la famille entière. Il n'est pas question de parler de lessive ou de toilette. On fera une petite exception pour la boisson des enfants.



Des femmes transportant de l'eau
(Source : M.Renault)

Ainsi, dans les zones où l'accès à l'eau est le plus difficile, les foyers disposent en moyenne de deux seaux par jour, soit 30 litres pour 5 à 10 personnes. La consommation en eau des habitants de l'Androy peut donc être estimée entre 3 et 6 litres par jour et par personne⁷.

⁶ Dans l'Androy, il y a globalement deux unités de mesure de l'eau de référence : le seau et la barrique. Un seau contient entre 12 et 15 litres d'eau et une barrique en contient 250, soit 18 seaux environ. Des barriques plus petites existent (150 litres) mais elles sont moins utilisées. En général, lorsque l'on parle de barrique, c'est à la plus grande que l'on fait référence. Lorsque d'autres conteneurs sont utilisés, on calcul leur équivalent en seaux.

⁷ L'Organisation mondiale de la santé recommande un minimum de 20 litres d'eau par jour et par personne.

Ces conditions d'approvisionnement en eau condamnent les individus à consommer une eau de très mauvaise qualité. Peu de nappes souterraines offrent une eau potable. Outre le fait que l'eau disponible est très souvent salée, la quasi-totalité des sources sont contaminées par des bactéries⁸ qui les rendent, impropres à la consommation humaine⁹. Les individus n'ayant pas le choix de l'eau qu'ils consomment, sa mauvaise qualité n'est pas une préoccupation majeure pour eux. Ainsi leurs habitudes peuvent paraître assez étonnantes : on préférera parfois cuisiner avec l'eau de mare qui a la couleur de la terre et laver le linge avec l'eau de pluie collectée par l'impluvium qui est claire. Cette situation a évidemment des conséquences graves en matière de santé : 19 % des maladies de la population seraient causées par l'eau (Pansa, 2007).

Du fait de la rareté et de la distance d'approvisionnement, l'eau est très souvent achetée. Payer l'eau est quelque chose de normal pour la population et les dépenses en eau dans les ménages de l'Androy ont été estimées entre 12 et 15 % de leur budget global (Pansa, 2007). Le prix de l'eau varie fortement en fonction de la disponibilité en eau. En saison des pluies, le prix d'un seau de 12 à 15 litres tourne autour de 100 à 200 Ar¹⁰. En saison sèche, lorsque toutes les réserves d'eau de pluie (mares, bassins, impluviums, *ranovato*) ont été épuisées, il s'élève à 300 ou 400 Ar dans les villes d'approvisionnement telle Ambovombe. Dans les campagnes où l'eau est acheminée en charrettes par des commerçants, le seau atteint 700 à 1000 Ar.

L'approvisionnement en eau à Satria

À Satria, lorsque la pluie est tombée, les habitants vivent quelques jours sur les petites réserves qu'ils ont faites avec leurs seaux, leurs fûts et leurs gouttières en bois.

Une fois qu'elles sont épuisées, ils vont aux *ranovato* (cavités creusées dans la roche calcaire) qui se trouvent aux alentours. Les *ranovato* appartiennent à des lignages du village. Ils se les ont appropriés en dégagant les cavités de sable pour les préparer à recueillir l'eau de pluie et se les transmettent de génération en génération. L'eau qui y est stockée est consommée par la famille, mais elle est également donnée ou vendue à des proches ou des gens du village. À Satria, il existe des *ranovato* qui conservent l'eau durant plusieurs semaines.

Lorsque les *ranovato* ont été vidés, c'est le moment d'ouvrir l'impluvium. L'eau est vendue tous les deux jours, deux à quatre seaux par personne. Lorsque l'eau de pluie disponible dans l'impluvium est vidée, le comité de gestion passe commande auprès de l'AES pour recevoir une citerne. La vente de l'eau peut donc se poursuivre pendant une à deux semaines. La commande est ensuite renouvelée mais l'obtention d'une citerne est parfois difficile et soumise à des quotas.

Lorsqu'il n'est pas possible d'en recevoir, ce sont les bassins privés qui sont sollicités. À Satria, il y a une dizaine de bassins privés construits par des notables. La plupart de ces bassins sont défectueux et ne gardent pas l'eau. Trois fonctionnent encore actuellement parce qu'ils sont relativement récents ou particulièrement bien construits. Certains sont reliés au toit d'une maison par une gouttière, d'autres sont conçus sous forme d'impluviums avec une surface en pente, en béton ou non, pour recueillir l'eau. Ils ont été construits en premier lieu pour la consommation privée des propriétaires. Ils n'ont pas pour vocation à développer un commerce de l'eau mais à soulager les problèmes d'approvisionnement de la famille. L'eau y est économisée. Les propriétaires commencent à la vendre (200 à 400 Ar le seau) s'il y a une forte demande et si l'eau y est encore suffisante.

Lorsque toutes les réserves ont été épuisées, les habitants se tournent alors vers les alentours. Les *fo-kontany* voisins disposent également d'impluviums publics ou privés auxquels ils peuvent s'approvisionner (200 à 600 Ar le seau). Bien souvent, si l'impluvium de Satria est vide, les impluviums alentours le sont aussi. Pendant la saison sèche, le recours est donc de se déplacer à Ambondro, bourgade voisine située à 10 km où l'on peut s'approvisionner aux puits (2 000 à 3 000 Ar le fût).

⁸ *Escherichia coli* et *streptocoques fécaux*.

⁹ *La qualité de l'eau dans l'Androy (document sous Power point), 2005, Quinzaine scientifique, 2005, Gret.*

¹⁰ 2900 Ariary = 1 €. Un seau coûte donc entre 3 et 30 centimes d'euro selon la distance et la saison.

Le commerce de l'eau par charrette se développe également à cette saison. Les charretiers s'informent des localités qui connaissent des pénuries d'eau et vont les approvisionner à des prix parfois très élevés (500 à 800 Ar).

Dans tous les cas, en saison sèche ou en l'absence d'argent, les habitants s'approvisionnent aux puits du bord de mer (5 km). D'une salinité élevée, cette eau est peu appréciée mais elle reste un recours très fréquent car disponible en permanence et gratuite.

Une société très hiérarchisée

La société antandroy¹¹ a conservé beaucoup de ses traditions jusqu'à aujourd'hui. Elle vit dans le respect de nombreuses croyances en lien avec les ancêtres. Une de ses caractéristiques est son organisation très stratifiée avec notamment une distinction très forte entre les rôles des hommes et ceux des femmes.

Une société organisée autour des ancêtres

Les origines de la population antandroy sont encore mal connues. Elle a été fondée par des clans venus d'autres régions de Madagascar pour s'installer dans le Sud. L'histoire de ces clans est mythologique. Elle détermine les hiérarchies entre les clans et l'organisation du territoire. Des personnes ont marqué les esprits et leurs noms se perpétuent de génération en génération. Dans l'Androy, si la vie des ancêtres n'est qu'à l'état de mythe, elle constitue la référence de celles des vivants. Les ancêtres ainsi vénérés ne sont pas seulement les personnages de l'histoire ancienne. Ce sont tous les parents qui sont passés dans l'au-delà d'où ils veillent sur leur descendance.

Les manifestations visibles du culte des ancêtres sont nombreuses. Le *hazomanga* est un poteau utilisé pour les sacrifices, transmis de père en fils depuis les ancêtres. D'autres poteaux et pierres levées sont dédiés aux ancêtres. Les forêts et les tombeaux qui s'y trouvent sont considérés comme sacrés et des règles strictes en limitent l'accès. Les zébus sont des intermédiaires entre les vivants et les ancêtres. Des poteaux à l'entrée des parcs à zébus l'attestent, de même que les sacrifices lors des funérailles.

Mais ce sont peut-être les manifestations moins visibles de ce culte des ancêtres qui sont les plus fortes. En fait, toute l'organisation de la société antandroy est basée sur le rapport aux ancêtres. La société est constituée en clans (*razagne*) qui ont été fondés par les ancêtres. Il existe une trentaine de clans dans l'Androy. Ces clans se subdivisent en lignages et sous-lignages (*famosora*). Si les ancêtres du clan sont mythiques, ceux du lignage sont clairement identifiés.

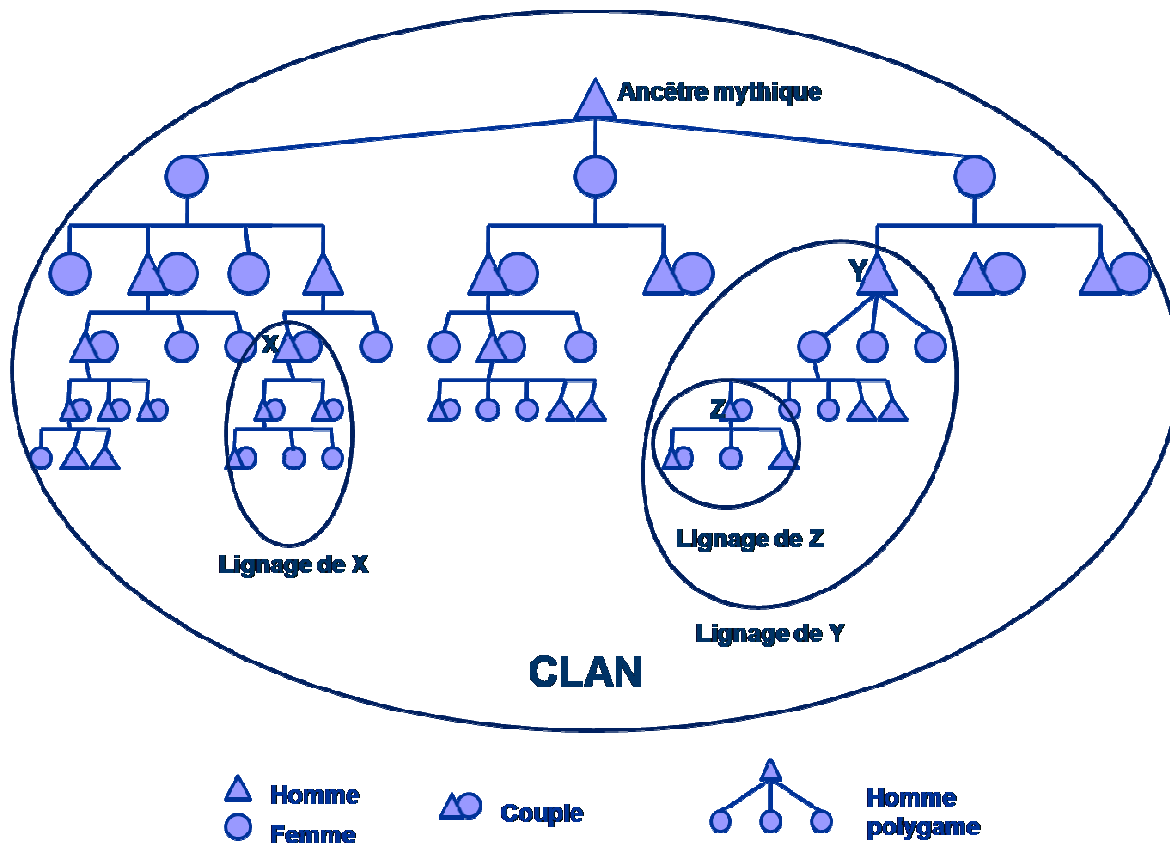
Les membres d'un même clan ont des choses en commun. D'abord, le nom : *Sevohitse*, *Andriamagnare*, *Lamitihy*, *Tambahe*, etc. Ensuite, le territoire. Les clans correspondent à des territoires : même si plusieurs clans vivent sur un même territoire communal, chaque commune de l'Androy a un clan fondateur. Le cimetière est une marque symbolique du contrôle du territoire. Les membres d'un même clan ont également en commun des tabous ou des interdits (*faly*) concernant toutes sortes de pratiques de la vie quotidienne. Les *Andriamagnare* ont, par exemple, l'interdiction de consommer un plat qui n'a pas été préparé par un membre de leur clan. Enfin, les clans s'identifient par le biais de marques particulières aux oreilles droites de leurs zébus (*vilogne*).

Le lignage est « une notion à géométrie variable, qui s'applique à des degrés variés de profondeur généalogique et donc en référence à un ancêtre donné » (Lavigne Delville, 2007). Les lignages s'emboîtent en quelque sorte comme les poupées russes, c'est-à-dire qu'un lignage comporte lui-même des lignages ou sous-lignages. Un lignage est considéré comme tel lorsqu'il a acquis son autonomie, c'est-à-dire lorsqu'un homme s'est détaché géographiquement de son lieu d'origine pour fonder son propre village et surtout cérémoniellement en ne partageant plus les cérémonies funéraires avec les autres membres de son lignage. Il fonde par la même occasion un lignage ayant une identité

¹¹ « Androy » est le nom de la région. Pour désigner les habitants, on y ajoute la lettre « t » ou le préfixe « ant ».

propre par rapport au lignage dont il est issu. Ces détachements proviennent le plus souvent de concurrences entre frères. Les lignages s'identifient également par des marques d'oreille de zébu particulières, cette fois-ci à gauche.

Schéma de l'organisation lignagère dans la société antandroy



Au sein des clans et des lignages, il existe une cohésion sociale et une solidarité fortes. Elles sont ancrées dans une vision de la communauté comme soudée par les liens du sang et par les ancêtres communs. Ce lien a une très haute valeur aux yeux des individus. Il faut chercher à le préserver coûte que coûte. Cela se traduit de différentes manières. Les funérailles, par exemple, rassemblent toujours un nombre considérable d'individus venant témoigner leur soutien moral aux proches du défunt. Leur présence est une obligation qui demande parfois des jours de marche pour participer aux cérémonies. Des actes rituels de solidarité sont systématiquement pratiqués tels que les dons et contre-dons de semences et de vivres à chaque récolte¹². Les anciens ont pour rôle de préserver cette cohésion, ils réalisent des médiations pour résoudre les conflits et les problèmes. Dans l'inconscient collectif, la rupture du lien a une connotation très négative. Elle risque notamment de susciter la colère des ancêtres et de se traduire par des malédictions et des mauvais événements parmi les vivants.

Cependant, comme dans toute famille, les affinités entre les personnes peuvent prendre le dessus sur les liens du sang. Lorsque les lignages grossissent du fait de la pression démographique, la cohésion se fragilise naturellement. Les individus se connaissent moins bien, prennent de la distance, adoptent des points de vue différents (*tsy mitovy hevitse*), selon l'expression locale. Les cérémonies d'envergure telles que les circoncisions ou les funérailles continuent de les rassembler. Elles prennent généralement le dessus sur les mésententes, qui sont oubliées le temps de la fête. Mais des conflits plus profonds existent également et sont plus nombreux qu'il n'y paraît. Ils émergent souvent du fait de désaccords sur

¹² Cf. *Étude sur la gestion du stockage des productions* (Thouillot, 2007).

les limites territoriales. L'espace étant depuis toujours libre d'accès, sa délimitation par des haies et le marquage de la propriété, du fait de la pression foncière, entraîne des disputes. Les vols au moment des famines, le non-respect d'interdits, vis-à-vis des tombeaux par exemple, mais également les séparations de couples sont des causes fréquentes de conflits. D'une manière générale, les querelles et jalousies liées au pouvoir et aux biens existent dans tous les villages. Ces conflits peuvent entraîner la rupture des relations entre les membres des lignages concernés. Dans ce cas, les actes de solidarité sont abandonnés. La non-participation aux funérailles est la plus forte manifestation d'un conflit. Le recours à un médiateur extérieur, comme la justice, alors que la tradition veut que les désaccords se règlent de manière interne, par l'intermédiaire des anciens, est également un signe de rupture difficilement remédiable. La vie collective est alors marquée par cette dissension. Les lignages continuent de cohabiter mais ne coopèrent plus voire ne communiquent plus.

Il n'y a pas d'individu *lambda*

Les rapports entre les clans, les lignages et donc les individus ne sont pas neutres en termes de hiérarchie. Celle-ci est déterminée par la position dans la généalogie. La société antandroy est patrilinéaire, c'est-à-dire que l'appartenance au clan, la transmission du patrimoine, etc. se fait par les hommes, de père en fils. Elle est également patrilocale, c'est-à-dire que lorsqu'un ménage se constitue, il s'installe dans le village de l'homme. Assez souvent, les hommes des villages antandroy sont polygames.

L'ancienneté confère la supériorité dans l'échelle sociale. Ainsi, à tous les niveaux, les aînés sont les plus puissants et imposent leur autorité sur les cadets. Au niveau individuel, les différences de place sociale entre les individus sont importantes. Au sein du groupe familial, on distingue 5 statuts sociaux différents : l'aîné (homme marié ayant hérité), ses épouses, ses fils mariés, les épouses de ses fils, les enfants célibataires (et les éventuelles filles non mariées ou divorcées de l'aîné). (Lavigne Delville, 2007). Au sein de ce groupe, c'est l'aîné qui concentre l'autorité et donc le pouvoir de décision. Ce pouvoir est partagé dans certains cas : par exemple, en ce qui concerne les dépenses du ménage, homme et femme décident en commun et les femmes ont généralement une marge de manœuvre quant aux dépenses quotidiennes pour l'alimentation. Au sein d'un lignage ou d'un ensemble de lignages, les aînés et les notables détiennent l'autorité sur le groupe. Ce sont les pères du groupe. Ils sont écoutés. Peu de décisions, collectives mais également individuelles, peuvent être prises sans leur avis et leur accord (cf. p. 43). Le plus âgé aura en général le plus de poids dans la décision. Au niveau global, il existe des clans et des lignages aînés et donc supérieurs et d'autres inférieurs du fait de la naissance des ancêtres mais également de leur histoire.

Ainsi, « dans un même groupe, il n'existe pas deux personnes dotées exactement du même statut (...) chacun connaît la place précise qu'il occupe dans cette hiérarchie. Dans une réunion sous un tamarinier, chacun s'installe automatiquement où il convient. Cela s'opère sans heurt, sans bousculade, comme une chose allant de soi » (Fauroux, 2002). L'expression « tout un chacun » n'est pas valable pour ces sociétés où il n'y a pas d'individu *lambda*. Personne n'est interchangeable avec une autre personne. Le fils aîné d'un notable n'a pas le même statut que son frère cadet, qui lui-même n'a pas le même statut qu'un homme descendant d'un autre lignage. L'exemple de la place lors de la réunion sous l'arbre n'est pas à prendre au sens premier du terme, c'est-à-dire l'endroit où l'on s'assoie dans une réunion. Il faut imaginer le système de décision au village : qui débat, qui peut donner son avis, qui propose, qui prend les décisions, etc. Dans ce système là, chacun a une marge de manœuvre qui lui est propre. En fonction de sa position sur l'échelle lignagère, chaque individu a des capacités d'action et de participation à la décision bien spécifiques.

Le domaine des femmes : le privé

Dans la communauté, de nombreux événements de la vie sont vécus collectivement à travers des cérémonies et des rituels tels que les sacrifices, les bénédictions, la transmission du *hazomanga*, les funérailles, les circoncisions, les mariages, les rituels de guérison de maladies, etc. (Bidaud, 2007). Ils donnent lieu à de grandes réunions durant lesquelles les anciens jouent un rôle central. C'est également le cas lorsque des problèmes touchent la communauté ou un de ses membres. Les conflits, les vols de zébus, toutes sortes de fautes commises, en particulier à l'encontre des traditions, sont traités grâce à la médiation des anciens lors de *fivoriana ambany kile* (réunions sous l'arbre). Au cours de ces réunions, les ancêtres sont invoqués et des discours (*kabary*) et débats sont menés pour trouver une solution ou prendre une décision.

Traditionnellement, les *kabary* sont les activités des hommes et plus spécifiquement des anciens, des notables. À la différence des femmes, ce sont eux qui maîtrisent l'art oratoire, l'histoire des ancêtres et la généalogie. Lors des réunions villageoises, les femmes ne sont pas tenues de participer. Si elles y participent, elles n'ont pas la possibilité de s'exprimer, à moins qu'elles ne soient directement concernées par le problème traité. Parfois, elles sont interdites de présence. D'une manière générale, tout ce qui concerne la gestion de la communauté ne concerne pas les femmes. Non seulement la pratique des cérémonies traditionnelles, mais toutes les questions à caractère public sont généralement discutées entre hommes. Si les réunions villageoises ont longtemps eu pour objet la réalisation des cérémonies traditionnelles, les questions relatives à la gestion administrative et au développement ont pris le même chemin. La décision publique est entre les mains des hommes.

Les femmes évoluent donc essentiellement dans la sphère privée, au sein du foyer. Elles y ont d'ailleurs une marge de manœuvre concernant la gestion de l'argent et des stocks de récoltes. Il n'est pas non plus exclu qu'elles puissent influencer le débat public à travers leurs maris lors de leurs débats privés. Cependant, la sphère publique leur reste fortement étrangère. Elles ont profondément intégré le fait qu'elles n'y sont pas à leur place et ne cherchent pas à y entrer. Poussées par les équipes de projet de développement travaillant sur ces questions, elles sont souvent réticentes à s'exprimer en public ou à prendre des responsabilités au sein d'associations.

Améliorer l'accès à l'eau et promouvoir l'ascension sociale des femmes

Dans un contexte de pénurie permanente d'eau et dans un souci d'impulser un changement social au sein de la population féminine, le Gret a mis en œuvre un projet couplant ces deux dimensions.

Un projet de développement local

Le Gret intervient dans l'Androy depuis 2002 à travers le projet Objectif Sud (2002-2006) qui a pour but d'accroître la sécurité alimentaire dans le grand Sud de Madagascar de façon structurelle et pérenne¹³. Il cherche à attaquer les différentes facettes de la pauvreté et les différentes causes de l'insécurité alimentaire à travers plusieurs volets complémentaires. Le volet développement local a ainsi travaillé, entre 2002 et 2007, au « renforcement des capacités techniques, organisationnelles et financières des institutions décentralisées de développement local dans la mise en œuvre d'actions d'intérêt collectif concourant à la sécurité alimentaire »¹⁴.

Ce travail s'est décomposé en plusieurs étapes et différents types d'activité. Dans un premier temps, l'équipe s'était concentrée sur la conception d'une démarche appropriée au contexte social particulier de la société antandroy. Elle a pris en compte autant que possible les structures de pouvoir existantes, tant symboliques ou traditionnelles qu'administratives. L'équipe a affiché un positionnement de proximité avec certaines logiques relevant des traditions et a cherché à respecter plusieurs règles qui s'y affèrent (définition des règles de gestion des infrastructures en accord avec les règles orales provenant des ancêtres), sans se couper des institutions locales. Cette première étape¹⁵ s'est beaucoup centrée sur les communes avec un travail d'animation au niveau des conseils communaux afin de faire émerger et de mettre en œuvre des projets financés par des fonds locaux de développement. L'eau n'a pas été, à cette étape, un axe de travail du projet car un projet de pipe-line devait apporter une réponse structurelle. De plus, du fait des choix méthodologiques, le budget par réalisation était trop faible pour financer des impluviums.

Après un premier cycle de réalisations, le bilan réalisé par la nouvelle équipe d'Objectif Sud a amené à structurer les cycles suivants autour d'activités de renforcement des compétences des autorités locales et de la réalisation d'infrastructures. L'eau est alors devenue l'une des principales portes d'entrée du projet « Développement local ». Une partie importante des activités de l'équipe a été consacrée à la mise en place d'un système d'approvisionnement en eau par le biais d'impluviums. À travers cette action, le projet a cherché à avoir des impacts multiples. La construction ou la réhabilitation d'infrastructures de collecte de l'eau de pluie devait permettre d'accroître la quantité d'eau dis-

¹³ Le Gret s'est clairement positionné comme acteur de développement et non comme acteur d'urgence malgré le contexte incertain et la menace récurrente de crise alimentaire.

¹⁴ Canals J.S., 2007, La mémoire du projet Objectif Sud, MAE, Gret, Union européenne, Kiomba. Les activités sur l'eau potable ont été poursuivies ensuite dans le cadre du projet Nutrimad Androy.

¹⁵ Kibler J.F. et Perroud C., 2005.

ponible pour les habitants et donc de réduire l'insécurité alimentaire¹⁶. De nombreux impluviums réalisés auparavant par l'État étant dégradés et abandonnés, un travail sur l'organisation et la gestion des impluviums est apparu indispensable pour assurer une pérennité de ces infrastructures. Pour ce faire, la collaboration avec les institutions locales et les organisations villageoises devait être l'occasion de contribuer au renforcement de leurs capacités. Enfin, l'eau étant principalement l'affaire des femmes, le projet a souhaité travailler de manière approfondie sur la place des femmes dans la société antandroy et leur donner l'opportunité d'avoir des responsabilités et un rôle à caractère public au sein de leur village et, *in fine*, susciter leur ascension sociale.

Construire des impluviums et accompagner les habitants dans leur gestion

- **Diagnostic participatif au sein des communes**

Les impluviums ont été définis par l'équipe du volet « Développement local » du projet comme des infrastructures propriété des communes mais installés dans les *fokontany*. Un dialogue avec les comités communaux de développement¹⁷ a donné lieu à la réalisation d'un diagnostic participatif sur les besoins en termes d'infrastructures et de services essentiels. Une liste de priorités a été réalisée par les acteurs locaux. Le nombre d'impluviums demandés était variable selon les communes. Le montant total du budget du projet destiné à la construction des impluviums a été divisé entre les différentes communes au prorata du nombre d'impluviums demandés. Le nombre d'impluviums pouvant effectivement être construits et/ou réhabilités par le projet a ensuite été calculé à partir du coût de la réalisation¹⁸. Sur cette base, la situation en matière d'approvisionnement en eau a été examinée au sein des communes et une sélection des *fokontany* prioritaires a été faite. À ce stade, l'équipe a entamé un processus de dialogue avec les habitants des *fokontany* concernés.

- **Dialogue dans les villages**

Ce dialogue avait plusieurs objectifs. D'abord celui de s'assurer de l'intérêt des habitants pour cette construction et de leur capacité à y participer financièrement. Une participation des habitants des *fokontany* à hauteur de 3 % du coût total¹⁹ a été posée comme condition à la construction dans le but de favoriser leur appropriation de l'infrastructure et d'en garantir la pérennité. Cela a constitué le dernier critère pour valider la sélection. À ce stade, des modifications dans la sélection ont été faites. Les habitants de quelques *fokontany* ont, par exemple, refusé la contribution financière à la réhabilitation de leur impluvium qui avait été construit sans aucune participation de leur part quelques dizaines d'années plus tôt. Parfois une partie seulement du village a accepté de prendre en charge le montant de la participation. Dans tous les cas, une association des usagers de l'impluvium a été créée rassemblant les participants effectifs à l'apport. Elle devait avoir pour rôle de contrôler la gestion de l'impluvium.

Une fois cette question réglée, il convenait ensuite d'identifier le lieu de construction de l'impluvium. Des critères précis devaient être respectés. En particulier, il était primordial qu'il ait une position centrale dans le village à égale distance des différents hameaux. Dans les villages, il n'existe quasiment pas de terrains collectifs. Le plus souvent, un habitant a dû mettre à disposition un de ses terrains.

¹⁶ L'eau est indispensable tant pour la boisson que pour la cuisson des aliments.

¹⁷ Les Comités communaux de développement rassemblent les « forces vives » de la commune. Ils sont composés de techniciens, de 2 à 3 membres des *fokontany* et des notables.

¹⁸ En 2006, le coût d'un impluvium s'élève à environ 40 400 000 Ariary soit environ 16 000 euros. Il faut compter environ 20 000 euros actuellement.

¹⁹ Soit 1 200 000 Ar ou 480 euros.

Dans la plupart des cas, les personnes qui ont réalisé un tel don sont les anciens car ils disposent de davantage de terrains que les plus jeunes. Ce don s'est accompagné, dans tous les cas, d'une attestation écrite de la personne certifiant qu'elle met son terrain à disposition de la collectivité de manière gratuite et permanente. Les caractéristiques pédologiques ainsi que l'inclinaison du terrain ont également joué un rôle important dans le choix du site. Les lieux choisis sont donc souvent des compromis entre l'aspect technique et l'aspect social de l'implantation de l'impluvium. Dans certains cas, la recherche de ce compromis a été complexe et n'a pas pu aboutir (cf. encadré ci-dessous). Au total, 36 impluviums ont été construits par Objectif Sud dans les zones où l'approvisionnement en eau est le plus difficile.

Enjeux de pouvoir autour du futur impluvium à Marolava Belay²⁰

Le *fokontany* de Marolava Belay est composé de deux villages dont les habitants appartiennent à deux clans différents. Les modalités de collecte de la contribution financière à la construction de l'impluvium ont été définies de la manière suivante : le président du *fokontany* payerait une partie, l'autre partie serait divisée en deux et prise en charge par chacun des villages. Le choix du terrain de l'impluvium a été plus difficile à réaliser. De nombreuses discussions et tractations ont eu lieu demandant plusieurs visites de la part de l'équipe projet. L'accord de départ sur le principe de construire l'impluvium au centre du village sur un terrain appartenant pour moitié à un habitant de Marolava et pour moitié à un habitant de Belay a rapidement volé en éclats. Les habitants de Marolava ont cherché tout au long des négociations avec l'équipe projet à obtenir la construction de l'impluvium dans leur village. Un rapport de pouvoir entre les deux villages explique la détermination des Marolava à accaparer l'impluvium. Groupe fondateur du village, les Marolava devaient disposer d'une ascendance sur les Belay arrivés plus tard. Or ces derniers avaient déjà obtenu la construction d'une église et d'un bassin de récupération de l'eau de pluie et bénéficié d'aides alimentaires de la part de l'Église catholique. Pour les Marolava, la construction de l'impluvium était clairement l'occasion de reprendre la main dans ce jeu de contrôle des projets. Compte tenu de leur détermination et de celle des Belay à ne pas laisser l'impluvium se construire chez les Marolava, les négociations auraient pu être sans fin. Ne voyant pas d'issue, le maire de la commune, médiateur actif dans ce processus, a décidé de ne pas y donner de suite.

● Constitution de comités de gestion

◆ Retour sur la gestion des impluviums dans la région Androy

Les premiers impluviums ont été construits dans l'Androy dans les années 1960. Selon une étude réalisée par le Gret en 2005, le seul district d'Ambovombe en compte 111.²¹ On peut donc estimer leur nombre total dans la région à plus de 200. L'État malgache et la coopération japonaise sont les deux principaux promoteurs de ces infrastructures, avec une nette majorité pour le premier. Les règles de fonctionnement des impluviums ont été plus ou moins laissées à l'appréciation des habitants.

Quelques-uns, construits par des organismes catholiques, sont privés. Leur réalisation a été prise en charge par l'organisme totalement ou en partie (avec un apport financier de la part du bénéficiaire). Le bénéficiaire est un membre de l'organisme, impliqué dans son fonctionnement et considéré comme une personne de confiance. La dotation en impluvium représente une récompense pour le dévouement de la personne vis-à-vis de l'organisme. L'infrastructure bénéficie donc à sa famille en premier lieu. L'ouverture de l'impluvium aux habitants du village et des environs est décidée par lui. La totalité des bénéfices lui reviennent.

Ce mode de fonctionnement concerne peu d'infrastructures. Elles sont en grande majorité collectives. Dans ce cas, elles sont légalement propriété de la commune mais leur fonctionnement est géné-

²⁰ Deligne A., Maharetse J., 2009, *Méfiance, rivalités et enjeux de pouvoir autour d'un projet de développement en pays tan-droy (Madagascar)*, *Coopérer aujourd'hui* n°65, Gret.

²¹ Ravet S., 2005, *Enquête sur les impluvia et bassins de la sous-préfecture d'Ambovombe*, Gret-Objectif Sud.

ralement pris en charge au niveau du *fokontany*. C'est le plus souvent le président du *fokontany* qui en prend la responsabilité, parfois le maire de la commune. Ceux-ci peuvent être assistés par un trésorier et un secrétaire désignés par eux ou en assemblée villageoise. Ils sont chargés d'enregistrer les ventes d'eau et de tenir le cahier des comptes. D'une manière générale, le fonctionnement des impluviums est assuré uniquement par des hommes. Les décisions concernant les jours d'ouverture, le nombre de seaux attribués par ménage, le prix du seau, etc. sont prises de manière plus ou moins concertée avec la population. Les débats collectifs, en assemblée villageoise, sont très courants dans l'Androy pour prendre des décisions concernant la communauté. Cependant, ils sont toujours dominés par les personnes ayant le plus de notoriété dans le village. Le consensus cache donc en réalité une maîtrise de la décision par les notables (cf. p. 50). Les opérations de distribution de l'eau, d'enregistrement, de tenue des comptes, etc. sont réalisées selon diverses modalités : assurées par les notables et/ou président du *fokontany* eux-mêmes, déléguées à d'autres personnes plus jeune ou plus instruites, encadrées de manière de plus ou moins près par les notables. Mais, dans tous les cas, les décisions les plus importantes sont prises par les notables. Plus précisément, la gestion de l'argent issu de la vente de l'eau semble avoir été historiquement maîtrisée par le président du *fokontany*. Dans la grande majorité des cas, c'est lui qui décide de l'utilisation en tant que responsable du *fokontany*. Cela ne fait généralement pas l'objet d'un contrôle de la part de la population. Des réalisations ont ainsi été rendues possibles grâce à ces fonds (écoles en bois le plus souvent). L'utilisation de l'argent a parfois été plus personnelle. Elle dépend souvent des rapports de pouvoir au sein des villages, de l'autorité dont disposent les responsables, des événements, etc.

L'état actuel de la plupart de ces impluviums est globalement médiocre. Sur 61 impluviums étudiés par le Gret, seul 15 % sont en bon état. Selon l'étude, les modalités d'entretien varient beaucoup d'un impluvium à l'autre. Les causes de la détérioration sont donc davantage à chercher du côté de la durée de vie de l'infrastructure et surtout des modalités de sa construction. En effet, l'étude montre que parmi les 61 impluviums étudiés, la totalité des impluviums construits par la coopération japonaise (7) sont en bon état. On peut donc supposer que certaines normes dans la construction (en particulier l'humidification de la dalle lors de la prise du béton) ont davantage été respectées. (Jouaux, 2009)

◆ Les modalités de gestion proposées par Objectif Sud

Pour l'accompagnement de la gestion des impluviums, le projet « Développement local » a souhaité mettre en place des comités de gestion. L'équipe est partie du constat suivant :

« Les expériences passées, dans la région Androy, ont montré que lorsqu'il y avait embryon de structure de gestion autour d'un bien commun les fonctions décisionnelles et techniques étaient « attribuées » à des personnes non pas pour leurs compétences, mais pour leurs liens sociaux, administratifs ou politiques avec le ou les quelques décideurs locaux. Aujourd'hui, même les « anciens » reconnaissent ces pratiques. Il a donc été proposé de constituer au sein de l'Association une petite unité de gestion de l'infrastructure, plus transparente, plus démocratique, plus technique, plus opérationnelle faisant une large place au public en premier lieu directement concerné par l'eau : les femmes²²».

Les comités de gestion avaient donc pour vocation, non seulement d'assurer une bonne gestion des infrastructures, mais également d'impulser un changement social au sein de la société antandroy. Dans un contexte social très hiérarchisé, il s'agissait de favoriser la création d'une structure pouvant se départir un minimum des rapports d'autorité du fait de sa vocation technique. Cette vocation devait ouvrir le comité à un plus large panel d'acteurs dans le village que les seuls décideurs, notamment aux femmes.

²² Seeling A., 2005, Le volet développement local. Rapport annuel d'activité, MAE, Gret, Union européenne, KIOMBA.

Les différentes fonctions du comité de gestion définies par l'équipe d'Objectif Sud

Fixer la quantité de seaux d'eau par foyer et proposer cette quantité aux membres de l'association lors d'une assemblée générale – présence des femmes obligatoire.

Fixer le prix du seau d'eau et proposer ce prix aux membres de l'association lors d'une assemblée générale – présence des femmes obligatoire.

Décider quand et combien d'eau acheter auprès de l'AES et proposer cette décision aux membres de l'association lors d'une assemblée générale – présence des femmes obligatoire.

Veiller sur le bon état de l'infrastructure.

Gérer les conflits entre les membres de l'association.

Gérer les conflits entre les utilisateurs.

Informier et rendre compte régulièrement les membres de l'association de tout aspect lié à l'infrastructure.

Garantir la participation des femmes à tout moment.

Veiller sur la bonne collecte et utilisation des recettes.

La constitution des comités de gestion a fait l'objet d'un important travail d'information des habitants par l'équipe projet sur la vocation du comité, les rôles et les tâches des différents membres, etc. Le choix des membres a été laissé au libre arbitre de la population. Après la séance d'information, un temps de réflexion était laissé aux habitants au bout duquel l'équipe revenait au village pour procéder à l'officialisation du choix des membres. Une réunion villageoise était organisée au cours de laquelle les membres du comité étaient choisis par un vote à main levée. L'équipe du projet n'a en aucun cas influencé tel ou tel choix de personne. Elle a, cependant, porté attention à la proportion de femmes, aux compétences des membres (surtout les trésoriers et secrétaires) et au non-cumul de fonctions entre le bureau de l'association nouvellement créée, l'administration du *fokontany* et le comité de gestion.

Composition des comités de gestion²³

Un/e président/e

Un/e secrétaire

Un/e trésorier/ère

Un/e vendeur/se d'eau

Un/e chargé(e) de nettoyage

Un/e chargé(e) de l'entretien et de la maintenance

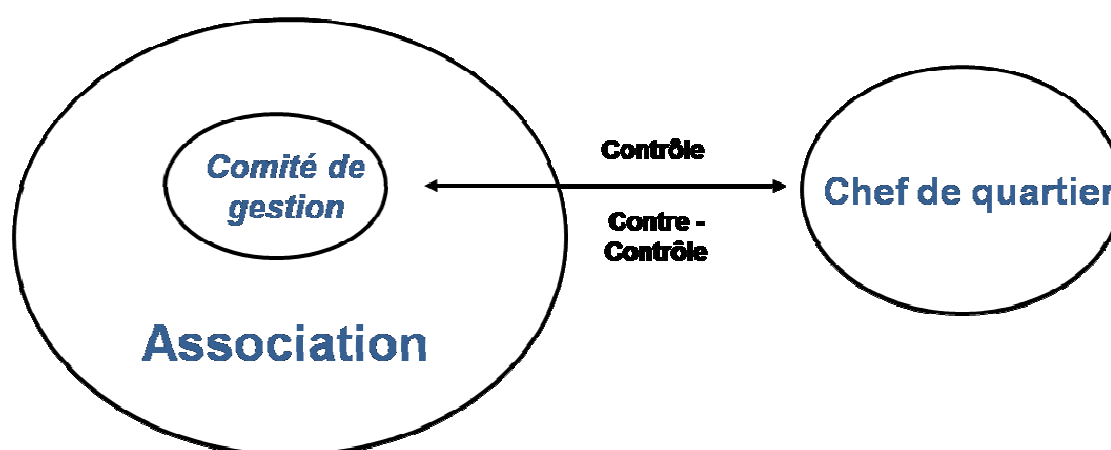
Un/e chargé(e) de communication

L'accompagnement à la mise en place de modalités de gestion a également donné lieu à l'organisation de formations spécifiques pour les différents membres (entretien, réparations des fissures, tenue des cahiers de compte, etc.) à l'aide de différents outils didactiques et de supports visuels. En ce qui concerne la gestion financière des impluviums, un cadrage a été donné aux habitants. À partir d'une estimation des coûts d'entretien, de main-d'œuvre et de remplissage des bassins avec l'eau de l'AES, le prix de vente d'un seau d'eau à 100 Ar, par exemple, a été conseillé aux habitants par l'équipe d'Objectif Sud.

²³ Pour plus de détail sur les fonctions de chaque membre, se reporter à l'annexe 1.

D'une manière plus globale, l'équipe a insisté sur l'articulation du comité de gestion avec les autres institutions au village. La gestion de l'impluvium a donc été pensée comme indépendante de celle du *fokontany* avec des réunions spécifiques et un pouvoir de décision propre. Elle doit toutefois être soumise au contrôle de l'association des usagers de l'impluvium et du président du *fokontany*. La prise de décision reste néanmoins entièrement de la compétence du comité de gestion. L'appui organisationnel avait également prévu un important travail suivi de la gestion par l'équipe. Les premiers impluviums construits ont fait l'objet de plusieurs visites de suivi par les membres de l'équipe projet. Cependant, les derniers n'ont pas tous pu recevoir la visite de l'équipe qu'une seule fois avant la fin du projet. Du fait de ces contraintes, le suivi a donc été relativement inégal et insuffisant pour plusieurs comités.

Schéma de positionnement du comité de gestion pensé par Objectif Sud



Une approche « genre » volontariste

Le concept de « genre » est issu du mot anglais *gender*. Il identifie un fait social : la différenciation entre les individus de sexe masculin et ceux de sexe féminin en termes de position et de rôle, de pratiques au sein de la société. Le sexe met en évidence des différences biologiques alors que le genre concerne des différences d'ordre symbolique et social. « Si elle n'est pas inéluctable, puisqu'elle varie considérablement dans le temps et en fonction d'autres critères associés au développement économique et social, l'inégalité des statuts féminin et masculin est une dimension universelle de l'organisation sociale. Dans tous les pays du monde, le fait d'appartenir au genre féminin est synonyme d'un moindre accès aux droits, aux opportunités socio-économiques et finalement, d'une moindre liberté²⁴. » Il en découle un principe adopté par le monde du développement et largement repris par les grandes organisations internationales et les bailleurs de fonds, selon lequel la prise en compte de ce phénomène social dans les politiques, programmes ou projets est une condition d'efficacité des actions menées en termes d'impacts économiques, politiques, sociaux, etc.

Le genre n'est pas un axe fréquent dans les actions du Gret. Ce principe a été intégré dans la démarche du volet « Développement local », sous l'impulsion de la responsable expatriée de ce volet, d'une manière particulièrement volontariste à travers un programme intitulé « Action recherche genre ». Ce programme avait pour objectif : « l'amélioration des droits et l'évolution vers un meilleur statut de la femme antandroy à travers le renforcement de leurs capacités sociales, politiques et organisationnelles²⁵ ».

²⁴ IFAID, Comprendre le concept de genre, http://www.genreenaction.net/article.php3?id_article=221.

²⁵ Seeling A., 2005.

Ce programme se présentait comme la combinaison d'une action axée sur l'eau avec celle orientée sur les femmes. Il devait permettre, à terme, un approvisionnement amélioré en eau potable, une meilleure gestion et pérennisation des infrastructures de collecte et de stockage de l'eau de pluie, une amélioration des comportements en matière d'hygiène, une augmentation de l'accès des femmes à l'information et de leur pouvoir dans les prises de décision.

La mise en œuvre de ce programme s'est décomposée en plusieurs étapes. L'équipe a tout d'abord fait un travail sur elle-même en revoyant sa composition et en augmentant sa mixité avec le recrutement d'animatrices. Elle a également renforcé ses connaissances sur la question du genre et ses capacités en matière d'analyse par le biais d'une formation spécifique²⁶. L'équipe a ensuite mené une étude auprès de la population de sa zone d'intervention avec les outils de la Méthode accélérée de recherche participative (MARP) afin d'approfondir sa connaissance des problématiques du genre dans la société antandroy et de cibler davantage ses interventions. Le travail de renforcement des capacités des femmes s'est organisé autour de plusieurs types d'activités. Des activités d'information et de formation (formation sur l'hygiène, constitution de groupes d'écoute) devaient permettre d'augmenter leurs connaissances. Un travail particulièrement intensif d'animation a été réalisé afin d'encourager les femmes à proposer leur participation au sein des comités. Ce travail a joué sur une alternance entre réunions mixtes et réunions uniquement féminines. Il a parfois été nécessaire pour l'équipe de développer d'importantes argumentations sur le rôle des femmes dans les questions de l'eau afin de convaincre les villageois de l'intérêt de les intégrer dans les comités et donc dans la décision publique²⁷.

Indicateurs définis par l'équipe afin d'évaluer les évolutions engendrées par le projet

Une amélioration de la fourniture en eau potable avec un accès équitable entre les hommes et les femmes.

Une augmentation de la proportion des femmes exerçant un rôle de *leadership* dans la communauté (gestion d'infrastructures, contrôle sur les activités qui génèrent un revenu).

Une reconnaissance, parmi les femmes, de leur besoins et problèmes spécifiques et du niveau de discrimination.

Une implication des femmes dans l'identification des besoins prioritaires de la communauté et des femmes en particulier et dans la mise en œuvre des projets.

Une évolution de la répartition des tâches et des rôles de la vie quotidienne entre les hommes et les femmes.

Une augmentation de l'accès et du contrôle des femmes sur le foncier, le crédit, la distribution des revenus et l'accumulation de capital.

En conclusion, le volet « impluvium » du projet « Développement local » avait donc des préoccupations aussi importantes en termes d'accès à l'eau que d'évolution des rapports sociaux au sein des villages de l'Androy. En ce qui concerne ce deuxième aspect, l'équipe a fait un important effort de construction de sa démarche d'intervention. Elle a rééquilibré sa composition avec le recrutement de femmes et mené une importante réflexion interne sur la place des femmes dans la société antandroy par le biais d'une étude et d'une formation devant déboucher sur des pratiques professionnelles prenant davantage en compte la question du genre. La démarche de l'équipe se présente comme une combinaison d'objectifs et de modes d'action basés sur le postulat de leur complémentarité. Bien que centrée sur les modalités de gestion, l'étude, dont les résultats sont présentés ici, s'est donc intéressée à ces deux aspects indissociables.

²⁶ Cette formation a été menée dans le cadre d'un partenariat avec le projet FORMGED.

²⁷ Ce travail est présenté dans un film documentaire réalisé dans le cadre du projet : Eau et genre, une étude de cas dans le Sud de Madagascar. 2005, Digital development communications, Gret.

**Les impluviums
sur l'échiquier des pouvoirs
dans les villages antandroy**

Un apport en eau limité

Les impluviums fournissent de l'eau. Mais les quantités qui sortent de leurs bassins sont encore bien insuffisantes pour satisfaire les besoins en eau des habitants. Si bien que la contribution des impluviums à l'approvisionnement ne se calcule pas en quantité supplémentaire d'eau disponible mais en efforts épargnés épisodiquement dans la quête de l'eau. Malgré ce faible apport en eau, les impluviums sont une infrastructure capitale dans les villages.

De l'eau au cœur du village

Un impluvium est une infrastructure de récupération de l'eau de pluie constituée par une dalle en ciment inclinée vers deux ou trois bassins de stockage desquels elle est séparée par un petit bassin désableur²⁸. Les impluviums existent depuis les années 1960 dans l'Androy où ils ont été construits par l'État ou différents organismes de développement selon des conceptions plus ou moins similaires. Les impluviums construits par le projet « Développement local » d'Objectif Sud se présentent ainsi :



Impluvium construit par Objectif Sud à Ankiliabo (Source : M. Renault)

Chacun des impluviums construits par le projet respecte les mêmes caractéristiques.

²⁸ Le bassin désableur est un petit bassin dans lequel l'eau de pluie se déverse avant de passer dans les bassins de stockage. Il a pour fonction d'éliminer les particules présentes sur la surface de récupération et charriées par l'eau afin qu'elles ne passent pas directement dans les bassins de stockage. Arrivées dans le désableur, les particules tombent au fond par décantation. L'eau ainsi débarrassée passe dans le bassin central par l'intermédiaire d'une canalisation.

Caractéristiques des impluviums

L'aire de récupération

- forme trapézoïdale
- surface de 400 m²
- dalle bétonnée
- bordure en murette de moellons
- respectant la pente de déversement

Le bassin de décantation

- forme rectangulaire
- en maçonnerie de moellons hourdés en ciment

Les bassins de stockage

- 3 bassins rectangulaires enterrés
- contenance de 20 m³ chacun
- reliés entre eux par un tuyau PVC
- paroi verticale en maçonnerie de pierres calcaires de 40 cm d'épaisseur, hourdées au mortier de terre de termitière*
- dalle de fond en maçonnerie de pierres calcaires hourdées au mortier de ciment
- enduits et chapes en mortier de ciment incorporé d'hydrofuge
- dalle en béton armé munie d'une trappe d'accès en tôle
- échelle de descente en tuyau galvanisé scellée à l'intérieur des bassins

* ultérieurement remplacé par du mortier de ciment

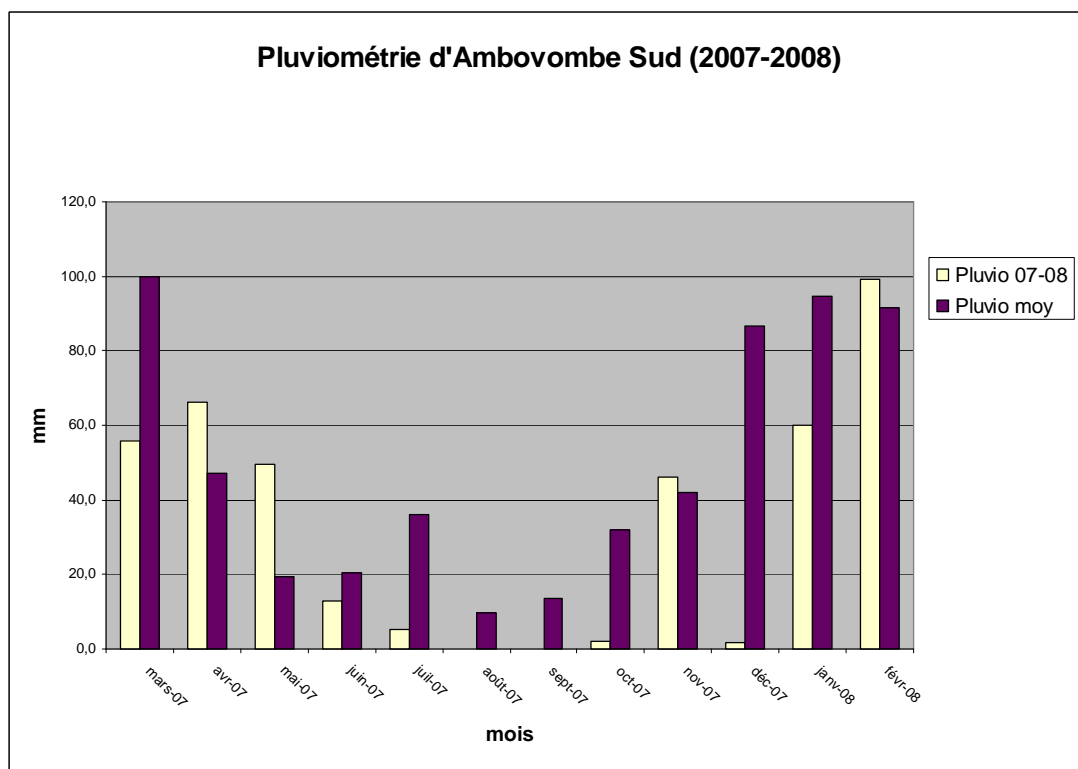
Alors que l'approvisionnement en eau dans les villages concernés demande inmanquablement un déplacement, l'impluvium est une source d'approvisionnement en eau au sein même du village. Il doit donc augmenter la quantité d'eau disponible pour les ménages mais également limiter les énormes dépenses d'énergie dans la quête de l'eau.

Une goutte d'eau dans l'immensité des besoins

Dépendant de la pluviométrie, les impluviums ne recueillent pas une quantité suffisante d'eau pour couvrir les besoins des habitants.

• La pluviométrie faible et capricieuse de l'Androy

La pluviométrie de l'Androy est faible (cf. diagramme ci-après). Cela s'explique notamment par l'effet de foehn. Les vents de l'Est, chargés en humidité, n'atteignent pas l'Androy car ils rencontrent la chaîne de montagne de l'Anosy. Contraints de s'élever pour la dépasser, ils s'assèchent et ne donnent ainsi que de faibles pluies sur la région.



La pluviométrie suit des cycles contrastés. La saison des pluies (*asara*) s'étend de novembre à mars. Durant cette période, les pluies peuvent être très abondantes. Mai/juin et septembre/octobre connaissent généralement des pluies moins significatives mais qui restent très importantes pour les cultures et la consommation d'eau. Le *faosa* est la période redoutée. D'août à octobre, c'est la saison sèche non seulement marquée par l'absence de pluie mais également par des vents violents qui favorisent la sécheresse. Les pluies en Androy sont globalement assez variables au cours d'une même année, d'une année sur l'autre mais également au sein de la région. Les variations importantes entre la pluviométrie de 2007-2008 par rapport à la pluviométrie moyenne montrées par le schéma l'attestent. En outre, depuis quelques années, les habitants de l'Androy ont remarqué d'importantes irrégularités qui peuvent être dues aux changements climatiques. Les cycles ne sont plus aussi contrastés. La répartition des pluies est également très aléatoire au sein de petites localités qui, auparavant, étaient arrosées de manière identique.

- **La contribution des impluviums à la consommation en eau des habitants**

- ◆ Des impluviums à fonctionnement épisodique

Certains impluviums ne sont utilisés que quelques jours dans l'année. C'est le cas dans les *fokontany* d'Agnafondrakady, de Bevoangy ou encore de Lamitihy Atsimo (cf. annexe p. 91). Les deux premiers sont sollicités par une population importante, aussi l'impluvium est le plus souvent vidé dès la première journée de son ouverture. À Bevoangy en particulier, seul cas d'impluvium construit par Objectif Sud à destination d'un groupe de huit *fokontany*, la distribution de l'eau aux quelques 3 000 habitants concernés est une opération complexe, organisée sur la base d'une liste, et à l'issue de laquelle chaque ménage reçoit rarement deux seaux, mais le plus souvent un seul voire uniquement un demi seau. Lamitihy Atsimo, *fokontany* relativement isolé connaît une demande moins importante, mais la rareté de la pluie laisse l'impluvium inutilisé à longueur de mois.

Calendrier des ouvertures à Agnafondrakady en 2006

2006	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												
21												
22												
23												
24												
25												
26												
27												
28												
29												
30												
31												

Période difficile pour l'approvisionnement en eau

- ◆ Des impluviums à approvisionnement régulier pendant la saison des pluies

Une pluviométrie suffisamment importante, ajoutée au fait que l'impluvium se situe dans une zone relativement isolée (ce qui limite la demande), rend parfois possible la mise en place d'un approvisionnement quotidien à l'impluvium sur des périodes données. L'impluvium sort alors du fonctionnement épisodique pour prendre une place plus importante parmi les différentes sources d'approvisionnement en eau de la population.

Ouvertures à Maromainte depuis déc. 2007

	Déc.07	Jan.08	Fév.	Mars	Avril
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
26					
27					
28					
29					
30					
31					

Ouvertures à Tsagnoriha depuis août 2007

	Août07	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Jan08	Fév.	Mars	Avril
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									
21									
22									
23									
24									
25									
26									
27									
28									
29									
30									
31									

◆ Un impluvium approvisionné par l'AES

Pour des raisons spécifiques²⁹, l'impluvium de Satria est, parmi les réalisations d'Objectif Sud, le seul impluvium bénéficiant d'un approvisionnement régulier par les citernes de l'AES. Ainsi, il parvient à alimenter la population en eau de manière régulière pendant des périodes plus longues que les autres impluviums. Ainsi, en 2006, le mois d'août a été entièrement couvert grâce à l'eau de l'AES³⁰. En 2007 (cf. annexe p. 92), il a été impossible de recevoir une citerne pendant la majeure partie de la période d'approvisionnement difficile. En revanche, en décembre 2007, à trois reprises, une citerne a été reçue et vidée dans la même journée. Cependant, les 6 000 litres d'eau apportés par la citerne restent des dépannages de quelques jours pour les habitants. Le fokontany compte environ 1000 habitants. Une citerne fournit donc 6 litres par habitant.

Calendrier des ouvertures de l'impluvium de Satria entre sa date de mise en service et mars 2007

	Mai 06	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Jan. 07	Fév.	Mars
1				Citerne					Citerne		
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10				Citerne							
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23				Citerne							
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30				Citerne							
31											

La difficulté d'approvisionnement en eau est telle dans la plupart des villages antandroy que chaque jour est une situation de quasi-urgence. L'effort physique et le temps que demande l'approvisionnement en eau condamnent parfois les familles à se priver totalement d'eau pendant une journée. Ainsi, du fait qu'il permet de bénéficier d'eau sans se déplacer, l'approvisionnement à l'impluvium est toujours privilégié quelle que soit la période de l'année. Dès que de l'eau est disponible, l'impluvium est ouvert et vidé en quelques jours. Les impluviums ne fournissent pas d'eau durant la sécheresse car, à cette période de l'année, ils sont vides depuis longtemps. Les problèmes d'approvisionnement entre août et décembre restent donc entiers tant en termes d'efforts qu'en termes de dépenses d'argent très élevées (cf. p. 40) à une période de soudure durant laquelle les habitants disposent de très peu de fonds (cf. annexe p. 93).

²⁹ Outre la faiblesse des moyens matériels de l'AES pour approvisionner l'Androy en eau, l'AES se caractérise par un mode de gestion peu transparent et une politique de distribution de l'eau largement déterminée par les relations de pouvoir.

³⁰ Ce fonctionnement ne peut servir de référence. Il est l'œuvre d'une personne influente qui permet au fokontany d'obtenir facilement une citerne. La règle veut cependant que chaque commune ne passe qu'une seule commande par semaine. Ainsi, si tous les fokontany de la commune d'Ambazoa, où se trouve l'impluvium de Satria, passaient commande, l'approvisionnement de chacun serait beaucoup plus espacé dans le temps.

D'une manière générale, si une zone reçoit 400 mm d'eau au cours d'une année, un impluvium de 400 m² collecte 80 m³ d'eau. En effet, le coefficient de ruissellement d'une dalle en béton est estimé à 0,5 (d'où : 400 m² x 0,4 m x 0,5 = 80 m³). Cela équivaut à 220 litres d'eau par jour en moyenne. Dans un fokontany de 500 personnes, chaque individu reçoit donc moins d'un demi-litre d'eau par jour en moyenne.³¹ Cela représente entre 8 et 17 % de la consommation effective moyenne (3 à 6 litres par personne et par jour) et 2,5 % de la consommation recommandée par l'Organisation mondiale de la Santé (20 litres par personne et par jour).

Ainsi, l'impluvium favorise principalement un allègement ponctuel de la corvée d'eau. Le fait que les habitants ne se déplacent pas pour aller chercher de l'eau ailleurs lorsqu'il y en a dans l'impluvium l'atteste. Ainsi, même si l'eau est insuffisante pour couvrir les besoins de la famille, on préférera emprunter de petites quantités chez les proches en attendant la prochaine ouverture de l'impluvium que de parcourir les kilomètres nécessaires pour atteindre un autre point d'approvisionnement en eau. Ce n'est donc pas l'augmentation de l'eau disponible³² mais une réduction des efforts à faire pour s'approvisionner qui constitue le premier résultat des impluviums.

La quantité d'eau fournie par les impluviums était très variable d'un village à l'autre. Il en va donc de même pour les conséquences sur la vie quotidienne des habitants. Néanmoins, il semble que l'impact est essentiellement ressenti par les femmes. L'impluvium leur laisse la possibilité de disposer d'un peu de repos, ce qui est appréciable compte tenu de la rudesse des conditions de vie. Elles peuvent ainsi consacrer davantage de temps à leurs activités habituelles (agriculture ou artisanat).

Une goutte d'eau qui a son importance

Malgré les faibles quantités d'eau qu'elle fournit, l'infrastructure est très appréciée par les habitants. L'eau est partagée, divisée, mesurée même si cela coûte des journées entières de travail aux responsables de la vente. Tous les impluviums construits par Objectif Sud fonctionnent. Et cela ne se fait pas de manière improvisée. Les règles peuvent varier en fonction des villages, mais elles observent globalement les mêmes principes.

• La distribution de l'eau

L'impluvium est ouvert dès que les réserves d'eau faites par les habitants pendant une pluie sont épuisées. Il n'est pas utilisé comme réserve d'eau pour la période difficile. En effet, la difficulté d'approvisionnement est telle que tous les jours sont de petites situations d'urgence. On ne peut donc pas imaginer interdire l'accès à l'impluvium hors période difficile alors que chaque ménage doit parcourir des kilomètres pour s'approvisionner. Ainsi, après une pluie suffisante, l'impluvium est ouvert au bout de quelques jours. Lorsque le besoin d'eau se fait sentir, les vendeurs d'eau ou le/la président/e du comité de gestion de l'impluvium sont sollicités par les habitants pour l'ouvrir. Parfois le comité de gestion se réunit pour définir le jour d'ouverture, parfois les vendeurs d'eau décident seuls, parfois c'est le/la président/e du comité de gestion qui décide. D'une manière générale, lorsque le manque d'eau se généralise, l'ouverture de l'impluvium ne fait pas débat. Toute la population l'attend et patiente avec de petites quantités d'eau empruntées aux proches qui en ont encore.

³¹ Cette estimation est optimiste dans la mesure où un impluvium est généralement soumis à une demande de 800 à 1000 habitants.

³² On peut éventuellement se demander si l'existence de l'impluvium n'a pas parfois l'effet inverse. En effet, entre entreprendre un déplacement difficile et se rationner en eau en attendant l'ouverture de l'impluvium, les familles pourraient avoir tendance à opter pour la deuxième solution. Cela invite à conclure que l'existence de l'impluvium peut avoir pour conséquence de réduire parfois la quantité d'eau effectivement consommée par les habitants. Compte tenu de la complexité des modalités d'approvisionnement en eau des familles (au jour le jour et souvent avec une forte alternance des points d'approvisionnement), la pertinence de cette analyse n'a pas pu être démontrée.

Un nombre défini de seaux est attribué par ménage. Il est estimé en fonction de l'eau restant dans l'impluvium. Avec l'expérience, les habitants savent que lorsque l'eau atteint tel ou tel barreau de l'échelle du bassin, elle pourra approvisionner le village à hauteur de tant de seaux par ménage. Ce quota est plus ou moins strict. Lorsque l'impluvium est plein ou rempli aux trois quarts, aucune limite n'est imposée au nombre de seaux que l'on peut acheter. En outre si dans certains villages le nombre de seaux puisés à l'impluvium est rigoureusement contrôlé par des observateurs présents à chaque ouverture, dans d'autres lieux, on ne refusera pas un dépassement de la limite si les seaux sont payés. Deux situations particulières autorisent la consommation d'une quantité importante d'eau : les accouchements et les funérailles. Lors de funérailles, plus de dix barriques d'eau peuvent être puisées dans l'impluvium.

La distribution de l'eau est un événement dans le village. L'impluvium ouvre généralement en milieu de matinée après le retour du champ et ferme en milieu d'après-midi lorsque plus personne ne vient remplir son seau. Ce sont le plus souvent les femmes et les jeunes filles qui viennent chercher l'eau de l'impluvium. Selon les villages, la vente de l'eau est plus ou moins organisée.



Vente de l'eau à Maromainte (Source : L. Morlat)

Maromainte : une vente d'eau animée³³

Le vendeur a sonné la « cloche » de l'impluvium ou plutôt frappé avec une barre de fer la jante qui sert de cloche. Femmes, jeunes filles, enfants arrivent à travers le village avec leurs seaux et leurs bidons de toutes les couleurs et de toutes les tailles. Tout le monde se groupe autour de l'ouverture d'un des deux bassins de l'impluvium. On parle fort, on plaisante et on puise à tour de bras. Le brouhaha grandit autour du bassin. Les rires et les altercations se mêlent aux bruits de l'eau grossièrement versée dans les récipients, le tout adouci par les notes de guitare du vendeur d'eau. Chacun se sert. On en profite pour boire, nettoyer les seaux. L'eau circule de seaux en seaux, on verse, on prend chez la voisine, on complète, etc. On part vider à la maison et on revient. Aujourd'hui, il n'y a pas de limite. On peut acheter de l'eau autant qu'on en a les moyens. Tout en jouant, le vendeur récolte l'argent au fur et à mesure et observe le « trafic » d'eau avec distance. S'il cherche à s'assurer que chacun s'acquitte bien de son dû, il fait gentiment confiance à cette petite foule animée.

Tsagnoriha : rigueur, organisation et économie³⁴

L'ouverture de l'impluvium était prévue car elle se fait tous les deux jours sans faute. Des femmes attendent déjà devant le portail. Quatre personnes assurent la vente qui ne peut pas commencer en l'absence de l'une d'entre elles. Njoroke, la vendeuse d'eau, arrive en premier. Elle détient les clés. Elle est rejointe par Mandignesoa, le contrôleur de la vente, par Avimana, le président du comité de gestion, et finalement par la bruyante Voavilie, chargée de l'encaissement de l'argent. Deux ou trois mots sont échangés entre Njoroke et Mandignesoa.

On annonce à l'assistance : « roe sihoa ! » (aujourd'hui, ce sera deux seaux !). Entre temps, une dizaine de seaux se sont alignés à côté de l'ouverture du bassin en deux files. Le premier seau de chaque file appartient au comité de gestion de l'impluvium. C'est un seau doseur qui permet de verser exactement la même quantité d'eau à chaque personne.

³³ Vente d'eau du jeudi 13 mars 2008.

³⁴ Vente d'eau du mardi 15 avril 2008.

La vente de l'eau commence. Mandignesoa tire l'eau à l'aide d'un seau de plus petite taille et remplit scrupuleusement les deux seaux doseurs. À l'aide d'un gobelet, Njoroke transvase une petite quantité d'eau du seau doseur dans le premier seau de la file afin de le décharger un peu, de faciliter le transvasement et donc d'éviter que de l'eau se perde à cause d'une maladresse. Voavilie observe tous les mouvements d'eau et de seaux, elle commente, elle interpelle et elle encaisse l'argent et rend la monnaie. Le premier tour est fini, on passe au deuxième, au troisième. Les gestes sont méticuleux. L'eau est manipulée avec précaution. Chacun joue son rôle au rythme des éclats de voix de Voavilie. Mandignesoa puise, Njoroke transvase, Voavilie... s'est endormie sur la dalle du bassin.

• Le prix de l'eau

Le prix de l'eau a été calculé par Objectif Sud afin de pouvoir couvrir la plupart des dépenses et des coûts : la rémunération du personnel chargé de la vente de l'eau, de l'entretien et de la maintenance de l'impluvium, l'achat de matériel (seaux, cordes, etc.), les dépenses pour grosses réparations et une contribution au budget de la mairie. En outre, les revenus de l'impluvium devaient constituer une épargne pour des investissements futurs dans le village.

Ainsi, le prix du seau a été fixé à 10 Ar. Il est appliqué dans la plupart des villages. Dans beaucoup d'entre eux, l'association des contributeurs financiers à la construction/réhabilitation de l'impluvium a décidé de fixer le prix à 200 Ar pour les non-contributeurs au sein du village et pour les habitants des autres villages. Ce prix pour l'eau d'un impluvium représente une augmentation dans la continuité de l'évolution des prix depuis l'apparition des premiers impluviums dans l'Androy. De 2 à 5 Ar le seau, elle est progressivement passée à 20 puis 50 Ar. Le passage à 100 et 200 Ar a été décidé par Objectif Sud. Les prix s'alignent en général d'une localité à l'autre si bien que cette augmentation s'est répercutée sur plusieurs autres impluviums de la région. Cependant, on note quelques cas de villages ayant souhaité maintenir le prix à 50 Ar. Dans d'autres cas, l'impluvium a gardé un mode de fonctionnement propre : par exemple, une alternance entre vente de l'eau d'un bassin et distribution gratuite de celle du deuxième bassin. Les prix pratiqués ne varient pas en fonction des saisons comme c'est le cas pour les autres sources d'eau dans l'Androy. Généralement, le paiement de l'eau est respecté et les facilités de paiement semblent rarement acceptées.

Le prix d'un seau d'eau pour les villageois

Avec déplacement	Sans déplacement
<p>Saison des pluies</p> <p>Rivières, mares, puits : gratuite</p> <p>Villes : 50-200 Ar</p>	<p>Saison des pluies</p> <p>Ranovato, mares : gratuite</p> <p>Charretiers : 200-400 Ar</p> <p>Impluvium : 100-200 Ar</p>
<p>Saison sèche</p> <p>Rivières : gratuite</p> <p>Villes : 300-500 Ar</p>	<p>Saison sèche</p> <p>Charretiers : 400-800 Ar</p> <p>Impluvium : 100-200 Ar (s'il reste de l'eau) et 300 Ar s'il est approvisionné par l'AES</p>

• Entretien et remplissage de l'impluvium

La question de l'entretien concerne à la fois le nettoyage et les réparations de l'infrastructure. D'une manière générale, les impluviums sont des infrastructures précieuses aux yeux des habitants. Ceux-ci sont donc soucieux de leur bon fonctionnement. L'entretien de l'impluvium est assuré par différentes personnes et de manière plus ou moins régulière selon les cas. La personne chargée du nettoyage balaye la surface de récupération de son propre chef ou après recommandation du/de la président/e du comité de gestion. Quand les bassins sont vides, ils sont nettoyés collectivement. Lorsque des fissures apparaissent, les techniciens des comités de gestion sont chargés de les boucher à

La gestion des impluviums en Androy (Madagascar) : un levier pour le changement social ?

l'aide de ciment. Les « travailleurs de l'impluvium » sont généralement rémunérés à la tâche en seaux d'eau ou en monnaie (entre 500 et 1000 Ar la tâche). Dans quelques cas, ils touchent un pourcentage de la prochaine vente d'eau (10 à 15 %) ou du total des recettes en fin d'année. Les autres membres du comité de gestion ne touchent pas de rémunération. Si le nettoyage est souvent approximatif, cela relève plus d'un manque de connaissance des règles d'hygiène que d'un désintérêt pour l'infrastructure. La propreté de la dalle en béton est très variable. La présence de mauvaises herbes et de petites pierres est très fréquente. En ce qui concerne le colmatage des fissures de la dalle, cela a été réalisé au maximum une fois depuis la construction/réhabilitation de l'impluvium. Quelques impluviums demanderaient des réparations plus importantes qui ne sont pas dues à un manque d'entretien mais visiblement à un défaut de construction (un cas de bassin aux parois non étanches).

Le remplissage de l'impluvium se fait quasi-exclusivement à l'eau de pluie. Rares sont les cas où il est approvisionné par une citerne de l'AES, comme l'avait imaginé l'équipe d'Objectif Sud. Plus que le manque d'argent, c'est la qualité du service de l'agence qui empêche cet approvisionnement. Outre le très faible nombre de véhicules disponibles, le fonctionnement même du service manque de transparence. Sur 36 impluviums construits/réhabilités par Objectif Sud, seuls quelques uns ont déjà reçu de l'eau des citernes de l'AES et un seul se fournit régulièrement auprès de l'agence grâce à l'intervention d'un notable influent. L'eau est alors vendue 300 Ar³⁵. Ainsi, si la plupart des villages ne prennent plus la peine de passer commande à l'AES, ne sachant jamais quand la citerne arrivera. À Satria, par contre, plusieurs citernes peuvent alimenter l'impluvium dans le même mois.

La comptabilité de l'impluvium de Satria en 2007

Recettes de la vente de l'eau	1 227 700 Ar (prix du seau : 100 à 300 Ar)
Dépenses	825 542 Ar
Rémunération du personnel	268 617 Ar
Six vendeurs d'eau (10 %) ³⁶	122 770 Ar
Chargée du nettoyage (5 %)	61 385 Ar
Secrétaire (3 %)	36 831 Ar
Trésorier (3 %)	36 831 Ar
Contrôleur (900 Ar/mois)	10 800 Ar
Contribution budget de la commune (5 %)	61 385 Ar
Commande de citernes (6 000 litres d'eau par citerne)	473 990 Ar
Exemple : détails des dépenses concernant la citerne du 31 déc. 2007	Gasoil : 65 200 Ar, eau : 40 000 Ar, droits à la commune : 1000 Ar, frais de déplacement du chargé de la commande : 14 000 Ar
Dépenses diverses	21 550 Ar
Participation constructions dans la commune	20 000 Ar
Frais divers	1 550 Ar
Reste	402 158 Ar

³⁵ Le calcul suivant montre en effet que le prix du seau d'eau de l'AES à l'impluvium est supérieur au prix de 200 Ar (0,06 €) fixé pour l'eau de pluie. Le coût de l'approvisionnement en eau de l'AES tourne autour de 120 000 Ar (41 €) par citerne. Une citerne livre 6000 litres d'eau à chaque commande, soit 450 seaux. Le prix du seau revient donc à 120000/450 soit 266 Ar (0,09 €).

³⁶ Les pourcentages sont appliqués au total des recettes de l'année.

- **L'utilisation de l'argent**

La vente d'eau génère d'importantes sommes d'argent. Par exemple, 10 000 litres d'eau vendus, soit un demi bassin, procurent en moyenne 100 000 Ar³⁷. Les *fokontany* ne disposent pas, en général, de ressources financières propres. La caisse du *fokontany* perçoit notamment des taxes lors de la vente de zébus et d'autres petites sommes trop faibles pour envisager un quelconque investissement.

Ainsi, l'argent issu de la vente de l'eau constitue un fonds de financement des dépenses collectives. Il devient le recours des habitants dès qu'une importante somme d'argent doit être réunie pour l'organisation de cérémonies ou la réception d'autorités. Il permet également de financer la réalisation ou la réhabilitation d'infrastructures. Ainsi, l'impluvium de Tsagnoriha a financé la construction en planche d'un réfectoire, d'un magasin de stockage des vivres des élèves et d'une cuisine pour un montant de 143 000 Ar. Les fonds de l'impluvium de Bevoangy ont contribué à la réhabilitation du logement du médecin de la commune à hauteur de 130 000 Ar. La caisse de l'impluvium tend donc à être perçue comme une caisse publique. Parfois l'argent sorti de l'impluvium est immédiatement utilisé pour la réalisation d'une construction. Les murs de l'école montent à mesure que l'eau baisse dans l'impluvium.

L'impluvium occupe une position ambivalente dans le village. Bien que l'eau qui en sort soit rare, il reste une infrastructure essentielle. Dans les perceptions des habitants, il a une place plus importante que celle qu'il tient réellement dans l'approvisionnement en eau du village. Cela tient en partie au fait que l'impluvium est souvent la seule infrastructure en dur. Au détour d'un enclos, à côté de l'église ou de l'école en planches, cachée derrière une haie de cactus, s'impose l'immense dalle en ciment.

Mais cette place centrale est surtout due au fait que l'impluvium offre un service qui comporte les qualités essentielles recherchées par les habitants. La proximité est la première et la plus importante. La deuxième qualité est le prix bas et constant de l'eau qui y est vendue. La troisième est la qualité de l'eau. Du fait de la très mauvaise qualité de l'eau dans l'Androy, les habitants ne définissent pas sa qualité en termes de potabilité mais en termes de propreté. L'eau de pluie, et donc l'eau de l'impluvium, est de loin la plus propre. Souvent obligés de consommer une eau aux couleurs et aux goûts repoussants, les habitants apprécient fortement l'eau de l'impluvium. L'eau *boka* (salée) dont ils doivent se contenter la plupart du temps est particulièrement détestée comparée à l'eau *mamy* (douce) qui sort de l'impluvium. D'une manière générale, les habitants ont un rapport tout à fait privilégié à l'eau de pluie. De provenance « divine », elle est par essence bonne pour les individus. Elle rend possible l'agriculture et donc l'alimentation quotidienne. La collecte de l'eau de pluie est le mode d'approvisionnement le plus naturel pour les habitants de l'Androy. Lorsqu'on leur demande où ils vont généralement chercher l'eau, leur réponse commence toujours par : « quand il n'y a plus d'eau de pluie... ».

Ainsi, si les impluviums restent parfois des mois sans fonctionner, ils ne se font pas oublier. Plus que ça, ils sont des infrastructures centrales dans les villages. De ce fait, leur fonctionnement et leur gestion sont des préoccupations importantes pour les habitants. Ils ne sont donc pas épargnés par les logiques sociales et les rapports de pouvoirs qui existent dans les villages.

³⁷ 100 000 Ar = 40 euros.

Une gestion déterminée par les rapports sociaux

La gestion des impluviums ne se fait pas en dehors des relations sociales qui existent dans les villages. Elle est déterminée par le degré de cohésion sociale des groupes d'habitants concernés, mais également par les hiérarchies et la configuration des pouvoirs.

Propriété de l'impluvium et accès à l'eau

L'impluvium avait été pensé comme un bien collectif, propriété de la commune, construit au niveau d'un *fokontany* avec la participation financière des habitants constitués en association. La complexité des relations sociales au sein des villages de l'Androy a conduit à des perceptions et des configurations variées qui s'écartent plus ou moins de ce cadre.

• Modalités d'association autour de l'impluvium

L'association constituée dans les villages pour la construction/réhabilitation de l'impluvium a théoriquement un rôle de contrôle de la gestion de l'impluvium. En fait, ces associations ont pour principale fonction d'identifier les individus qui ont contribué à l'apport financier. En fonction des configurations sociales dans les villages, les associations prennent des formes différentes. Certaines regroupent la totalité des habitants, d'autres un lignage en particulier et parfois simplement un ensemble de personnes.

Les différentes configurations d'association

Nom du <i>fokontany</i>	Satria	Maromainte	Ankiliabo	Tsagnoriha	Bevoangy
Membres de l'association	Tous les habitants	Tous les habitants	Un lignage	Un groupe d'habitants	Les habitants de 8 <i>fokontany</i>

◆ Une association des habitants

Dans la plupart des *fokontany* concernés par la construction/réhabilitation d'un impluvium, la contribution au financement des travaux a été assumée par tous les habitants. Le *fokontany* de Satria étant composé de trois localités inégalement peuplées, la somme totale à verser a été divisée en trois parts équitables en fonction du nombre d'habitants dans chaque localité. À Maromainte, la réhabilitation de l'impluvium a été financée par chaque chef d'enclos³⁸. À Bevoangy, la construction devait être prise en charge par les habitants du *fokontany*. Cependant la période de collecte de l'argent a coïncidé avec une période difficile pour eux et ils n'ont pas été en mesure de rassembler la somme. La

³⁸ Les villages antandroy sont découpés en hameaux qui sont eux-mêmes composés d'enclos. Au sein d'un enclos, on trouve généralement un homme marié, ses épouses et sa descendance. On peut également trouver des frères mariés qui ne se sont pas autonomisés au décès de leur père. Le chef d'enclos est le fondateur ou l'aîné des frères.

commune a pris en charge la construction à condition que l'impluvium soit destiné aux 8 *fokontany* environnant Bevoangy.

◆ Une association quasi-lignage

À Ankiliabo, la constitution de l'association a rencontré le conflit qui oppose deux lignages depuis plusieurs générations.

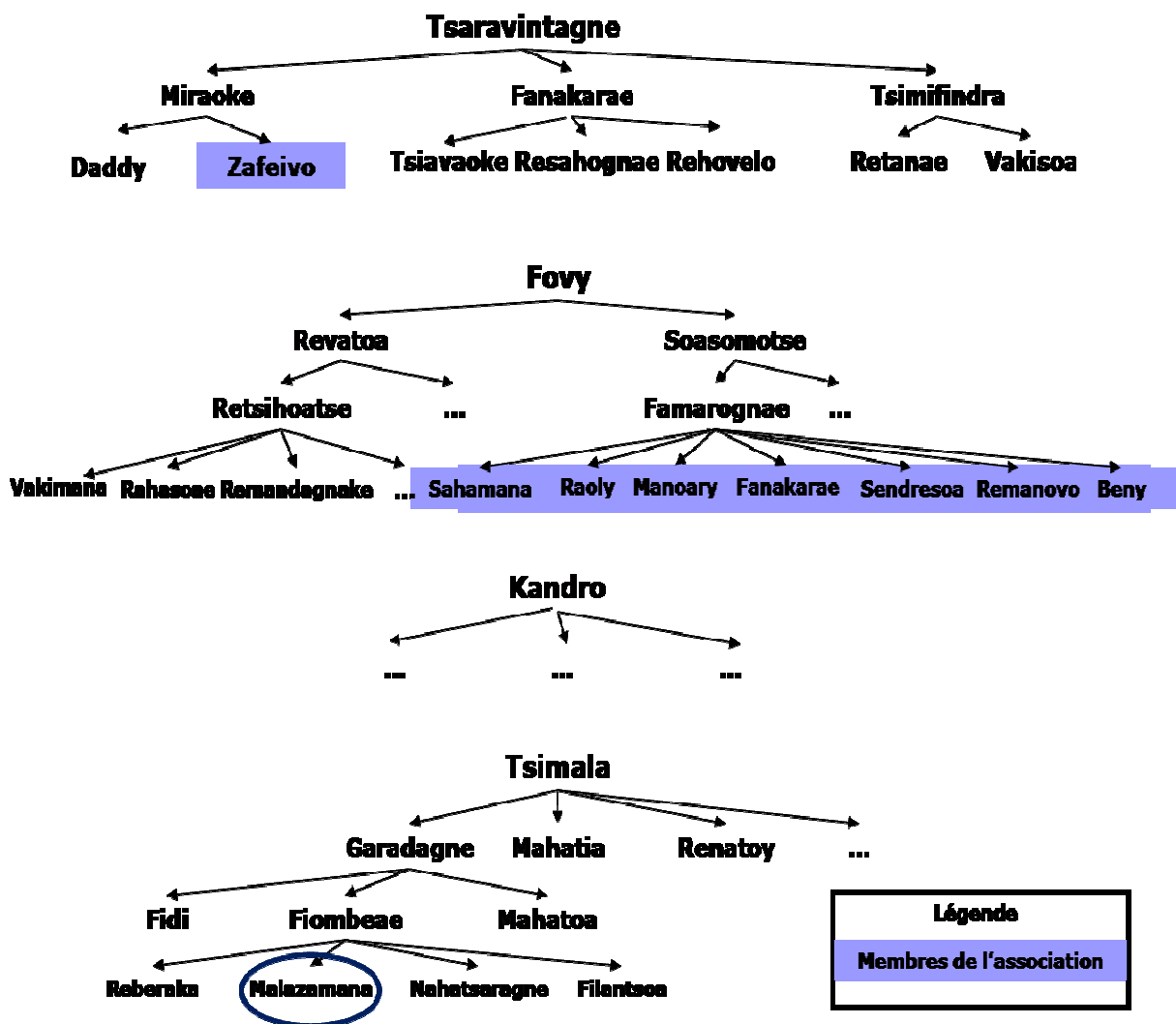
Donner, c'est donner

Lorsqu'il était vivant, Garadagne était le notable le plus influent du village d'Ankiliabo. À cette époque, tous les lignages du village enterraient leurs morts dans un même endroit situé à l'est. Après sa mort, son fils Fiombeae a souhaité construire pour les morts de son lignage des tombeaux différents de ceux habituellement construits dans le village : il voulait passer du bois aux pierres. Pour ne pas mettre trop en évidence cette différence, il a choisi de construire les tombeaux de son lignage dans un endroit différent, plus proche des enclos de sa famille. Il a également décidé qu'un de ses terrains, proche des futurs tombeaux, deviendrait un lieu de repos pour les morts du village, un *fitofà*. Ainsi, cinq défunts y ont séjourné, comme le veut la tradition, avant leur mise sous terre.

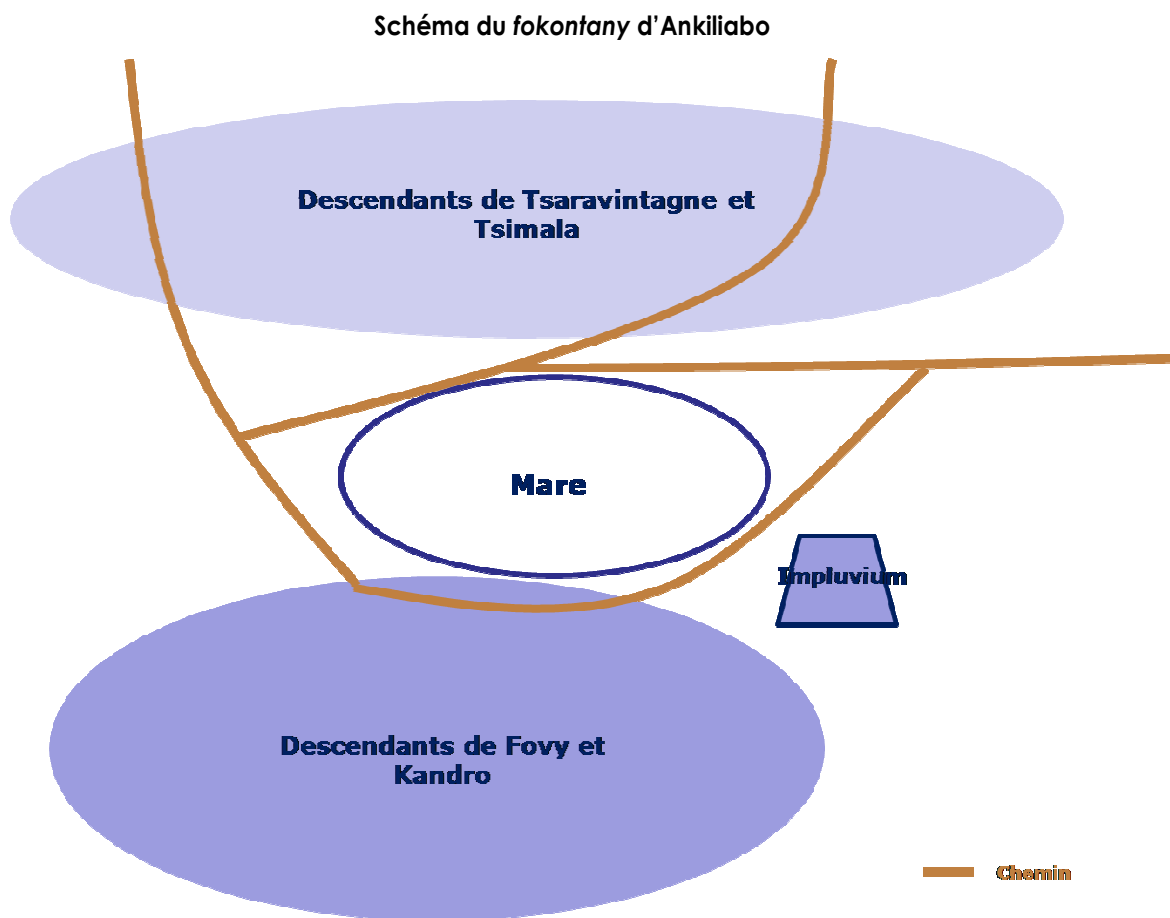
Son fils, Malazamana, une personne au fort caractère, a voulu redonner à ce terrain devenu collectif son statut privé d'origine. Cette décision a coïncidé avec la mort d'Andrahova, fille d'un notable d'un autre lignage. Malazamana a refusé le dépôt du corps dans cet endroit, ce qui a profondément touché les proches de la défunte et déclenché un conflit insolvable entre les deux lignages. La médiation traditionnelle sous l'arbre n'ayant pu venir à bout de ce conflit, les deux lignages s'en sont remis au tribunal. Cependant, la cassure reste irréparable. Les individus cohabitent mais n'entretiennent plus aucune relation entre eux. Ainsi, ils ne partagent plus les cérémonies funéraires, signe le plus fort de rupture.

Généalogie du fokontany d'Ankiliabo

Le fokontany d'Ankiliabo a un ancêtre commun, Andriamanafotsarivo, qui a eu quatre fils. Tsaravintagne, Fovy, Kandro et Tsimala sont les fondateurs des quatre lignages autour desquels est structuré le fokontany.



La collaboration entre ces deux lignages n'étant plus envisageable lors des cérémonies traditionnelles, elle l'est encore moins pour la gestion d'infrastructures collectives. L'équipe du projet « Développement local » avait conscience, dès le départ, qu'une partie seulement des habitants participerait. Les terrains propices à la construction de l'impluvium étaient rares (car ils doivent rassembler plusieurs conditions telles que un sol propice, une disponibilité, une situation centrale). Après l'étude de plusieurs possibilités, un emplacement a été identifié. C'est un terrain qui n'appartient à personne car il se trouve à proximité d'une mare, lieu généralement pas approprié. Cependant, géographiquement plus proche d'un des deux lignages en conflit, il a été considéré par l'autre lignage comme appartenant à ce lignage proche. Ainsi, les uns n'ont pas souhaité apporter leur contribution financière laissant les autres apporter la totalité de la somme. Celle-ci a été divisée entre 8 chefs d'enclos dont 7 d'un même lignage et un huitième, membre d'un troisième lignage en bonne entente avec les deux autres. L'association n'est donc pas une association-lignage dans la mesure où elle n'est pas exclusivement composée des membres d'un seul lignage. En revanche, elle est largement perçue comme telle par la population du fokontany.

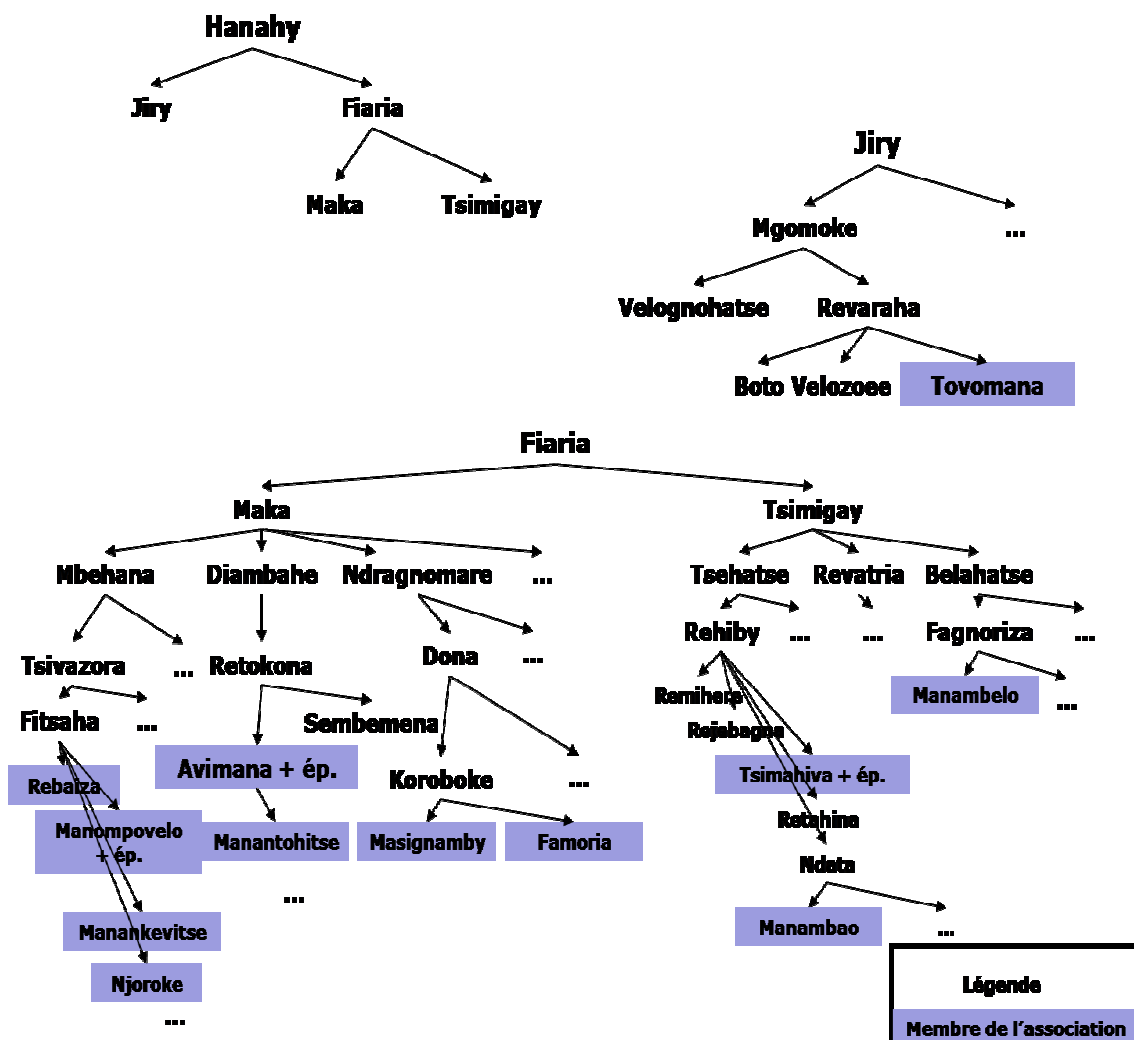


◆ Un groupe d'habitants associés

À Tsagnoriha, la proposition de réhabilitation de l'impluvium a causé une mésentente. Selon les membres de l'association, plusieurs personnes influentes du village ne souhaitaient pas la réhabilitation de l'impluvium pour deux raisons. D'une part, l'impluvium avait été construit par l'État sans contribution aucune de la part de la population. D'autre part, ces personnes ne souhaitaient pas collaborer avec un projet de développement auquel il serait inévitable de rendre des comptes en termes de gestion. Une première réunion avec l'équipe d'Objectif Sud avait donc abouti à la décision de ne pas réhabiliter l'impluvium. Un petit groupe de personnes s'est cependant mobilisé pour que la proposition ne soit pas abandonnée. Parmi eux, Njoroke, une femme sensible au problème de l'eau, a été particulièrement active dans ce sens. Les membres de ce groupe ont cherché à rassembler autour d'eux leurs proches mais également d'autres personnes avec qui ils s'entendent bien d'ordinaire. Dix-neuf personnes ont été convaincues et ont contribué au financement des travaux. Le rassemblement de ces personnes autour de la cause de l'impluvium est vraisemblablement peu déterminé par des considérations lignagères. Si elles appartiennent dans leur quasi-totalité au lignage de Fiaria (cf. schéma ci-après), on ne peut pas réellement conclure à une association quasi-lignage comme dans le cas d'Ankiliabo car tous les descendants de Fiaria ne sont pas membres de l'association comme c'est le cas pour Ankiliabo. L'apport n'a pas été partagé équitablement entre les gens, mais réuni en fonction des possibilités financières des personnes. Les cotisations se sont échelonnées entre 12 500 Ar et 60 000 Ar. Cette prise en charge différenciée n'a donné lieu à aucun avantage ou traitement de faveur pour ceux qui ont participé le plus, ce sont cependant eux que l'on trouve aux responsabilités les plus importantes. Cet acte a suscité la désapprobation des autres notables et quelques conflits (cf. p. 61).

Généalogie du fokontany de Tsagnoriha

Les habitants de Tsagnoriha ont pour ancêtre commun Hanahy qui a eu quatre enfants : Rebania, Rekiloa, Fiaria et Jiry. Les descendants de Rebania et Rekiloa n'appartiennent plus au même fokontany que les descendants de Fiaria et Jiry qui constituent le fokontany de Tsagnoriha.



- **L'impluvium : un bien communautaire ou collectif**

Lorsque les membres de l'association sont composés d'un lignage, comme à Ankiliabo, l'infrastructure peut être considérée comme communautaire. En effet, elle est perçue comme propriété commune d'un groupe d'individus unis par des liens de parenté et ayant une identité sociale forte. Lorsque les membres de l'association sont des individus issus de différents lignages et que leur appartenance à l'association ne dépend pas de leur origine lignagère, mais de leur volonté propre, comme à Tsagnoriha, l'infrastructure est un bien collectif. Il n'y a pas au sein de son groupe de propriétaires une identité sociale particulière.

Lorsque l'association est composée de l'ensemble des habitants du fokontany, les deux cas de figure sont possibles. En effet, l'organisation lignagère dans l'espace est complexe. Les fokontany ne correspondent pas tous à des communautés homogènes en termes d'appartenance lignagère. Selon leurs ambitions ou leurs relations avec les membres de leurs lignages, des individus peuvent souhaiter prendre de l'autonomie et fonder un village ailleurs.

Ce détachement peut être lié à une mésentente mais il peut également provenir d'une simple volonté d'acquiescer une indépendance qui ne rompt en rien les liens sociaux et les pratiques de solidarité. Le découpage lignager et le découpage administratif du territoire ne se superposent pas naturellement. Un *fokontany* correspond théoriquement à un village fondé par un ancêtre commun et les sous-lignages qui en découlent. C'est le cas de Maromainta et de Satria. Mais les détachements ou encore les migrations viennent compliquer cette organisation. Des lignages migrants sont, par exemple, venus se rattacher à des villages sans avoir de lien de parenté, ni même appartenir au même clan. Le *fokontany* devient alors pluri-lignager et pluri-clanique. En outre, actuellement, on remarque une forte augmentation du nombre de *fokontany*, due à la pression démographique, à la volonté de lignages de devenir des *fokontany* indépendants mais également à une incitation de l'administration. Ainsi, si auparavant on pouvait trouver un ou plusieurs villages dans un *fokontany*, on trouve maintenant des situations où un même village est composé de plusieurs *fokontany*. Dans ce cas, le *fokontany* s'articule à l'organisation lignagère. Les configurations sont donc nombreuses. La rapidité avec laquelle se créent les *fokontany* et se font les reconfigurations administratives porte à croire que le découpage administratif est moins porteur d'identité pour ses habitants que les ramifications lignagères. Dans les *fokontany* pluri-lignagers et pluri-claniques, la propriété des impluviums sera donc collective.

• La propriété de l'impluvium

Selon le code de l'eau³⁹, les infrastructures d'approvisionnement en eau sont propriété des communes⁴⁰ : "Les systèmes d'alimentation en eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées domestiques font partie du domaine public des communes, à l'exception des systèmes destinés à l'autoproduction" (Art. 40). Cependant, on remarque une appropriation de l'infrastructure au niveau des *fokontany*. Cela s'explique d'une part par le manque de moyens des communes pour assurer la gestion. D'autre part, l'enclavement des *fokontany* impose de fait une utilisation et une gestion de l'impluvium par ses habitants. Enfin, pour eux, une infrastructure construite sur leur territoire, ou plus précisément sur le territoire de leurs ancêtres, est propriété de la communauté. Ainsi, c'est à l'échelle des *fokontany* qu'ont été constitués les associations des consommateurs de l'eau ainsi que les comités de gestion de l'impluvium. Ce montage ne semble pas poser de problème dans la mesure où les acteurs chargés de la gestion sont clairement identifiés. Certaines communes ont cherché à récupérer les bénéfices de la vente de l'eau dans les *fokontany*. Cette réappropriation a parfois été acceptée par les représentants du *fokontany*, elle a également généré des conflits. D'une manière générale, l'échelle du *fokontany* reste la plus appropriée pour la gestion de l'infrastructure. Cette question mérite d'être débattue avec les habitants avant sa construction.

D'une manière générale, les infrastructures existantes dans les *fokontany* (écoles, impluviums, églises, magasins de stockage) sont construites soit par l'État, soit par les organisations internationales de développement, soit par les organisations religieuses. Les questions de propriété n'ont pas toujours été discutées. Les infrastructures ou édifices construits par les organisations religieuses sont de leur propriété. Les écoles publiques sont propriété de l'État. Les impluviums construits par les organisations religieuses leur appartiennent également, à moins qu'ils aient été construits pour des individus privés comme c'est parfois le cas. Lorsque la question n'a pas spécifiquement été soulevée, les individus ayant contribué financièrement à la construction/réhabilitation d'une infrastructure se trouvant sur le territoire de leur *fokontany* se considèrent comme propriétaires.

L'impluvium n'est jamais vu comme propriété individuelle. D'une manière générale, le rapport à la propriété n'est jamais totalement individuel dans la société antandroy. Un bien privé est toujours sous responsabilité collective. Les membres d'un même clan se doivent de protéger les zébus dont la marque d'oreille correspond à celle de leur clan.

En outre, il existe de nombreux cas de propriété lignagère ou familiale, tels que les pâturages (qui tendent à disparaître sous la pression foncière), les forêts sacrées où se trouvent les tombeaux ou en-

³⁹ Loi N°98 – 029.

⁴⁰ Elles doivent prouver leur compétence auprès de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANDEA). Si leur compétence n'est pas reconnue, c'est l'agence elle-même qui est en charge de la gestion.

core les *ranovato*. Les *ranovato* sont des formations calcaires où se trouvent des cavités dans lesquelles l'eau s'accumule lorsqu'il pleut. Ce sont des cavités naturelles de stockage de l'eau de pluie. Le terrain sur lequel elles se trouvent est toujours propriété commune d'un lignage. L'eau des cavités est privée dans le sens où elle est utilisée par ceux qui l'ont creusée ou leurs descendants. La formation calcaire et en particulier les pierres qui s'y trouvent sont également propriété commune de l'ensemble des habitants du *fokontany* sous l'autorité des anciens. Sur leur autorisation, il est possible de disposer des pierres, pour la construction d'un tombeau par exemple. Cette vision de la propriété commune est à rattacher au lien de parenté qui unit les individus dans les villages. Les biens qui n'ont pas de propriétaire attribué sont les biens des ancêtres. Les ancêtres étant communs à un ensemble de vivants, ce sont les biens collectifs de ces vivants.

Cette vision de la propriété explique le fait que la propriété de l'impluvium n'est généralement pas revendiquée pour elle-même. On ne se revendique pas propriétaire de l'impluvium par simple fierté de posséder l'infrastructure. Même construit sur un terrain privé, comme dans la majeure partie des cas, l'impluvium n'est pas considéré comme appartenant au propriétaire du terrain. Le don du terrain à la collectivité a été officialisé par la signature d'une lettre l'attestant. Il n'y a pas de confusion, dans la perception des habitants, entre ces deux types de propriété. La propriété de l'impluvium en elle-même n'est globalement pas porteuse d'enjeux. Cela est valable pour les différents types d'infrastructures existantes dans les villages.

• L'accès à l'eau

L'accès à l'eau n'est jamais restreint aux seuls membres de l'association. Par ailleurs, le prix d'un seau est fixe. Il ne fait pas l'objet d'un traitement de faveur pour certaines personnes : seule la distinction membre ou non-membre de l'association est valable. Des facilités de paiement peuvent être autorisées mais elles sont exceptionnelles⁴¹. Le service de l'impluvium est considéré comme pouvant bénéficier à toute personne ayant besoin d'acheter de l'eau. Néanmoins, dans la réalité, les impluviums ne sont pas toujours complètement ouverts. Les restrictions ne sont jamais formalisées. Il existe très peu d'interdictions formelles⁴² mais l'accès à l'eau de l'impluvium se trouve parfois limité de fait.

Le manque d'information sur l'ouverture de l'impluvium est une manière de restreindre sa fréquentation et donc d'économiser l'eau. Dans les *fokontany* de petite taille où l'habitat est concentré, la circulation de l'information se fait très facilement et il suffit de sonner la cloche de l'impluvium pour alerter la population. Ce n'est pas le cas pour les *fokontany* de plus grande taille ainsi que pour les *fokontany* alentour. En général, c'est en voyant passer des femmes transportant de l'eau et par le bouche à oreille que l'information sur l'ouverture de l'impluvium est relayée. Dans les *fokontany* très étendus, c'est également le cas. À Tsagnorihia, par exemple, l'information sur l'ouverture de l'impluvium ne circule pas très bien. Les membres de l'association sont les seuls à être systématiquement mis au courant. Ainsi, un membre de l'association situé très à l'écart du centre sera mis au courant du jour de la vente d'eau alors qu'un hameau situé non loin de là n'ira pas s'approvisionner à l'impluvium parce que non-membre de l'association. Il est difficile de savoir si cela est dû à un manque d'information ou à un refus délibéré de s'approvisionner à un impluvium dont ils ne font pas partie de l'association.

En effet, dans un contexte de pénurie quotidienne d'eau, il n'est pas rare de voir des groupes refuser de s'approvisionner à un impluvium du fait d'une mésentente avec les membres de l'association. Dans ce cas, la notion de propriété intervient. Considérant que l'impluvium appartient aux membres de l'association avec qui ils sont en conflits, s'y approvisionner serait un signe de faiblesse. Ils préfère-

⁴¹ Le paiement d'un seau à retardement est toléré dans certains *fokontany* lorsque l'on sait, par la quantité d'eau disponible, qu'il y aura une prochaine vente d'eau. Le paiement du seau pourra être réclamé à ce moment-là. Cela est possible pour les habitants du *fokontany* mais généralement pas toléré pour les habitants venant d'ailleurs.

⁴² En Androy, certains clans sont méprisés. Il en existerait trois catégories. Les membres de certains clans ressusciteraient en permanence et seraient donc condamnés à ne jamais devenir des ancêtres. D'autres clans seraient cannibales. Enfin, il existerait des clans zoophiles entretenant, notamment, des relations avec des chiens. L'existence réelle de ces pratiques n'est pas certaine. Mais il est défendu d'entretenir des relations avec eux comme se marier ou encore partager de la nourriture. L'accès à un impluvium leur est donc formellement interdit.

ront parcourir des kilomètres plutôt que de s'abaisser à aller quémander de l'eau auprès de leurs rivaux. Ce phénomène existe à Ankiliabo où l'impluvium est considéré comme la propriété d'un lignage. Le lignage avec lequel il est en conflit ne s'approvisionne donc pas à l'impluvium. Aucune interdiction n'a été formulée par les membres de l'association. C'est plutôt du côté du lignage en désaccord qu'il faut chercher l'interdiction que les maris ont donnée à leurs femmes d'aller chercher de l'eau à l'impluvium. Toutes ne la respectent pas car le manque d'eau est parfois trop pressant et passe avant les querelles lignagères. Cependant, des ménages se défendent d'être jamais allés s'approvisionner à l'impluvium.

D'une manière générale, sauf cas particuliers, il n'y a donc jamais d'exclusion formelle de groupes à l'accès à l'eau. Celle-ci se produit plutôt de manière indirecte par la rétention de l'information sur les jours d'ouverture de l'impluvium vis-à-vis des non-membres au sein du *fokontany* et dans les *fokontany* environnants.

Une gestion sous l'autorité des notables

- **Le notable : un père plus qu'un chef**

Les notables sont les hommes qui détiennent le plus haut degré d'autorité dans le village. Cette autorité provient du rassemblement de plusieurs caractéristiques. La conjonction de celles-ci donne le statut de notable. L'âge est la première : les personnes les plus âgées sont celles en qui l'on reconnaît la sagesse et l'expérience. Les anciens sont réputés pour être plus proches des ancêtres, en particulier par le biais des rêves qu'ils font. « La parole d'un ancien est souvent, directement, la parole d'un ancêtre.⁴³ » Mais tous les anciens n'ont pas le même degré d'autorité. À l'échelle d'un ménage comme d'une communauté, l'aïnesse est toujours source d'autorité. Ainsi, les notables issus des lignages aînés ou fondateurs des *fokontany* sont les plus respectés. Le plus ancien du village n'est pas nécessairement celui qui a le plus d'autorité. Un homme plus jeune mais appartenant à un lignage dont le fondateur était aîné par rapport aux fondateurs des autres lignages du village en aura davantage. Mais dans tous les cas, les vieux sont respectés, écoutés, consultés, etc. Le notable le plus grand est le *mpisoro*. Il est une interface entre les vivants et les ancêtres. Son autorité se manifeste dans son rôle de sacrificeur, lors des cérémonies lignagères ou claniques et dans sa possession du *hazomanga*, le poteau sacrificiel qui se transmet de génération en génération au plus âgé de la lignée aînée.

Si les notables font généralement partie des personnes les plus riches des villages (détenteurs de terres et de troupeaux de zébus importants), l'autorité qu'ils détiennent est d'ordre spirituel et politique. Elle réside dans leur connaissance des traditions. Ce sont les garants du respect des *lilindraza*, des règles non écrites provenant des ancêtres et censées être connues et respectées de tous. Ils ont un rôle de médiateurs lorsque des conflits surgissent dans les villages. Ce rôle est extrêmement important car un conflit doit être réglé au sein même de la communauté. Il n'est pas envisageable de le porter devant une autorité administrative ou une personne extérieure à la communauté. C'est, en soi, un acte de provocation, une action sujette à conflit. Les médiations donnent lieu à de grands débats publics lors desquels les notables détiennent la parole et le pouvoir de décision final.

D'une manière générale, sur les questions concernant la collectivité, les notables sont incontournables. Les décisions ne peuvent être prises sans qu'ils aient été consultés. Dans le privé des ménages, les individus peuvent également soumettre des décisions importantes à l'avis des notables.

Si l'autorité des notables est incontestée, elle n'est pas synonyme d'impunité. Leur pouvoir n'est pas un pouvoir absolu. C'est un pouvoir au pluriel, partagé entre plusieurs personnes. La société antandroy n'est pas familière du principe de l'autorité détenue par une seule personne. Les individus influents ont

⁴³ Fauroux E., Maharete J., Mbola Z., Sambo P., Tsimamandro P., Heurtebize G., 2003, *Mission d'expertise anthropologique, volet suivi-évaluation*, Gret.

toujours des contre-pouvoirs qui font qu'ils ne peuvent prendre des décisions de manière unilatérale. Elles sont toujours prises collectivement.

Le pouvoir des notables est peu visible. Les notables ne tirent pas leur charisme de leur apparence extérieure mais de leur maîtrise des traditions. Ce ne sont pas les personnes que l'on voit en premier dans le village. Ils attendent qu'on vienne à leur rencontre. Ce ne sont pas non plus les personnes les plus présentables, ni les plus érudites.

Les notables sont les pères des villages antandroy. En ce sens, ils ne sont pas forcément des dirigeants. Ils peuvent s'impliquer dans la gestion administrative des *fokontany* et dans les questions relatives au développement, mais ce n'est pas systématique. Si les maires et présidents de *fokontany* sont obligatoirement des notables, tous les notables n'ont pas pour vocation première à être sur le devant de la scène des affaires publiques. Ils se présentent comme des conseillers incontournables. En ce sens, ils influent fortement sur toutes les décisions. Cependant, ce ne sont pas toujours des acteurs directs.

• Les notables proposent, l'assemblée approuve

Le choix des membres des comités de gestion des impluviums s'est fait lors d'assemblées villageoises. Le fonctionnement des assemblées villageoises est révélateur de ce rapport ambivalent au pouvoir : si les décisions doivent se prendre collectivement, une minorité de personnes détient le pouvoir de décider. Ainsi, les assemblées villageoises, facilement convoquées dès qu'il est essentiel de statuer sur une question qui touche la collectivité, ont une fausse apparence de grand débat collectif.

En réalité, la possibilité d'exprimer des idées est très réduite. Les notables s'expriment en premier. Ils posent ainsi le cadre du débat. Les éléments centraux de la décision sont arrêtés par eux. Ce qui est soumis au débat ne relève que du détail pratique. En effet, contredire un avis énoncé par un notable risque de déclencher du *hakeo*, c'est-à-dire des malédictions frappant la personne ayant commis cet acte ou un membre de son lignage. E. Fauroux, anthropologue spécialiste du Sud-ouest malgache, a remarqué que souvent, les vraies décisions ne sont pas toujours prises au moment de l'assemblée générale. « Si le problème est simple, la décision a été prise avant même la session publique dans le secret d'une entrevue entre les deux ou trois vrais décideurs. Si le problème est difficile, les personnages clés vont écouter silencieusement les débats pour achever de se forger une opinion. La décision sera prise ultérieurement (...) après d'âpres négociations qui tiennent compte des données décisives dont nul n'avait osé parler en public : des questions de préséance entre deux clans, de vieux contentieux, etc. » (Fauroux, 2002).

Les membres du comité de gestion ont été choisis selon une manière qui respecte ce mode de fonctionnement. L'équipe d'Objectif Sud a tout d'abord informé la population sur le rôle du comité de gestion et de ses membres⁴⁴. Elle a ensuite laissé un temps de délibération aux habitants lors duquel d'importantes réflexions et discussions ont été menées. Lors de l'assemblée générale en présence de l'équipe d'Objectif Sud, des personnes ont été proposées par les notables et l'assemblée a approuvé. Ainsi, la constitution du comité de gestion ne s'est pas faite à partir de candidatures de personnes. Elle relève d'un processus descendant selon lequel les futurs membres ont été désignés par les personnes d'autorité.

La position de membre du comité n'émane donc pas de la volonté propre des individus. Le cas est différent pour les femmes dont la participation était une condition d'Objectif Sud et qui ont été préparées à ce processus de choix grâce à un important travail d'animation afin de susciter leur candidature⁴⁵. Dans tous les cas, être membre du comité de gestion est à la fois une faveur demandée par les notables, un témoignage de confiance de leur part, un honneur, une responsabilité importante. C'est, dans tous les cas, une proposition que les personnes désignées n'ont pas le choix de refuser.

La responsabilité dont chacun se trouve investi est perçue de différentes manières. En général, elle est comprise comme une contribution à la collectivité. C'est un acte gratuit ou faiblement rémunéré (il

⁴⁴ Cf. détails dans la première partie du document.

⁴⁵ Cf. cet aspect sera davantage développé dans la suite du document.

s'apparente plutôt à une indemnisation pour l'effort fourni) effectué pour le bien de tous les habitants du village. Mais pour certains c'est son caractère honorifique qui prime, alors que pour d'autres, c'est la difficulté. À Tsagnorihia, par exemple, Njoroke, la vendeuse d'eau, voit son intégration dans le comité de gestion comme une preuve de confiance de la part des notables du village. Elle est fière d'avoir été choisie. C'est un honneur pour elle de pouvoir effectuer le travail qui lui a été attribué. Dans le *fokontany* d'Ankiliabo, en revanche, la vendeuse d'eau exprime très clairement son embarras vis-à-vis de sa responsabilité. Elle ne trouve pas justifié d'avoir été choisie pour assumer cette fonction :

« J'avais refusé d'être vendeuse d'eau parce que je suis illettrée et que j'ai beaucoup de travail. Je ne sais pas pourquoi on m'a choisie pour ça. Je n'aime pas cette responsabilité parce qu'il faut être à l'impluvium pendant la journée entière et attendre que tout le monde soit servi. Mais j'ai fini par accepter cette décision parce que c'est celle des notables⁴⁶ ».

- **La gestion de l'impluvium : entre rôle fonctionnel et rôle décisionnel**

Le fonctionnement de l'impluvium est assuré par les membres du comité de gestion. Ils supervisent généralement l'ouverture de l'impluvium, l'achat de petits matériels tels que les seaux, cordes et cadenas ainsi que l'entretien de l'impluvium. Ils n'ont pas obligatoirement recours à l'avis des notables pour ces différentes questions. En revanche, en ce qui concerne l'utilisation de l'argent issu de la vente de l'eau, ces derniers sont toujours consultés. D'une manière générale, les impluviums étant implantés au cœur des *fokontany*, leur gestion n'est pas mise à part du fonctionnement global de la communauté. Elle est traitée comme sont traitées toutes les questions d'ordre collectif dans le village, c'est-à-dire sous l'autorité des notables.

Débats autour de la construction d'une école à Satria

La réunion villageoise était prévue depuis quelques jours. Le jour dit, les hommes du village se sont rassemblés petit à petit autour de l'arbre principal. Lorsque le groupe a été suffisamment important, la réunion a débuté. Le président du *fokontany* a prononcé le mot d'introduction et la raison de cette réunion. L'objectif était de débattre autour de la construction d'une école dans le village avec l'argent récolté grâce à la vente de l'eau de l'impluvium. Il a invité tous les participants à s'exprimer à ce sujet afin qu'il n'y ait pas de mésentente.

Les trois anciens du village se sont exprimés en premier. Ils se sont prononcés favorablement sur cette question lançant ainsi un débat plus général sur le devis de l'école. Le nombre de planches et de clous à acheter, le coût de la main-d'œuvre, la répartition des frais entre les ménages ont été discutés vivement par les participants. À aucun moment, le comité de gestion de l'impluvium ou ses membres ont été sollicités pour donner leur avis. Tous n'étaient pas présents. Ceux qui l'étaient se sont fondus dans les débats et se sont exprimés au même titre que les autres participants.

La gestion de l'impluvium ne sort pas des règles de répartition des rôles au sein des *fokontany*. Elle est sous l'autorité des notables. En ce sens, les notables n'interviennent pas nécessairement dans son fonctionnement pratique mais maîtrisent les décisions centrales ou à caractère politique. La gestion de l'impluvium se divise entre des rôles fonctionnels et des rôles décisionnels. La mise en fonctionnement de l'impluvium est déléguée aux différentes personnes désignées pour le faire au sein du comité de gestion. Les questions qui dépassent les considérations pratiques sortent, en revanche, du cercle du comité de gestion pour être mises sur la place publique et donc entre les mains des notables.

Le comité de gestion ne se présente donc pas comme une entité autonome dans le village. Il reste soumis à l'autorité traditionnelle. Il ne se constitue pas en équipe indépendante, responsable de la gestion de l'impluvium et disposant, pour cela, de toute la latitude nécessaire. Il ne peut se soustraire aux règles de répartition des pouvoirs et de prise de décision. Celles-ci traversent le comité et détermi-

⁴⁶ Propos recueillis à Ankiliabo, auprès de Vatsavelo, vendeuse d'eau, le 20 mars 2008.

nent ses modalités de fonctionnement. Elles imposent la distinction entre responsabilités fonctionnelles et responsabilités décisionnelles. C'est ainsi que le concept de comité de gestion, conçu par l'équipe d'Objectif Sud, a été approprié par les habitants des *fokontany*. L'existence d'individus, désignés par les notables, pour prendre en charge l'accomplissement de tâches d'ordre collectif, n'est pas contradictoire avec les règles d'organisation collective dans les *fokontany*. Ainsi les notables jouissent de toute leur autorité : épargnés par les activités de gestion en tant que telles, ils en conservent l'entière maîtrise. La figure du président de *fokontany* en témoigne.

Être président de *fokontany* dans la société antandroy

Le président du *fokontany* est le représentant du pouvoir administratif dans le village. Il est responsable de la gestion des affaires publiques dans le *fokontany* et assure l'interface avec les autorités administratives supérieures au niveau communal, régional ou national. Sa désignation fait l'objet d'une logique à la fois traditionnelle et politique. Les présidents de *fokontany* sont identifiés par les notables des villages mais ils sont officiellement désignés par les maires des communes.

La figure du président de *fokontany* est généralement un compromis de différentes qualités. Il se doit, en premier lieu, d'être issu d'un lignage aîné. Il peut être notable lui-même mais est souvent le fils du plus influent du village. Actuellement, la désignation des présidents *fokontany* accorde une grande importance au fait qu'ils soient lettrés. La dernière génération des présidents de *fokontany* est composée, pour une large part, de jeunes hommes lettrés, couplant souvent cette fonction avec celle d'instituteur. Ainsi, il n'est pas rare de trouver des présidents de *fokontany* d'une vingtaine d'années.

Cette caractéristique est révélatrice du rôle et de la marge de manœuvre des présidents de *fokontany* dans les villages. Ils ne sont pas les détenteurs uniques du pouvoir de décision en ce qui concerne la gestion des affaires publiques. Ils ne peuvent prendre aucune décision seuls. La prise de décision se passe toujours dans le cadre des réunions villageoises et donc sous l'autorité des notables. Le président de *fokontany*, qu'il soit lui-même un notable influent, le fils d'un notable ou simplement une personne lettrée du village, est un exécutant des décisions prises par l'ensemble des notables. Il les met en œuvre, traite les problèmes, met la main à la pâte de la gestion. Ainsi, les notables maîtrisent les décisions tout en laissant au président du *fokontany* l'entière responsabilité de leur application.

La répartition des rôles entre fonctionnel et décisionnel se retrouve donc tant dans la gestion du *fokontany* que dans celle de l'impluvium. Ce mode d'organisation a du sens dans la culture antandroy. Cela explique en partie pourquoi les comités de gestion existent toujours plusieurs années après leur création. Si le principe du comité de gestion en tant qu'équipe autonome des rapports de pouvoir au sein des villages ne s'est pas concrétisé, l'existence de cette équipe faisant fonctionner l'impluvium sur le plan technique est justifiée aux yeux des habitants et surtout des notables.

Le comité de gestion dans la complexité sociale villageoise

- **Les membres du comité : un compromis entre statut social et compétences**

La désignation des membres du comité de gestion a suivi la logique suivante. Si elle a été laissée à l'appréciation des habitants des *fokontany*, les conseils et recommandations de l'équipe d'Objectif Sud ont néanmoins eu une influence non négligeable. La composition des comités se présente donc comme un compromis de différentes caractéristiques. La position de l'individu dans la généalogie du *fokontany* est la première caractéristique qui explique sa présence dans le comité de gestion. La composition des comités est très souvent une affaire de famille. Les membres sont les proches des notables. Ils sont présentés par les habitants comme des personnes de confiance. Cette notion de confiance renvoie à la personnalité de l'individu et à son histoire. Mais c'est surtout la proximité familiale qui garantit qu'une personne est de confiance. Lorsque les fils, petits-fils, filles ou femmes de notable sont membres du comité de gestion, la configuration des pouvoirs dans le *fokontany* est conservée et

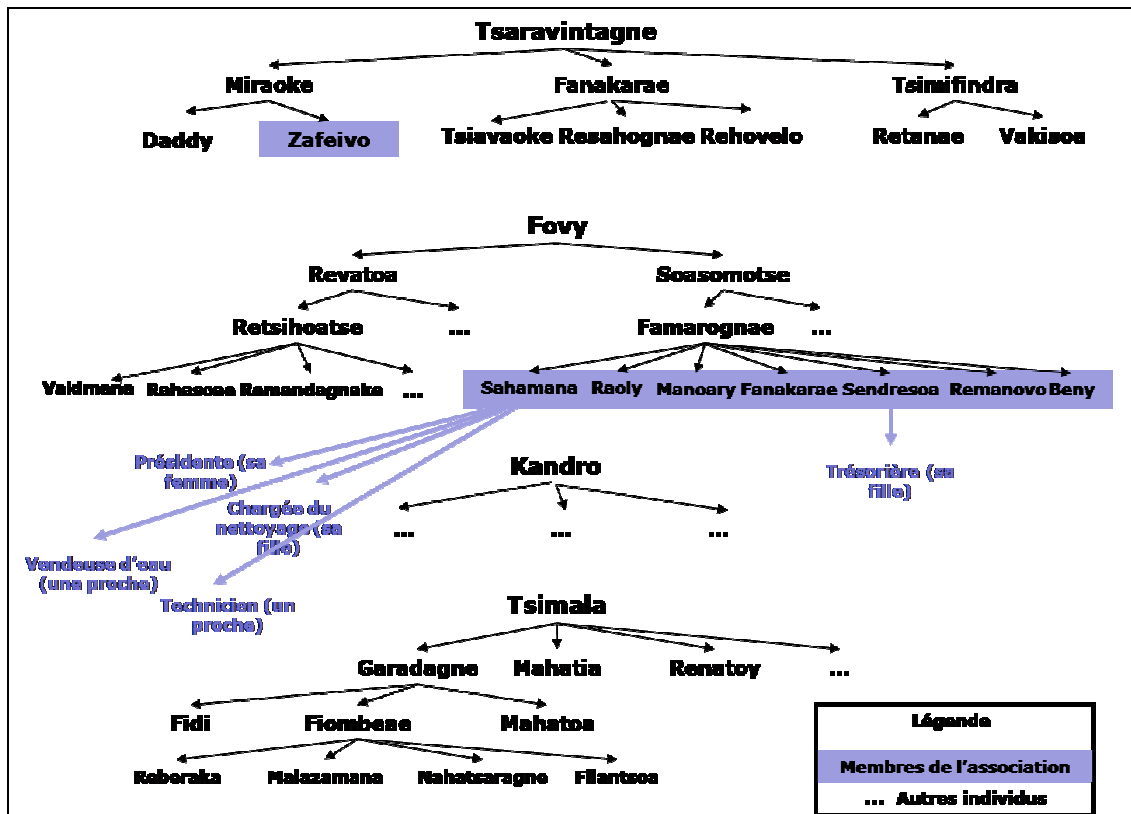
la gestion est dans sa continuité. La désignation d'individus et la délégation de responsabilités peuvent être source de mésententes. Or, les conflits doivent être évités pour protéger le lien familial et conserver la bienveillance des ancêtres. Ainsi, il est important que la désignation des membres du comité fasse consensus. L'influence des différents notables d'un *fokontany* est variable et plus ou moins concentrée. La nomination des proches d'un notable peut être vue comme allant de soi pour les habitants si celui-ci est particulièrement influent. Dans d'autres cas, le respect de la configuration des pouvoirs dans le *fokontany* demande à ce que la composition du comité de gestion soit strictement représentative des différents lignages présents.

Les compétences des individus sont également un important critère de choix des membres des comités. L'importance d'avoir, au sein des comités, des personnes lettrées ou ayant des compétences appropriées aux tâches à effectuer a été fortement mise en évidence par l'équipe d'Objectif Sud. Elle a globalement été relevée par les habitants car elle s'inscrit bien dans la logique de répartition des responsabilités entre fonctionnel et décisionnel. Les notables, généralement non lettrés, laissent volontiers la gestion concrète de l'impluvium aux personnes qui en ont les compétences. Être lettré est une qualité aussi fortement reconnue chez les villageois qu'elle est rare. La recherche des personnes compétentes, hommes ou femmes, pour les assumer les fonctions de gestion de l'impluvium va donc de soi. En outre, elle ne va généralement pas à l'encontre de la logique lignagère de désignation des membres des comités puisque les personnes lettrées sont bien souvent les proches des notables car elles ont eu les moyens de poursuivre leur scolarité plus avant que la moyenne des habitants des villages. La présence de femmes dans les comités de gestion n'est en revanche pas naturelle. Elle s'explique par l'insistance dont a fait preuve l'équipe d'Objectif Sud à ce sujet, érigeant presque la nomination de femmes comme une condition de collaboration avec le village pour la construction ou réhabilitation de l'impluvium⁴⁷.

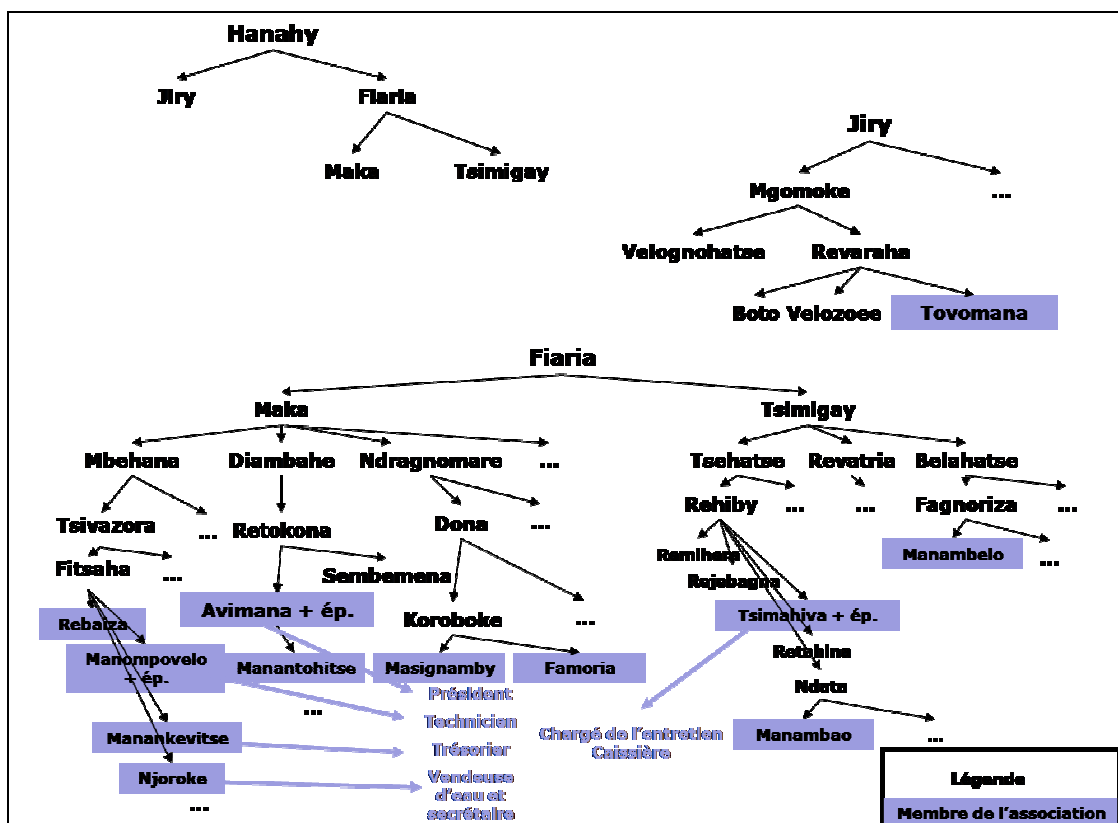
D'une manière générale, les comités de gestion ont été constitués conformément aux « règles du jeu » propres à chaque village. Le processus de sélection n'ayant pas été orchestré par Objectif Sud mais simplement guidé à travers des séances d'information sur les principes les plus importants, il a été laissé à l'appréciation des habitants. La composition des comités est donc cohérente avec les logiques sociales du village. Dans le cas où elle ne l'était pas, elle a très rapidement été modifiée. (Cf. encadré p. 56). Mais, elle a globalement très peu varié dans le temps. Un changement de membre dans le comité n'est généralement pas dû au fait que son choix n'était pas conforme à la configuration des pouvoirs dans le village mais à un manque de compétences pour assumer la responsabilité ou à un départ du village.

⁴⁷ Cf. analyse de la place des femmes dans la gestion au chapitre suivant.

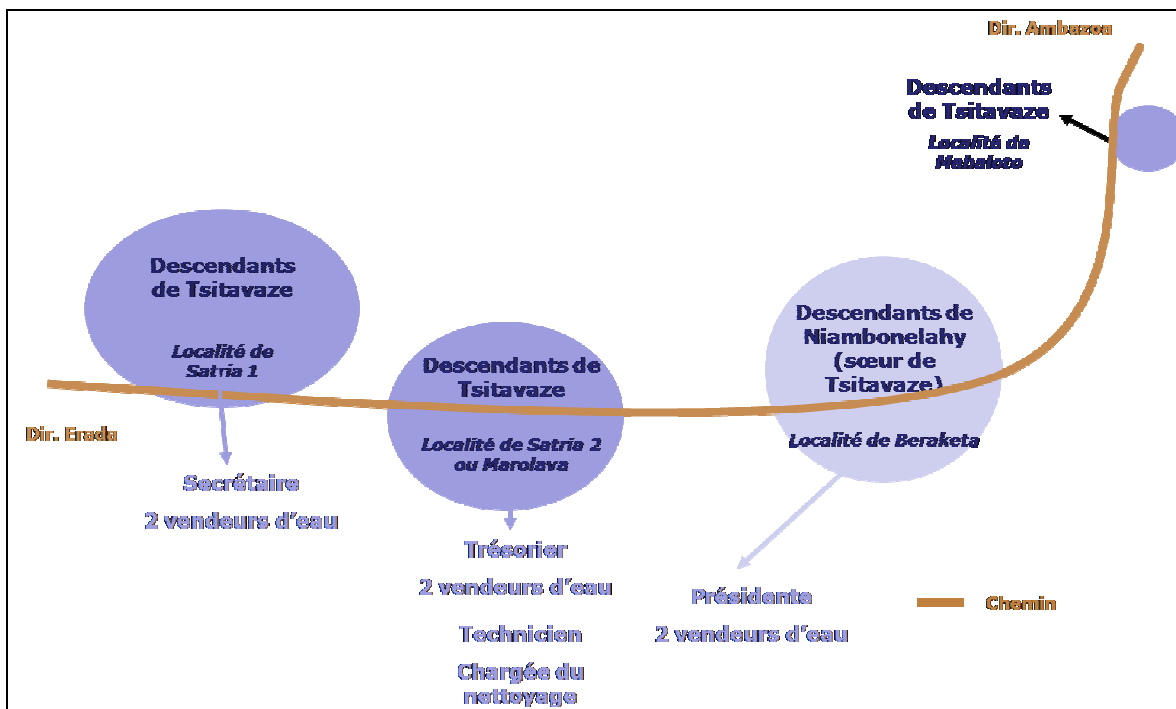
Les membres du comité dans la généalogie d'Ankiliabo



Les membres du comité dans la généalogie de Tsagnorihia



Le comité dans la généalogie de Satria⁴⁸



Le président du comité était un « descendant de femme »

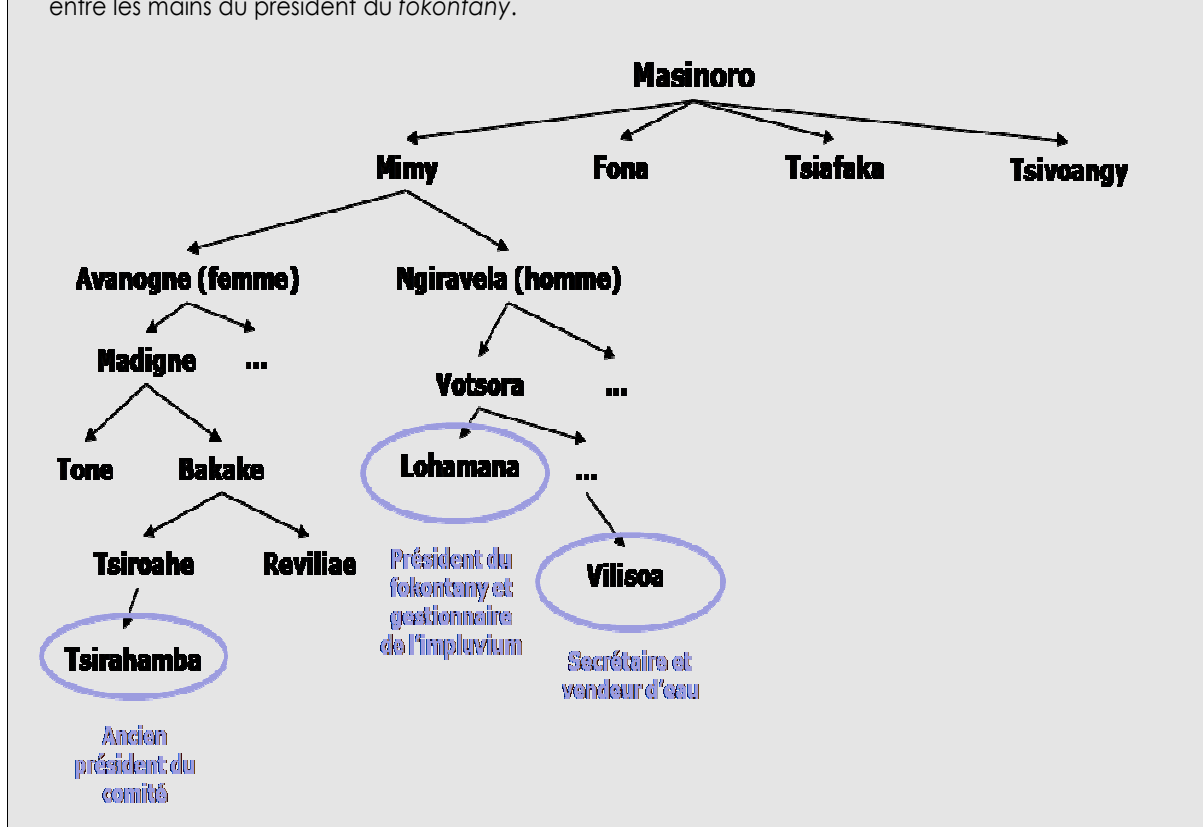
L'histoire du comité de gestion du *fokontany* de Maromainta est aussi courte que mouvementée. Tsirahamba avait été choisi lors d'un vote des habitants du *fokontany* en compagnie de cinq autres habitants du village pour constituer un comité et prendre en charge la gestion de l'impluvium nouvellement réhabilité par Objectif Sud. Une fois les nominations officialisées et les formations en gestion accomplies, l'équilibre n'a pas été long à se rompre et les conflits n'ont pas tardé à éclater. Sous prétexte d'une mésentente sur le principe, proposé par Objectif Sud, de confier la caisse de l'impluvium et sa clé à deux personnes différentes, c'est l'incompatibilité de la personne de Tsirahamba dans la position de président du comité qui s'est révélée.

Tsirahamba est un « descendant de femme » (*anak'ampela*). C'est le cas des personnes dont un ancêtre a fait une entorse à la règle de la patrilocalité. En remontant les branches de sa généalogie, on trouve effectivement une femme mariée mais restée au village, rejointe par son mari. Ce non-respect de la tradition, qui veut que les femmes s'installent dans le village de leur mari, n'est pas rare dans la société antandroy, mais il est lourd de conséquences en termes de statut social pour les membres des lignages concernés. Les descendants de femme sont relégués à une position inférieure dans le village. Ils n'ont pas d'autorité et leur réussite n'est pas appréciée. Les *anak'ampela* doivent se conformer au rôle social qui est le leur car ils risquent d'être renvoyés dans le clan de leur père. Ils ne peuvent prétendre et ne doivent pas chercher à prendre du pouvoir dans le village.

Les conditions de la désignation de Tsirahamba à la présidence du comité ne sont pas connues. L'équipe d'Objectif Sud aurait-elle favorisé cette nomination qui, sans intervention extérieure, paraissait peu probable ? Ainsi, peu de temps après sa prise de fonction, poussé par un élan de fierté le conduisant parfois à outrepasser ses prérogatives, Tsirahamba a déclenché méfiance et mécontentements.

⁴⁸ La généalogie du *fokontany* de Satria n'a pas été réalisée entièrement. On remarque que les différentes localités correspondent à des lignages spécifiques. Les membres du comité de gestion proviennent des différents lignages et/ou localités à l'exception du plus éloigné (Mahaloto) car il est composé de quelques personnes seulement.

Lors d'une assemblée villageoise, il aurait été désavoué par la majorité de la population et se serait retiré de sa position. Avec lui, toutes les modalités de gestion mises en place avec l'appui d'Objectif Sud ont disparu. Les autres membres du comité de gestion ont cessé d'accomplir leurs fonctions. La gestion a été reprise en main par le président *fokontany* du moment, et par les présidents suivants, comme c'était le cas avant l'intervention d'Objectif Sud. Tsirahamba continue de s'approvisionner à l'impluvium mais ne cherche plus à s'impliquer dans la gestion de l'infrastructure qui est concentrée entre les mains du président du *fokontany*.



• Il n'y a pas vraiment de comité comme instance d'action collective

La composition des comités comme leur marge de manœuvre dans la gestion de l'impluvium sont donc strictement conformes à la configuration des pouvoirs dans les villages. Si les comités de gestion n'ont pas disparu, ils ont complètement épousé les logiques locales de répartition des responsabilités et de prise de décision. En ce sens, le principe du comité en tant qu'équipe autonome n'a pas réellement été mis en place. Les comités ne fonctionnent pas en tant que tels. La notion d'équipe n'existe pas au sein du comité. Celui-ci est une addition d'individus ayant chacun leur rôle dans le fonctionnement de l'impluvium. Le fonctionnement de l'impluvium leur demande des interactions régulières, cependant ils ne se sentent pas partie d'une équipe qui serait investie d'une mission propre. Les individus ne se définissent pas comme membres du comité mais par leur responsabilité. Le comité de gestion n'a pas développé une identité particulière au sein du village. La plupart du temps, il n'y a pas de réunions spécifiques du comité. Toute réunion formelle est généralement une assemblée villageoise sous l'autorité des notables. Les discussions à propos de l'impluvium sont plutôt improvisées entre deux ou trois personnes en fonction du sujet. Elles se font au moment de la vente de l'eau. Les interactions sont toujours relatives au fonctionnement concret de l'impluvium. Par exemple, le/la président/e informe le/la chargé/e de nettoyage de la nécessité d'un entretien de l'impluvium. Il/elle informe le/la vendeur/se d'eau des demandes des habitants d'ouvrir l'impluvium. Le/la vendeur/se d'eau se rend chez le trésorier avec le secrétaire pour comptabiliser l'argent recueilli lors de la vente, enregistrer la somme et déposer l'argent dans le coffre. Ces interactions varient en fonction des situations. Elles sont propres à chaque comité de gestion.

N'ayant pas d'identité au sein du *fokontany*, le comité ne représente pas pour ses membres un moyen d'évoluer dans l'échelle sociale. Au sein des comités, chaque individu, homme ou femme, conserve la position sociale qui est la sienne dans le village. Être membre du comité de gestion de l'impluvium ne donne pas, de fait, un pouvoir plus grand que celui dont dispose l'individu. Les individus agissent, dans le fonctionnement de l'impluvium, en fonction de leur statut social dans le village. Ainsi, dans le *fokontany* X, le président du comité pourra être une personne influente du village et avoir une importante marge de manœuvre dans la gestion de l'impluvium, alors que dans le *fokontany* Y, son rôle sera réduit au simple fonctionnement pratique de l'impluvium. Les individus ne cherchent pas à sortir du rôle social qui est le leur dans le *fokontany* du fait qu'ils sont membres du comité de gestion mais agissent dans le cadre des marges de manœuvre qui sont déjà les leurs dans le *fokontany* du fait de leur position sociale. Ainsi, devenir président de comité pourrait être une opportunité pour acquérir un ascendant social, mais le système veut que le poste revienne à celui qui bénéficie déjà de cette légitimité ou à son/sa délégué(e) sans nouveauté avec la situation antérieure⁴⁹.

Comparaison des pouvoirs des différents présidents de comité

Nom du <i>fokontany</i>	Satria	Maromaintse	Ankiliabo	Tsagnorihana	Bevoangy
Identité du/de la présidente	La femme d'un notable du <i>fokontany</i>	Un homme descendant d'un lignage cadet ayant été remplacé par le président du <i>fokontany</i>	La femme du principal notable du <i>fokontany</i>	Un notable relativement important dans le <i>fokontany</i>	Un notable d'un des 8 <i>fokontany</i> bénéficiaires de l'impluvium
Description du pouvoir dans la gestion de l'impluvium	Absence de pouvoir de décision Rôle essentiellement fonctionnel	Aucun pouvoir : il a officiellement démissionné	Absence de pouvoir de décision (maîtrisé par le principal notable) Rôle de représentation	Important pouvoir de décision en concertation avec les autres membres du comité	Faible pouvoir de décision (maîtrisé par le maire de la commune) Rôle de communication

• Rapports de pouvoir autour des comités

La gestion des impluviums suit des tendances fortes telles que la maîtrise du pouvoir décisionnel par les notables et la faible marge de manœuvre des membres du comité de gestion réduits à un rôle fonctionnel. Cependant, les configurations sont variables en fonction des situations, selon que les notables sont membres du comité ou non, que des mésententes ou des conflits existent au sein du village ou encore que un ou plusieurs *fokontany* sont concernés par l'impluvium. Ainsi, le comité de gestion se trouve pris dans des rapports de pouvoir qui lui donnent plus ou moins d'autonomie et il peut assurer une gestion plus ou moins rigoureuse et transparente.

⁴⁹ Je remercie Antoine Deligne, coordinateur d'Objectif Sud entre 2006 et 2008, pour cet éclaircissement.

Différents degrés d'autonomie des comités

Nom du fokontany	Satria	Maromainte	Ankillabo	Tsagnoriha	Bevoangy
Composition de l'association	Tous les habitants	Tous les habitants	Un lignage	Un groupe d'habitants	Les habitants de 8 fokontany
Organe de gestion	Un comité de gestion maîtrisé par les notables	Le président du fokontany et son assistant	Un comité de gestion sous l'autorité du chef du lignage	Un comité de gestion indépendant	Un comité de gestion sous l'autorité du maire de la commune

- ◆ Satria : l'équilibre menacé par un notable ambitieux

Depuis la construction de l'impluvium par Objectif Sud en 2006, le fokontany de Satria a connu une évolution de sa configuration administrative. Il s'est d'abord divisé en deux fokontany indépendants (Satria et Beraketa) et est actuellement en passe de se diviser en trois fokontany (Satria, Marolava ou Satria ouest et Beraketa). Ces trois fokontany correspondent aux trois localités qui composent Satria au départ (cf. p. 56).

Les fokontany de l'Androy : des circonscriptions en démultiplication

À partir de 400 habitants, un hameau peut devenir un fokontany. Différents acteurs trouvent leur intérêt à la création d'un fokontany. Dans une commune, plus il existe de fokontany, plus important est le nombre des contributeurs aux ouvrages collectifs et équipements publics. Pour les habitants des hameaux, ce sont les perspectives de dons et d'aides au développement qui sont à l'origine de leur volonté de se constituer en fokontany indépendant. Mais ce sont surtout les ambitions personnelles qui activent le plus souvent les démarches de création de fokontany. Pour une personne ambitieuse, la création d'un fokontany est une opportunité de voir son pouvoir augmenter et d'accéder à un revenu fixe. En outre, pour les autorités administratives supérieures (communes, district), faciliter la création d'un fokontany se monnaie bien souvent en zébus. Ainsi, la création de fokontany se résume bien souvent à une rencontre d'intérêts personnels dans laquelle une autorité administrative est venue stimuler les aspirations secrètes de petits notables locaux.

Ce découpage n'a pas été sans implications sur la gestion de l'impluvium. Il a éveillé les ambitions d'un notable influent, R. O., conseiller communal et habitant de la localité de Satria Ouest, qui a injecté des enjeux dans cette division administrative. Avec la création du fokontany de Beraketa, il a cherché à démontrer l'impossibilité d'une gestion de l'impluvium par deux fokontany indépendants. Selon lui, les habitants de Satria avaient auparavant participé financièrement à la construction de l'impluvium de la commune d'Ambazoa. Lorsque le fokontany de Satria est devenu indépendant, ses représentants n'ont plus été sollicités pour la gestion de l'impluvium d'Ambazoa. Dans cette même logique, les représentants du fokontany de Beraketa ne devraient plus participer à la gestion de l'impluvium de Satria. Si l'accès à l'impluvium reste possible pour tous les habitants, les questions de gestion devraient désormais être concentrées à Satria ; cela afin de prévenir d'éventuels conflits. Si des réalisations sont décidées pour le fokontany de Satria uniquement, la gestion de l'argent deviendrait trop difficile car le fokontany de Beraketa pourrait également souhaiter utiliser de l'argent de la caisse pour son propre compte. Il a fait référence à l'épisode de la pancarte indiquant le fokontany de Satria. Le fokontany de Beraketa aurait souhaité recevoir de l'argent de la caisse de l'impluvium pour réaliser lui aussi une pancarte. Cet argent aurait été donné mais ne s'est toujours pas concrétisé en pancarte. Cette exclusion des représentants de Beraketa des décisions relatives à la gestion permettrait donc d'éviter les complications d'autant plus importantes qu'une somme considérable a été accumulée. Lors d'une réunion à Satria, la décision avait été validée par l'assemblée et devait être impo-

sée aux habitants de Beraketa. La décision de construire une école à Satria avec l'argent de l'impluvium avait également été entérinée.

Cependant, avec la perspective de l'accession de Satria Ouest au statut de *fokontany* indépendant, la donne a changé. R. O. a entrevu la perspective de devenir président de *fokontany*. Il a alors adopté une attitude différente, marquant plutôt un retrait et cherchant davantage à se replier sur son *fokontany* pour y préparer d'éventuelles réalisations. Cela explique qu'il soit passé d'une attitude activement favorable à la construction de l'école dans le *fokontany* de Satria à un refus que son *fokontany* de Satria Ouest, en phase d'officialisation, ne participe à la construction. Cette attitude a créé des inquiétudes chez les responsables du *fokontany* de Satria. La perspective pour R. O. d'acquiescer davantage de pouvoir en devenant chef de *fokontany* inspire, chez lui, des attitudes particulièrement ambitieuses pouvant aller jusqu'à la revendication de la propriété de l'impluvium et de sa gestion puisqu'il est situé sur le territoire de Satria Ouest.

La gestion de l'impluvium de Satria est donc l'objet d'importants enjeux. Ils se déploient essentiellement entre les différents notables concernés. La capacité de ces notables à s'accorder pour maintenir une gestion à trois *fokontany* de l'impluvium, et en particulier, leur possibilité de limiter l'influence de R. O. restent incertaines. Si un équilibre des pouvoirs est possible, la gestion restera assurée par les trois localités. Dans le cas contraire, la division en trois *fokontany* aura raison de la gestion collective et les modalités de gestion actuelles risquent d'être profondément remaniées.

◆ Maromainte : une gestion personnalisée

L'avortement de la mise en place d'un comité de gestion à cause d'une incompatibilité de fonction du président qui avait été choisi (cf. p. 56) a conduit au retour à une gestion par le président du *fokontany*. Le comité de gestion n'existe plus. La gestion de l'impluvium s'organise autour de deux à trois personnes. Le président du *fokontany* en est le responsable. Il délègue des tâches fonctionnelles à deux jeunes hommes faisant partie de son cercle familial. Le premier est vendeur d'eau. Le deuxième est le bras droit du président du *fokontany*. Ce dernier étant illettré, il s'est doté d'un jeune assistant venant de terminer sa scolarité pour le seconder dans toutes ses responsabilités administratives. Il est à la fois secrétaire du *fokontany*, secrétaire de l'impluvium et vendeur d'eau. La gestion de l'impluvium est donc concentrée sur quelques personnes clés. Elle reste cependant sous l'autorité des notables du *fokontany*. Le président du *fokontany* ne prend aucune décision seul concernant l'infrastructure, mais il respecte la nécessité de consultation des notables en assemblée villageoise.

◆ Ankiliabo : une gestion sous l'autorité d'un « roi »

Le choix de l'emplacement de l'impluvium, sur fond de conflit ancestral entre deux lignages, a conduit les habitants à considérer l'impluvium comme propriété d'un lignage (cf. p. 45). Dans ce contexte, la gestion de l'impluvium est assumée par ce lignage. Le contexte social dans lequel est réalisée la gestion est, en outre, particulier. Les habitants du *fokontany* d'Ankiliabo appartiennent à un clan considéré comme noble. Les *Andriamagnare* sont des descendants d'anciens souverains, dont le pouvoir n'a jamais été très important, mais qui restent fortement respectés dans toute la région Androy. Les nobles ont des pratiques qui les distinguent des autres. De nombreux *faly* balisent leur vie quotidienne. Ils ont également l'habitude d'avoir des membres d'autres clans, non-nobles, sous leur dépendance. Ces liens de dépendance se traduisent notamment par des dons de récoltes. Chez les *Andriamagnare*, l'autorité est donc particulièrement forte. Ainsi, les notables sont appelés « rois » et la transmission de l'autorité suit des principes rigoureux. Le lignage dit propriétaire de l'impluvium a, à sa tête, le « roi » d'Ankiliabo. Son influence sur la gestion de l'impluvium relève du principe de distinction entre les rôles fonctionnels et les rôles décisionnels. Cependant, elle est plus forte et plus visible que dans le cas des autres impluviums. L'autorité de ce notable dépasse en effet celle des autres notables du village. Il maîtrise donc à lui seul la gestion de l'infrastructure. En témoigne le comité de gestion, composé de son plus proche entourage (cf. p. 55). Aucune réunion ne peut se tenir sans sa présence et aucune décision ne peut être prise sans son accord.

◆ Tsagnoriha : une collaboration entre comité et *fokontany* pour le développement du village

La réhabilitation de l'impluvium a fait l'objet de controverses. Les habitants du *fokontany* se sont divisés en partisans et opposants à la réhabilitation, chaque groupe étant animé par les recommandations de notables du *fokontany*. Le groupe des partisans a finalement remporté le débat, ne manquant pas de créer, chez les opposants, mécontentements et jalousies. Parmi les membres de ce groupe se trouvait le président du *fokontany* (cf. p. 46).

Lors du renouvellement des présidents de *fokontany* qui a eu lieu peu de temps après, le président du *fokontany* de Tsagnoriha a été remplacé par un homme faisant partie des opposants à la réhabilitation de l'impluvium. Dans un contexte de mésestime et de jalousie créé par cette réhabilitation controversée, le nouveau président a cherché à s'accaparer la gestion de l'impluvium. Le président du comité de gestion et le président de l'association des usagers de l'impluvium ont sollicité l'intervention du maire et l'appui d'Objectif Sud pour solutionner ce problème. Le comité a obtenu satisfaction et conservé le pouvoir de gérer seul l'impluvium.

L'histoire de la constitution du comité ainsi que cet épisode de conflit à propos de la gestion ont contribué à créer un mode de gestion de l'impluvium indépendant de l'administration de *fokontany*. Le comité organise régulièrement des réunions spécifiques dans un lieu différent de celui des réunions villageoises et sans la présence du président du *fokontany*. Il gère l'argent issu de la vente de l'eau de manière autonome et selon le principe suivant : une partie de l'argent est destinée à des réalisations dans le *fokontany* et le reste est conservé pour l'entretien et la réhabilitation de l'impluvium. Ainsi, depuis la réhabilitation de l'impluvium, le comité de gestion a décidé de la contribution de la caisse de l'impluvium à la construction d'une école en bois, d'un magasin de stockage de la nourriture des élèves de l'école, d'une cuisine et d'un réfectoire.

Le président du *fokontany* actuel décrit les relations entre le comité de gestion de l'impluvium et l'administration du *fokontany* en termes de collaboration. Il n'a pas de droit de regard, ni de possibilité de décision en ce qui concerne la gestion de l'argent de l'impluvium. Le comité de gestion et plus largement l'association des usagers de l'impluvium disposent d'une réelle maîtrise de la gestion de l'infrastructure et du pouvoir de décision de l'utilisation des recettes. C'est un cas assez particulier qui s'explique par le fait que le comité est lui-même composé de notables et qu'un équilibre des forces entre les notables du comité et des notables hors comité a pu être trouvé.

◆ Bevoangy : une gestion pluri-*fokontany* maîtrisée par le maire

Le cas de l'impluvium de Bevoangy est particulier. Les habitants de ce *fokontany* n'ont pas pu réunir la participation financière demandée par Objectif Sud pour la construction de l'impluvium. Celle-ci a été prise en charge par le maire de la commune à condition que l'impluvium bénéficie aux huit *fokontany* situés aux alentours. Le comité de gestion a donc été constitué de représentants des différents *fokontany*.

Les habitants des huit *fokontany* ne sont pas à l'aise avec l'idée d'une gestion à si large échelle. Elle demande de sortir du cadre du *fokontany* et donc des relations de proximité pour créer une collaboration peu habituelle avec d'autres groupes aux appartenances lignagères et claniques différentes. Cette gestion pluri-*fokontany* est, selon eux, vectrice de mésestimes et de difficultés. En outre, le processus de négociation de la mise en place de l'impluvium semble ne pas satisfaire les habitants du *fokontany* de Bevoangy. Espérant disposer d'un impluvium propre à leur village, ils se retrouvent déposés de la gestion et relégués au rôle de gardien de l'infrastructure. Ils nourrissent donc un mécontentement important et des aspirations à en récupérer la gestion.

D'une manière générale, aucun conflit relatif à la gestion n'a encore émergé, ce qui peut s'expliquer par le fait que l'infrastructure fonctionne très peu du fait d'une faible pluviométrie et d'une très forte demande. (cf. annexe p. 91) Cependant, l'équilibre est fragile. L'unique sortie d'argent significative de la caisse de l'impluvium depuis sa construction a été réalisée par le maire de la commune dans le but de financer la construction du logement du médecin dans un *fokontany* voisin de Bevoangy. Pour les autres cas de sorties d'argent et en cas d'éventuelles difficultés de gestion, les membres du comité envisagent presque unanimement de consulter le maire avant de prendre une décision. Il

semble garantir la cohésion entre les huit *fokontany* en ce qui concerne la gestion de l'impluvium. Il est en effet fortement respecté sur tout le territoire de la commune. Couplant son autorité administrative avec une forte notoriété traditionnelle, il dispose d'une forte capacité d'influence sur la population.

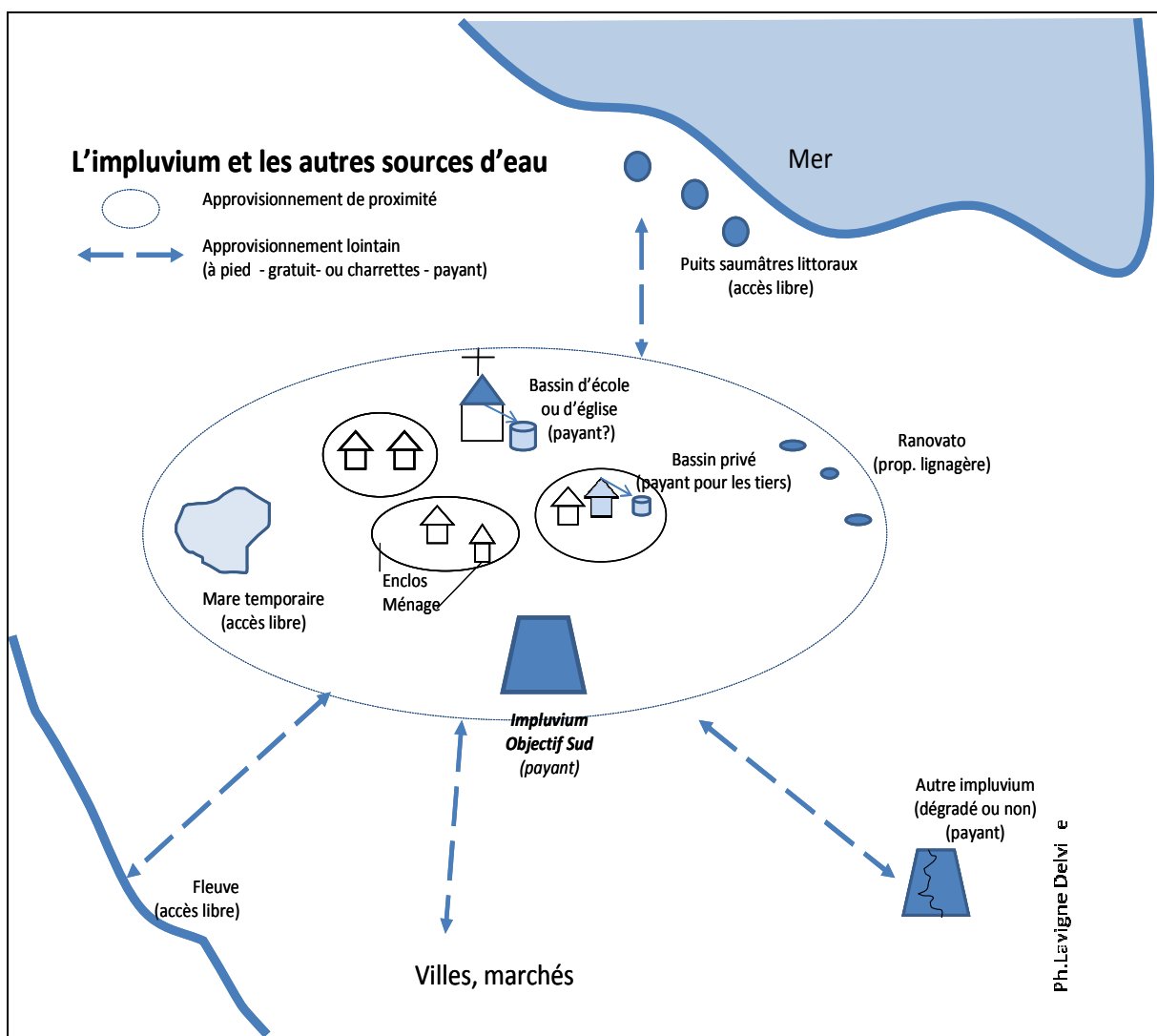
Cette diversité de situations a été rendue possible par la souplesse de l'équipe d'Objectif Sud dans le choix des acteurs de la gestion de l'impluvium. Ces choix reflètent la configuration des rapports de pouvoirs entre les notables et, plus généralement, entre les groupes d'habitants. La composition de l'association des usagers de l'impluvium, celle du comité de gestion et les relations que ses membres entretiennent avec les notables et le président du *fokontany* matérialisent les conflits, les ententes, les rapports de force. Le dispositif institutionnel tel qu'il avait été pensé a donc été fortement réapproprié. Si des aspects sont mis en évidence dans certains *fokontany*, cela tient à la nature des relations sociales. C'est, par exemple, le cas du caractère indépendant du comité de gestion de l'impluvium de Tsagnoriha. Il s'explique davantage par son histoire et la configuration des pouvoirs entre notables que par une réelle application du principe de l'indépendance. Le *fokontany* étant composé d'un nombre important de notables, un équilibre des pouvoirs a pu être trouvé entre le groupe des « pro » et le groupe des « contre » la réhabilitation de l'impluvium, tous les deux composés de notables. En outre, la revendication de l'autonomie du comité de gestion a été particulièrement renforcée par la tentative de récupération par l'autre groupe.

• Une gestion peu transparente de l'argent

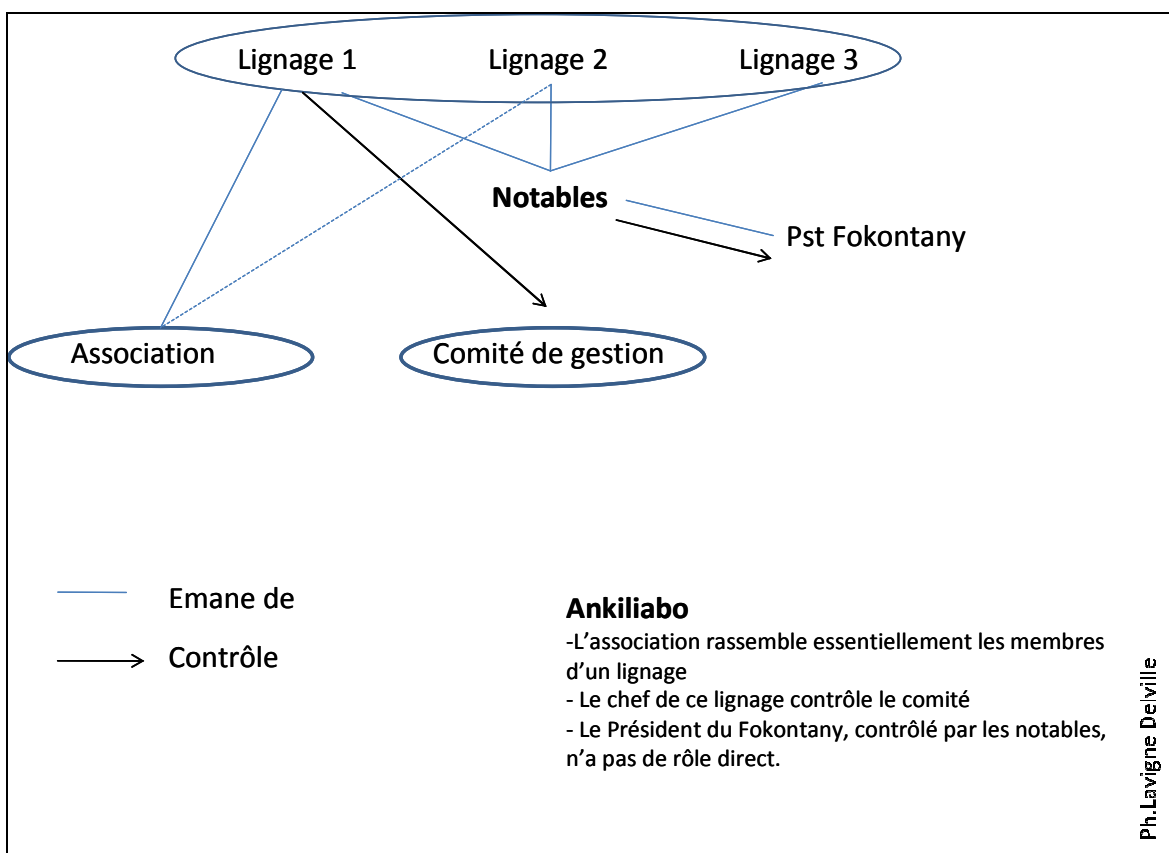
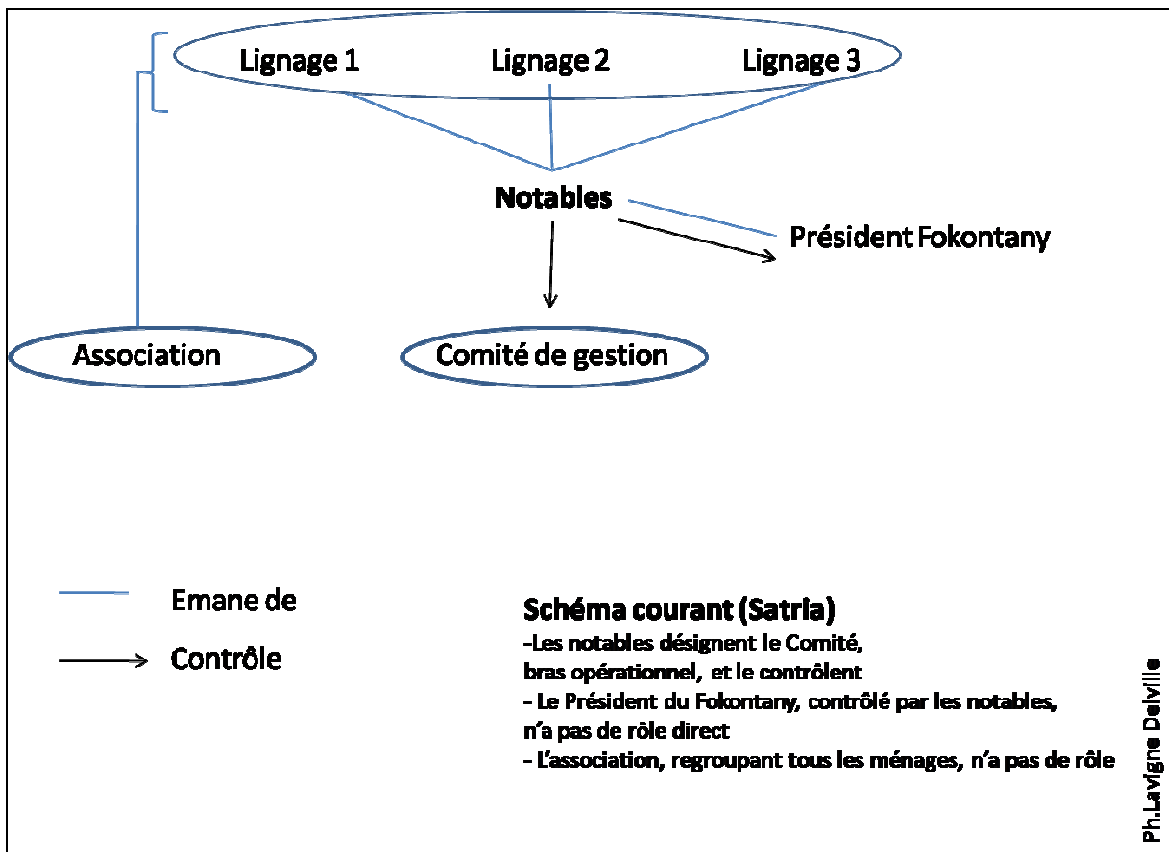
Le fonctionnement du comité de gestion est donc modelé par la configuration des pouvoirs des villages à laquelle il lui est difficile de se soustraire. L'utilisation de l'argent ne fait pas exception. Cette question est particulièrement difficile à aborder avec les habitants. Cependant, la tenue approximative des cahiers et la difficulté à connaître le montant existant dans la caisse de l'impluvium laissent présager une gestion peu transparente. Cela s'ajoute au rapport particulier des Antandroy à l'argent. Il ne reste généralement pas en l'état. L'argent sous forme de billets de banque est considéré comme volatile et sujet à disparaître très rapidement. Il n'a pas de valeur et n'en prend que lorsqu'il est transformé en zébus. L'argent des impluviums est un argent collectif censé être déposé dans un coffre et épargné en cas de nécessité de réparations sur l'impluvium. Or il paraît peu probable que les sommes importantes d'argent générées par la vente de l'eau dorment effectivement dans des villages où les liquidités sont rares mais où l'accomplissement de traditions, telles que les funérailles, demande la mobilisation de sommes colossales.

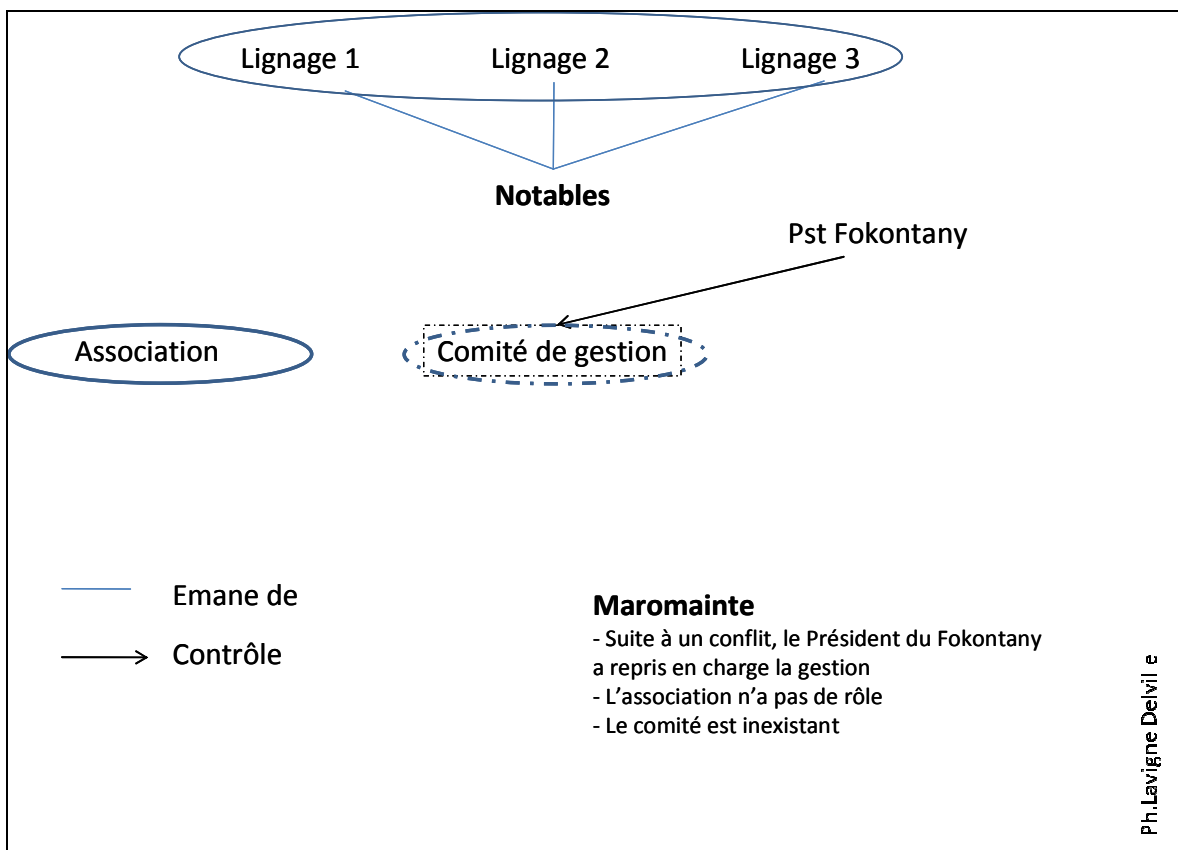
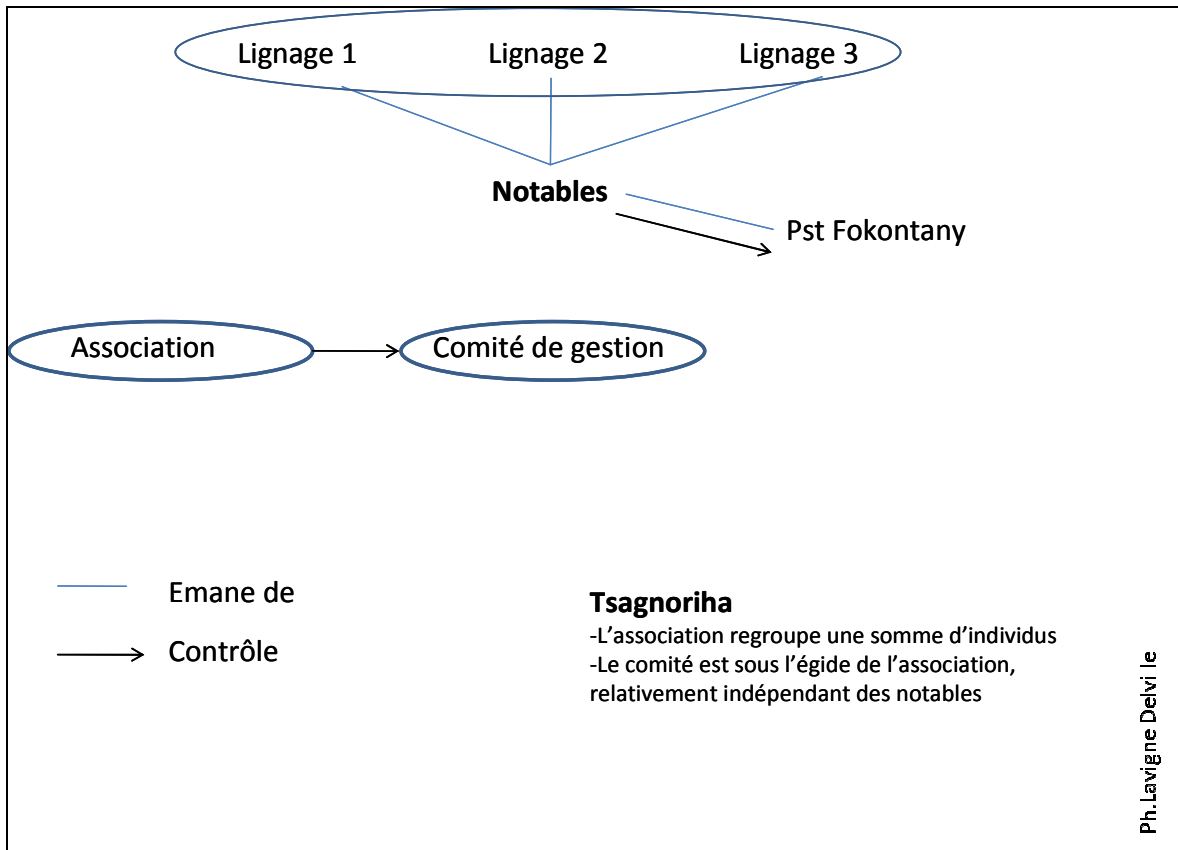
Leur utilisation est certainement la première soumise aux jeux de pouvoirs décrits plus haut et se fait à l'image des différentes influences qui s'exercent sur les comités. Ces influences se présentent de façons différentes. Elles proviennent d'un notable en particulier, d'un ensemble de notables, de groupes ou de lignages, d'autorités traditionnelles ou administratives, etc. Dans les villages antandroy, l'autorité est généralement partagée. Elle est plurielle et s'exerce à différents niveaux. Aucune personne ne s'impose comme décideur unique. Personne ne se croit en totale impunité. Les pouvoirs ont toujours des contre-pouvoirs plus ou moins forts. L'utilisation de l'argent de l'impluvium suit ces logiques. Elle sera donc approuvée, désapprouvée, dénoncée ou tue en fonction des situations, des configurations, des motifs avancés, etc.

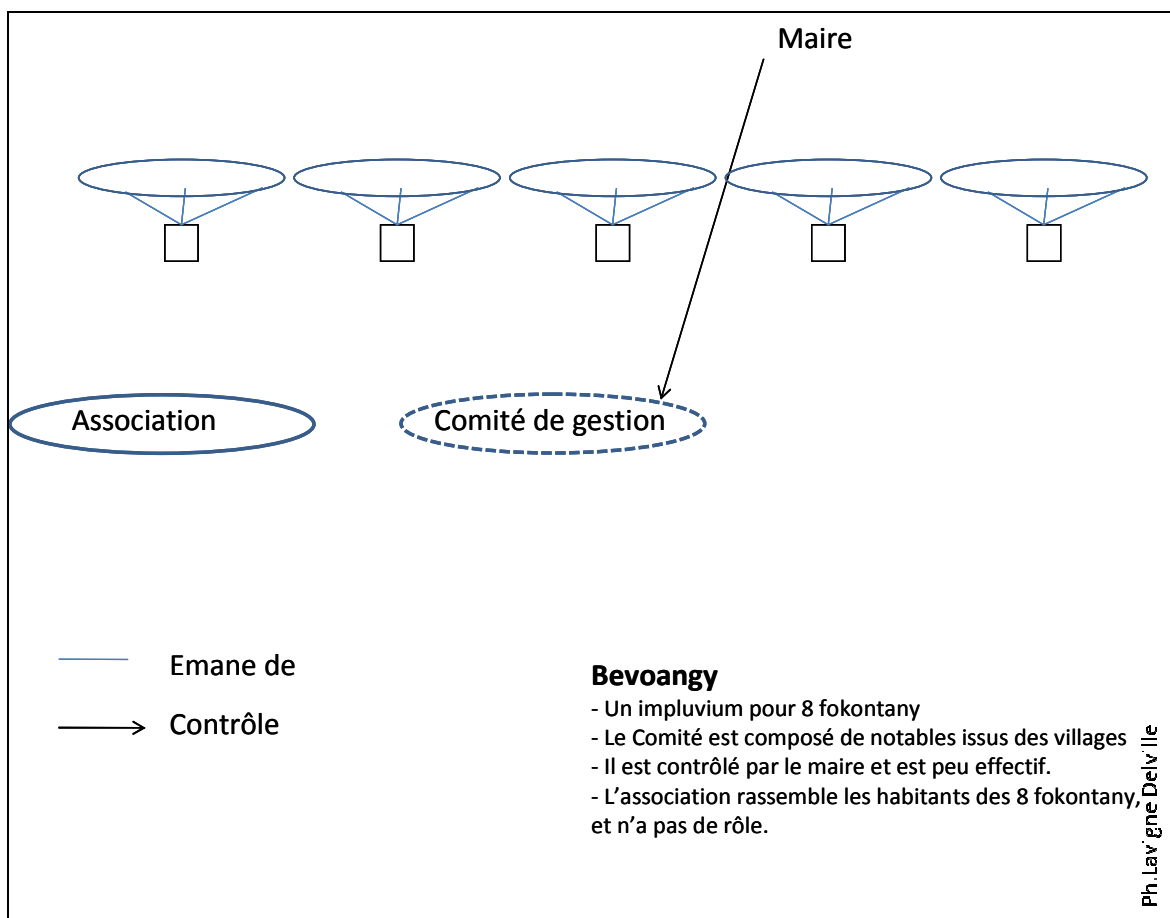
Les différentes configurations de la gestion des impluviums⁵⁰



⁵⁰ Je remercie Ph. Lavigne Delville pour la conception de ces schémas.







Quelle ascension sociale des femmes à travers la gestion de l'eau ?

• Les femmes des comités de gestion

L'intégration des femmes dans le comité de gestion ne s'est pas faite de manière spontanée. Dans l'Androy, la gestion des impluviums n'ayant pas fait l'objet de l'intervention d'une organisation de développement appliquant une démarche « genre », sont, dans la plupart des cas, gérés exclusivement par des hommes, y compris pour la vente. La réponse des habitants à la question de la présence de femmes dans le comité de gestion est, le plus souvent, celle d'une exigence d'Objectif Sud. Cette insistance a parfois posé problème aux habitants des *fokontany* et un important travail de communication et d'explicitation de la démarche a été nécessaire par l'équipe afin de convaincre les hommes et encourager les femmes à aller dans ce sens. L'équipe souhaitait démontrer aux hommes en quoi il était justifié de confier ces tâches aux femmes, et de motiver les femmes à s'impliquer et à renforcer leur confiance en elles-mêmes dans la prise de responsabilité.

Ainsi, des femmes ont intégré les comités de gestion, parfois en majorité, et y exercent des responsabilités variées. La démarche volontariste en matière de genre de l'équipe d'Objectif Sud ne l'a pas conduite à imposer un quota de femmes ou encore à placer certaines femmes à des responsabilités spécifiques. Les comités ont été constitués selon l'interprétation propre à chaque village de l'information diffusée par l'équipe sur l'importance des femmes dans la gestion.

Les responsabilités des femmes au sein des comités

Nom du <i>fokontany</i>	Satria	Maromainta	Ankiliabo	Tsagnoriha	Bevoangy
Les femmes du comité	<p>Une présidente (femme du président <i>fokontany</i> de Beraketa)</p> <p>Un secrétaire</p> <p>Un trésorier</p> <p>Des vendeurs</p> <p>Une chargée de nettoyage (mère du conseiller communal)</p> <p>Un chargé de la maintenance</p>	<p>Absence de comité</p> <p>Une gestion assurée exclusivement par des hommes</p>	<p>Une présidente (femme du « roi »)</p> <p>Une secrétaire (fille de la vendeuse d'eau)</p> <p>Une trésorière (fille du président <i>fokontany</i>)</p> <p>Une vendeuse d'eau (une proche du « roi »)</p> <p>Une chargée de nettoyage (fille du « roi »)</p> <p>Un chargé de la maintenance</p>	<p>Un président</p> <p>Une secrétaire / vendeuse d'eau (sœur d'un ancien président de <i>fokontany</i>)</p> <p>Un trésorier</p> <p>Un chargé de nettoyage</p> <p>Un chargé de la maintenance</p> <p>Une caissière (mère du président du <i>fokontany</i>)</p>	<p>Un président</p> <p>Un secrétaire</p> <p>Une trésorière (femme d'un notable)</p> <p>Des vendeuses d'eau (femmes de présidents de <i>fokontany</i>)</p> <p>Un chargé de nettoyage</p> <p>Un chargé de la maintenance</p>

Le choix des femmes membres des comités de gestion a suivi les mêmes logiques que pour les hommes. Elles sont toujours les proches des notables, leurs sœurs ou leurs femmes. On reste ainsi dans la continuité des logiques sociales et de la configuration des pouvoirs. De plus, les femmes de notables sont généralement celles qui sont les plus à même d'assumer de telles responsabilités car parmi elles se trouvent celles qui ont été scolarisées. Dans le monde rural antandroy, l'analphabétisme est extrêmement élevé (77 % de la population) et touche en premier lieu les femmes. Ainsi, la recherche de femmes à intégrer dans les comités de gestion a parfois été difficile. Les habitants témoignent souvent du fait qu'il n'y avait pas réellement de choix à faire. Seules quelques femmes étaient à même de prendre de telles responsabilités. Dans le *fokontany* de Satria, par exemple, on s'accorde à dire que la personne nommée à la responsabilité de présidente était la seule pouvant assumer cette fonction. Pour le vendeur d'eau, c'était « la première cible ». Pour le président du *fokontany*, c'est la seule femme du *fokontany* ayant suffisamment de compétences pour intégrer le comité.

La sélection des femmes membres des comités de gestion s'est généralement résumée à la nomination de la ou des femmes qui « sortent du lot ». Dans la société antandroy, les rôles sociaux des hommes et des femmes sont profondément ancrés. Dès leur plus jeune âge, les femmes intègrent le fait que l'espace public est réservé aux hommes et qu'elles n'y ont pas leur place. Elles n'ont donc ni l'habitude, ni la volonté de sortir de la sphère privée pour endosser une responsabilité à caractère public. L'équipe d'Objectif Sud a travaillé à convaincre les femmes de l'intérêt de leur participation au fonctionnement et à la gestion de l'impluvium. Elle les a poussées à sortir du privé, ce qui représente, pour bon nombre d'entre elles, un saut dans un monde dont les règles de fonctionnement sont maîtrisées par les hommes. Ainsi, bien souvent, les femmes qui se sont présentées ou ont été choisies pour être membres des comités de gestion sont des femmes exceptionnelles. Ces femmes se démarquent par une leur « carrure⁵¹ », une personnalité hors norme. Dans certaines conditions, elles peuvent passer la barrière du domaine privé et avoir des activités dans la sphère collective. Si quelques unes ont été demandeuses dès le départ, comme la présidente du comité d'Agnafondrakady ou la vendeuse d'eau de Tsagnoriha, elles ne représentent qu'une petite minorité.

Dans la plupart des cas, les femmes membres des comités de gestion ne se considèrent pas comme des candidates au poste pour lequel elles ont été choisies. Elles expliquent avoir été désignées par les notables et, de ce fait, devoir assumer la fonction qui leur a été attribuée. Certaines retirent de la fierté d'avoir obtenu cette confiance des notables. Pour d'autres, c'est un travail supplémentaire dans leur vie quotidienne, cette fois-ci à destination de la collectivité. Ainsi, pour bon nombre d'habitantes des villages, la raison pour laquelle elles font partie du comité de gestion tient au fait qu'« elles aiment bien travailler ». Cela signifie que la difficulté de cette tâche qui vient s'ajouter à toutes les autres corvées quotidiennes ne fait pas peur à ces femmes-là.

• Une ascension sociale limitée

Le changement social au sein de la population féminine était attendu à différents niveaux par l'équipe d'Objectif Sud. Sans espérer pouvoir observer des évolutions profondes à court terme, l'équipe souhaitait impulser des améliorations dans la capacité des femmes à participer à la prise de décision, à revendiquer et à se voir attribuer des responsabilités concernant la communauté. D'une manière générale, elle les incitait à sortir de la sphère privée et, pour celles qui avaient déjà mis un pied dans la sphère collective, à renforcer, consolider et approfondir leur démarche.

À l'heure actuelle, ces évolutions restent minimes. Le phénomène, décrit plus haut, selon lequel l'appartenance au comité de gestion ne donne pas davantage de pouvoir de décision à un individu, homme ou femme, que celui qu'il a dans la communauté est particulièrement vrai pour les femmes. Effectuées en assemblée villageoise, les prises de décision concernant l'impluvium continuent à respecter les mêmes modalités traditionnelles ne faisant généralement aucune place aux femmes. Celles-ci restent peu présentes lors des réunions et le fait d'être membres du comité de gestion ne leur donne

⁵¹ Terme employé par la présidente du comité de gestion de l'impluvium d'Ankiliabo.

pas davantage le droit et la volonté de s'exprimer. Dans le *fokontany* de Maromainte, trois femmes s'expriment ainsi à ce sujet :

« La gestion de l'impluvium et des autres choses du village est réservée aux hommes. Les femmes ne participent pas à la décision dans les réunions du fokonolona. Ce sont les hommes qui ont le droit de parler. Même si les femmes sont invitées, c'est une formalité. Ils ne les écoutent pas. Elles ne font que regarder comment les décisions sont prises ».

Pour l'un des principaux notables du *fokontany* de Satria, la participation des femmes à la gestion de l'impluvium doit rester limitée. Une réelle prise de pouvoir est inenvisageable de sa part. Il rappelle les modalités de prise de décision dans le *fokontany* :

« Si elle fait des fautes ou des erreurs, les notables sont là pour corriger. Ce sont nous, les notables, qui délibérons. Nous faisons des réunions pour dialoguer mais le mot de la fin appartient aux notables ».

Au sein des comités, les responsabilités de vendre l'eau et d'assurer le nettoyage sont les plus fréquemment attribuées aux femmes car les plus naturelles. Elles sont dans la continuité des rôles quotidiens. Ce sont des tâches concrètes ne demandant pas de prise de décision mais seulement une exécution. Les fonctions de trésorière, secrétaire voire technicienne sont celles qui demandent le plus de compétences. Les deux premières, en particulier, sont réservées à des personnes lettrées quel que soit leur sexe. Ainsi, si une femme est à une de ces positions c'est qu'elle fait partie des rares personnes du village à savoir lire et écrire. Le rôle de présidente du comité est à géométrie variable. Il a une dimension moins exécutive que les autres rôles au sein du comité et peut donner une latitude à la personne. Lorsqu'une femme est désignée à cette fonction, elle a tendance à agir en tant que maîtresse de maison de l'impluvium. Elle garantit le bon fonctionnement de l'infrastructure, son bon état technique, sa propreté, l'accomplissement des rôles de chacun des membres du comité, le bon déroulement de la vente de l'eau, la diffusion de l'information sur le jour d'ouverture ou tout autre sujet concernant l'impluvium. D'une manière générale, comme pour les hommes, les initiatives et les activités des femmes au sein des comités de gestion sont restées à l'image de celles dont elles disposent dans la vie quotidienne du village. Ainsi, tout comme il n'y a pas d'individu *lambda* dans la société antandroy, il n'y a pas une seule manière d'assumer le rôle de présidente, de secrétaire ou de vendeuse d'eau. Chaque personne adapte son rôle dans le comité de gestion à son rôle social dans la collectivité.

Une « reine » au rôle de représentation

De haute taille et au regard digne, Jelina, la présidente du comité de gestion de l'impluvium d'Ankiliabo n'a pourtant de cette responsabilité que le nom. Dans ce *fokontany*, la gestion de l'infrastructure comme le traitement de toutes les questions à caractère collectif est sous la haute autorité de son mari, Sahamana, « roi » d'Ankiliabo. À travers un comité, en majorité féminin, composé de sa femme, de sa fille, de sa nièce, il tire toutes les ficelles de la gestion de l'impluvium. Si chacune d'entre elles remplit docilement sa fonction, le rôle de la présidente est plus vague. « Lorsqu'il y a des visiteurs dans notre village, je leur montre l'impluvium. » Voilà à quoi se résume sa fonction. Elle représente à la fois le caractère remarquablement féminin du comité et l'inexistence totale de son pouvoir d'action.

Une pseudo trésorière

Fineno est la trésorière du comité de gestion de l'impluvium de Bevoangy. « Je garde la caisse et j'attends les versements. Je les enregistre dans le cahier et chaque membre du comité signe le cahier », explique-t-elle. « Le cahier, il est dans la caisse. La caisse, elle est fermée à clé. La clé, c'est mon mari qui la garde. » Pour parler des comptes de l'impluvium, c'est donc son mari qu'il faut demander à voir.

Caissière : une fonction inventée

En arrivant dans le *fokontany* de Tsagnoriha, il est impossible de ne pas la croiser. Voavilie vient toujours à la rencontre des visiteurs. Si elle ne fait pas entendre sa forte voix, elle écoute, elle observe. C'est une vieille femme de notable analphabète, mais dont l'âge et le caractère en font un personnage à part dans le village. Elle veut être partout. Elle veut tout savoir. Elle veut avoir son mot à dire. Bien sûr, en tant que femme, elle ne sort pas de son rôle. Elle exprime sa personnalité dans les espaces où cela est autorisé. Sur son lieu de vie, dans les relations interpersonnelles, entre femmes. Jamais en réunion villageoise ou en présence de notables. Mais son ambition et sa détermination restent entières. Le comité de gestion de l'impluvium : elle ne pouvait pas s'en désintéresser. Toutes les fonctions ont été pourvues par des personnes plus légitimes qu'elle à les accomplir. Elle ne s'est pas découragée pour autant : une personne pour encaisser l'argent et rendre la monnaie, c'est toujours utile ! Ainsi, c'est non seulement une fonction, qui a été inventée pour elle, mais également une place au sein du comité de gestion. La vente de l'eau ne se fait généralement pas sans sa présence et elle participe à toutes les réunions du comité⁵².

Une secrétaire en pleine ascension sociale

À Tsagnoriha, Njoroke a appris à lire et à écrire toute seule. Mariée à un homme du village, elle vit à proximité de ses frères, des notables du village. Elle s'intéresse à la vie du *fokontany*, s'informe, se déplace. Lorsque s'est posée la question de réhabiliter ou non l'impluvium, elle était des partisans ou plutôt des activistes qui ont gagné la collaboration controversée avec Objectif Sud. Cela lui a valu la responsabilité de vendeuse d'eau au sein du comité. C'est également elle qui détient la clé de l'impluvium. Par la suite, elle est devenue secrétaire, en remplacement de sa belle-sœur, moins compétente pour ce travail. Elle supervise la vente de l'eau avec tempérament, est présente à toutes les réunions. Sur la gestion de l'impluvium et l'histoire chaotique des relations entre le comité et les présidents de *fokontany*, elle a réponse à toutes les questions. Tout en gardant la réserve qui doit être la sienne en tant que femme dans les questions d'ordre public, elle avance. Elle franchit avec tact, sans outrepasser ses droits, les barrières imposées par le genre. Bientôt, elle sera officiellement présidente de l'association des femmes de Tsagnoriha dont elle est à l'initiative.

Une multi-présidente

Dans le *fokontany* d'Agnafondrakady, parmi les personnes incontournables, il y a Suzanne, la femme du président du *fokontany*. Cette femme scolarisée, dynamique, a le sens des responsabilités. C'est en fait un produit de l'approche « genre » des organisations de développement intervenant dans la région dont elle connaît parfaitement le discours sur l'*empowerment* des femmes dans les villages de l'Androy. Elle accomplit donc non sans fierté son rôle de présidente du comité de gestion, de responsable du magasin de stockage du Programme alimentaire mondial, de catéchiste, de présidente de l'association des femmes économes en charbon, de présidente de l'association des femmes qui luttent contre le sida, de présidente des femmes qui nettoient le village, de présidente de l'association religieuse du *fokontany* et d'enseignante dans le cadre du programme d'alphabétisation. Et son activisme va au-delà des titres. Elle travaille à mettre en application les recommandations des organisations qui collaborent avec elle. Dans le cadre de la gestion de l'impluvium, elle tient de manière irréprochable le cahier des comptes sur lesquels elle a réponse à toutes les questions. En compagnie des autres membres du comité, elle présente régulièrement les comptes à la population. Si elle estime qu'il est encore difficile pour elle d'animer une réunion en présence d'hommes, elle ne doute pas d'y parvenir un jour. C'est donc un bel exemple, mais le seul du village, de prise de responsabilités par une femme.

⁵² C'est le cas de comité décrit plus haut qui fonctionne de manière autonome avec des réunions spécifiques.

Concept nouveau dans la société antandroy où toutes les questions d'ordre collectif sont traitées en assemblée générale sous l'autorité des « pères » des villages, le comité n'a pas acquis une identité et une marge de manœuvre propre dans le village. Il ne représente pas d'emblée un levier pour les femmes qui en sont membres. Par conséquent, elles n'ont globalement pas vu évoluer leur statut social. Cependant, pour celles qui sont par ailleurs en quête d'ascension sociale, il devient un tremplin. Le constat selon lequel les individus adaptent leurs activités de membre du comité à leur position sociale dans le village est également valable pour ceux qui cherchent à évoluer. Des femmes font ainsi, elles-mêmes, de leur participation au fonctionnement de l'impluvium un moyen de progresser socialement.

• Quelles perspectives ?

Les femmes des comités de gestion ont fait leurs preuves. Des qualités féminines sont reconnues par les hommes comme favorisant le bon fonctionnement de l'impluvium. Elles tiennent cependant beaucoup à leur position sociale inférieure. Tout d'abord, leur présence évite les conflits au sein des comités. En effet, si entre elles, elles peuvent être virulentes, au sein de comités mixtes, elles sont plus effacées et favorisent l'apaisement dans une ambiance qui pourrait être plus explosive si elle était exclusivement masculine. Ensuite, les femmes sont reconnues comme sérieuses. Elles accomplissent leur mission avec rigueur et application. En effet, investies de responsabilités nouvelles et peu habituelles, elles sont observées, testées. Elles se doivent donc, bien plus que les hommes pour lesquels ces responsabilités sont acquises, prouver leurs capacités et honorer le choix qui a été fait de les désigner. Enfin, elles sont réputées plus honnêtes que les hommes. Ce constat est dans la continuité de l'idée que les femmes subissent une pression sociale qui force leur application au travail. Un détournement d'argent sera d'autant moins toléré qu'il est réalisé par une femme. En effet, étant dans une position sociale inférieure, les femmes ne peuvent s'autoriser autant que les hommes à faire entorse aux règles. Une attitude répréhensible sera plus facilement assumée par un individu dominant socialement que par un individu manquant de reconnaissance sociale. La spécificité de leur position sociale a donc inspiré aux femmes des attitudes au sein des comités de gestion qui ont joué en leur faveur et qui ont prouvé l'intérêt de leur participation.

Cependant, les perspectives restent limitées. Les modalités de prise de décision concernant les questions de développement restent dans la continuité de celles pratiquées traditionnellement. Dans chaque village, la parole et le pouvoir de décision restent maîtrisés par quelques hommes influents, les garants des traditions et animateurs des cérémonies traditionnelles, serments, médiations sous l'arbre pour les conflits, appel des ancêtres, etc. Ce pouvoir est difficilement contestable pour les hommes et incontournable pour les femmes. L'évolution induite par l'implication des femmes dans les comités de gestion réside donc dans la sortie qu'elles font de la sphère privée pour prendre une responsabilité à caractère collectif. Elle favorise un renouvellement des responsabilités techniques généralement attribuées aux habitants des *fokontany* mais en rien une modification de la répartition des responsabilités politiques. Il est encore inconcevable pour les femmes de s'exprimer librement en réunions mixtes et encore moins d'en animer une. Cette fonction et, d'une manière générale la parole publique, relèvent exclusivement des hommes. Les compétences sont néanmoins recherchées et valorisées dans les villages. Les personnes lettrées, hommes ou femmes, sont reconnues par les notables, eux-mêmes étant bien souvent illettrés, comme des moteurs de développement. L'accès d'une femme à des responsabilités (trésorière, secrétaire) parce qu'elle dispose des compétences utiles n'est pas vu comme incohérent avec l'organisation sociale du village mais comme une démarche justifiée dans la mesure où elle respecte la distinction entre responsabilité fonctionnelle et responsabilité décisionnelle. Si l'accès à la première semble être, pour l'instant, la seule perspective d'évolution sociale pour les femmes, elle est une première étape significative. Le niveau d'éducation est donc un réel levier pour accéder à davantage de pouvoir au sein des villages.

Conclusions et leçons méthodologiques

La gestion des impluviums trois ans après

- **Les impluviums fonctionnent mais trop peu**

En fournissant une eau de proximité, l'impluvium est une infrastructure très prisée par les habitants. Ainsi, tous les impluviums de l'Androy en état de stocker de l'eau fonctionnent. Chaque goutte d'eau de pluie qu'ils ont captée est distribuée.

Cependant, la disponibilité de l'eau continue à faire cruellement défaut. La pluviométrie insuffisante et l'impossibilité de bénéficier d'un approvisionnement par citerne condamnent les impluviums à rester secs une bonne partie de l'année.

En moyenne, sur une année, un impluvium fournit au maximum 17 % de la consommation habituelle des habitants et 2,5 % de la consommation recommandée par l'OMS (cf. p. 38).

- **Une gestion déterminée par les relations sociales qui manquent de transparence**

La gestion des impluviums est déterminée par les rapports sociaux dans les villages antandroy. Au niveau global, lorsque les groupes d'habitants concernés par l'impluvium entretiennent de bonnes relations sociales, l'impluvium fonctionne au bénéfice de tous, sans limite d'accès (sauf pour quelques lignages spécifiques, socialement stigmatisés), ni de différenciation de quantité ou de prix (sauf entre membres et non-membres de l'association, actant du fait que les premiers ont cotisé). Les mésententes et conflits interlignages, malheureusement fréquents, changent la donne. Ils donnent lieu à des revendications de propriété de l'impluvium, à des restrictions en termes d'accès à l'eau ou encore à des conflits autour de la gestion.

Au niveau du comité de gestion, les ficelles de la décision sont tirées par les notables, qu'ils en soient membres ou non. Généralement composés de personnes plus jeunes et plus compétentes, les comités de gestion restent sous l'autorité des notables. Plus précisément, leur fonctionnement est modelé par la configuration des pouvoirs dans les villages. Les comités n'ont presque jamais réussi à gagner un peu d'indépendance par rapport à l'autorité traditionnelle. Ils ne fonctionnent pas comme des entités mais comme une addition d'individus dont l'attitude au sein du comité reste à l'image du statut social qu'ils ont dans le village. La répartition traditionnelle des tâches qui veut que les notables soient les décideurs tout en déléguant la mise en œuvre des décisions à leurs fils ou leurs cadets s'est appliquée aux comités de gestions. Leurs membres jouent en général un rôle fonctionnel, laissant la maîtrise des décisions importantes aux notables. C'est en particulier le cas de l'utilisation de l'argent. Alors que l'impluvium génère rapidement des sommes importantes, son épargne n'est pas garantie par une entité autonome. L'argent est donc facilement accessible aux plus influents dans un contexte où les traditions demandent souvent d'importantes dépenses. Ainsi, les possibilités de financer les réparations qui pourraient s'avérer inévitables dans une vingtaine d'années risquent d'être compromises car les capacités des habitants à épargner l'argent issu de la vente de l'eau sont limitées.

- **La question du genre**

La création de comités de gestion n'a, pour l'instant, pas réellement été vectrice de changement social. Être membre du comité ne s'est pas concrétisé en opportunités de disposer de davantage de pouvoir de décision au sein du village. Ce constat est particulièrement valable pour les femmes qui sont généralement exclues de la sphère publique. Pour elles, comme pour les hommes, leur intégration aux comités de gestion des impluviums n'a pas encore ouvert les portes de la décision publique. Elle leur facilite toutefois l'accès à des responsabilités à caractère public et donc de sortir de la sphère privée du foyer à laquelle elles sont traditionnellement cantonnées.

Dans leurs nouvelles attributions, les femmes n'ont généralement pas déçu les usagers des impluviums et les décideurs de leurs villages. Elles ont globalement fait preuve de leurs capacités et ont confirmé leur habilité à assumer des responsabilités relatives à la gestion de l'impluvium. Certaines d'entre elles étaient parmi les rares habitants des villages à avoir été scolarisées. Leur participation à la gestion des impluviums en tant que secrétaires ou trésorières paraît tout à fait justifiée aux yeux des habitants. Cela représente une ouverture non négligeable de leurs perspectives, mais qui reste fragile et strictement cantonnée au fonctionnement de l'impluvium. Leur contribution à la gestion demeure pour l'instant du domaine du fonctionnel et aucune place ne leur est faite dans celui du décisionnel.

Retour sur la méthode

● **Pertinence et limites des impluviums**

La mise en place de dispositifs de collecte de l'eau de pluie dans les villages est une démarche définitivement pertinente. L'approvisionnement en eau dans l'Androy est un formidable absorbeur de temps, d'énergie et d'argent et donc un frein au développement. Les distances à parcourir quotidiennement pour quelques litres d'eau sont si importantes que l'eau de proximité est extrêmement précieuse. Avec le dispositif de l'impluvium, c'est au centre du village que les habitants la trouvent, révolutionnant les conditions d'approvisionnement. À la proximité viennent s'ajouter la qualité et le prix abordable de l'eau, faisant du service rendu par l'impluvium un service presque parfait.

Ses limites résident dans l'insuffisance des quantités d'eau fournies aux habitants. L'impluvium est donc loin d'être la principale source d'approvisionnement en eau dans les villages où ils ont été construits. L'approvisionnement y est au mieux irrégulier, le plus souvent exceptionnel. Cela en fait une infrastructure précieuse pour les habitants mais tout à fait marginale dans leur quotidien de l'approvisionnement en eau.

● **Points forts et limites de la démarche d'animation**

◆ Impluviums et rapports de pouvoir dans le village

L'équipe Développement local d'Objectif Sud rassemblait diverses compétences. Elle était notamment composée de personnes formées en anthropologie à même de décrypter les logiques sociales et les rapports de pouvoirs existants dans les villages et pouvant se répercuter sur la gestion future de l'impluvium. La compréhension des logiques sociales au sein du village a été réalisée au cours des différentes étapes de mise en place des impluviums et de leur gestion. Le choix de l'emplacement a souvent été révélateur de caractéristiques de l'organisation sociale du village, comme ce fut le cas à Ankiliabo. Ces données sociopolitiques n'ont cependant pas toujours fait l'objet de toute l'attention nécessaire de la part de l'équipe. L'exemple de l'impluvium d'Ankiliabo, marqué par une accapARATION de l'infrastructure par une partie du village, montre cette insuffisance. La logique « projet », souvent peu généreuse en termes de temps, n'a pas permis d'exploiter autant qu'il aurait été possible les capacités d'analyse et de connaissance de l'organisation sociale des villages de l'équipe, laissant ainsi se créer des situations complexes limitant l'accès à l'infrastructure par certains groupes.

◆ Conseiller sans imposer

La démarche suivie par l'équipe d'Objectif Sud qui a consisté à laisser aux habitants le choix de la composition des membres des comités de gestion semble tout à fait pertinente. Il paraît en effet peu judicieux d'orienter les choix vers certaines personnes ou certains groupes. Les relations sociales au sein des villages sont très complexes. Les équilibres de pouvoirs, l'entente entre les groupes et leur cohésion se font du fait de conditions bien précises à chercher du côté de l'histoire du village mais également de la configuration lignagère. Ces conditions sont difficiles à appréhender par les étrangers (qu'ils

soient français ou antandroy) qui composent les équipes de projets de développement. S'il faut pouvoir comprendre les grands traits du fonctionnement du village dans lequel on va intervenir, cette connaissance ne sera jamais totale. Les villages antandroy gardent scrupuleusement leurs histoires et leurs secrets et la plupart sont souvent inaccessibles. Cependant, ils déterminent beaucoup des choix qui concernent la collectivité et en particulier les choix de personnes et des lignages qu'ils représentent. Il est donc important de laisser ces décisions se faire en interne et de laisser aux habitants l'entière liberté de réaliser, entre eux, les négociations indispensables à la désignation des personnes. Le consensus est ainsi garanti. En outre, les difficultés que rencontrent les habitants à effectuer ces choix sont révélatrices des conflits internes et des mésententes. Si elles n'apparaissent pas d'emblée lors des premiers contacts d'une équipe projet avec les habitants d'un village, elles peuvent se révéler lorsque des décisions importantes sont à prendre. Il est alors possible d'analyser les causes de ces difficultés, d'approfondir la connaissance du village et d'estimer la possibilité ou non de mettre en place des modalités durables de gestion collective d'une infrastructure.

Le principe de laisser les habitants libres de choisir les membres des comités de gestion n'interdit pas de formuler des conseils forts et des points de repères pouvant guider les choix. C'est ce qu'a fait l'équipe d'Objectif Sud concernant l'intégration de femmes et de personnes compétentes dans les comités. Si les conditions de choix des responsables des infrastructures construites dans le cadre d'autres projets ne sont pas connues de manière précise, leur gestion est généralement assurée par les principaux notables des villages. Les choix ont été laissés au libre arbitre des habitants et respectent donc les logiques sociales des villages. La démarche d'Objectif Sud qui a consisté à conseiller des profils de personnes était, en ce sens, novatrice. Sans imposer, elle a permis d'ouvrir les comités de gestion à des personnes qui ne se seraient peut-être pas vues attribuer de telles responsabilités. Si peu d'évolutions ont été perceptibles quant à leur marge de manœuvre en terme de participation à la décision et à leurs responsabilités réelles, force est de constater que, dans la majeure partie des cas, ces personnes sont restées en place. Elles ont donc suscité la satisfaction des décideurs et le système semble fonctionner. Cela peut tenir à trois principaux éléments. Le premier relève de la qualité de l'animation qui permet de convaincre les habitants des villages de la pertinence d'intégrer, dans les comités de gestion, des personnes dynamiques, instruites ainsi qu'une composante féminine. Le deuxième concernant la pertinence, en tant que telle, de ces conseils. Si le principe d'intégrer des femmes a parfois été sujet à d'importants débats qui ont tout de même abouti à faire diminuer les résistances masculines, celui d'intégrer des personnes ayant étudié, sachant lire et écrire, tombe sous le sens pour les habitants des villages et notamment les notables. Les conseils de l'équipe d'Objectif Sud ont donc rappelé une nécessité, déjà justifiée pour ses interlocuteurs. Sans ce rappel, certains notables auraient vraisemblablement souhaité exercer par eux-mêmes les fonctions du comité. Le troisième élément concerne la volonté manifestée par les femmes d'honorer les responsabilités qui leur ont été attribuées et, ainsi, de confirmer les conseils d'Objectif sud et de conforter les choix des décideurs. En ce qui concerne le genre, un volontarisme tempéré, laissant les combinaisons libres de se faire toutes seules, paraît une approche adaptée à contexte social peu préparé à ce genre de démarche.

◆ Le montage institutionnel : ambiguïtés et avantages

Dans le cadre de sa démarche de développement local, l'équipe d'Objectif Sud s'est conformée au Code de l'eau selon lequel la commune est l'échelon administratif de référence en ce qui concerne l'approvisionnement en eau. Ainsi, dans le processus de négociation institutionnelle autour des impluviums, elle a été détentrice du pouvoir de décision concernant l'emplacement des infrastructures d'approvisionnement en eau sur son territoire et définie comme propriétaire de ces infrastructures. En revanche, elles sont généralement toutes gérées au niveau des *fokontany*. Au cours de leur histoire, certaines ont fait l'objet de revendications de la part des communes concernant leur gestion et plus précisément l'utilisation des recettes générées par la vente de l'eau. Dans quelques *fokontany*, les impluviums ont connu des périodes de gestion directe par la commune. C'est le cas de l'impluvium de Maromainte avant sa réhabilitation par Objectif Sud. La caisse de l'impluvium de Tsagnorihia, après sa réhabilitation par Objectif Sud, a également fait l'objet de tractations qui ont demandé l'intermédiaire du chef du district et de l'équipe projet (cf. p. 61). Cependant, la gestion au niveau du *fokontany* semble plus cohérente qu'une gestion communale. En effet, le chef lieu de commune peut être très

éloigné du *fokontany* rendant difficile la prise en main, par la commune, du fonctionnement de l'impluvium.

Au sein même du *fokontany* la gestion de l'impluvium avait été conçue par l'équipe d'Objectif Sud selon un montage institutionnel articulant comité de gestion, association des usagers de l'impluvium à vocation de contrôle du comité et président du *fokontany*. Dans la réalité, il en ressort une organisation essentiellement marquée par une distinction des rôles entre des notables (dont le président du *fokontany*) qui conservent le pouvoir décisionnel et un comité de gestion qui détient des responsabilités essentiellement fonctionnelles. La création d'une association composée d'un bureau était-elle réellement incontournable ? En effet, l'association n'a pas de rôle dans la gestion des impluviums. Elle n'exerce pas de contrôle sur la gestion des infrastructures. Elle se résume à identifier les personnes qui ont participé financièrement à la construction/réhabilitation de l'impluvium. En ce sens, elle met en exergue le fait qu'il y a eu des participants et des non-participants, d'entériner les modalités d'organisation qui ont été choisies par les habitants : association villageoise, association lignage, association d'individus sans appartenance lignagère, etc. et détermine, dans certain cas, le traitement des problèmes de gestion de l'impluvium. À Tsagnoriha, par exemple, le fait que les personnes ayant fait un effort de contribution financière à la construction/réhabilitation de l'impluvium soient identifiées au sein d'une association leur permet de se distinguer clairement de celles qui n'ont pas voulu de la réhabilitation de l'impluvium. Les membres de l'association participent par exemple à la décision concernant l'utilisation de l'argent de l'impluvium. Cependant, même si l'association n'existait pas formellement, ce serait probablement également le cas. Le principe de la libre association des individus qui souhaitent construire ou réhabiliter d'impluvium laisse en quelque sorte toutes les combinaisons possibles se faire dans les villages en fonction de la configuration sociale. Cependant, le fait de créer un bureau de l'association indépendant du comité de gestion complexifie le montage sans réellement favoriser l'effet escompté. L'autonomisation d'entités au sein des villages est une évolution difficile à impulser du fait que les affaires communautaires sont gérées collectivement et que leurs ficelles sont tirées par les notables. Se focaliser sur ce comité de gestion est déjà en soi un grand objectif.

◆ La question de l'entretien de l'infrastructure dans la durée

Des caisses d'impluviums bien gérées peuvent amasser jusqu'à 200 000 Ar.⁵³ Mais, la plupart du temps, lorsque des réalisations sont prévues, les recettes sont souvent utilisées immédiatement : les murs des écoles en planches s'élèvent au fur et à mesure que l'eau de l'impluvium diminue. Dans la démarche d'animation d'Objectif Sud, la question de l'utilisation de l'argent semble ne pas avoir fait l'objet de suffisamment d'attention. En effet, avec les impluviums des sommes importantes d'argent sont rapidement rassemblées. Conserver cet argent sous forme de liquidités n'est pas une habitude des habitants de l'Androy qui le transforme toujours le plus rapidement possible en bétail afin d'éviter de le dilapider. Demander aux habitants des villages d'immobiliser des sommes importantes en vue de réparations ou d'investissement dans de nouvelles infrastructures n'est pas réaliste si l'on ne prévoit pas un accompagnement spécifique et la mise en place de précautions particulières. La durée de vie d'un impluvium est estimée à 25 ans. Après cette période, il faut donc prévoir des réparations nécessitant des fonds plus importants que le simple colmatage des fissures. Mais il y a peu de chance de la plupart des comités de gestion disposent d'économies suffisantes pour assurer ce type de dépenses.

● **Intérêt et limites d'une démarche de changement social : la question de l'approche « genre »**

Les faibles évolutions sociales constatées quelques années après la mise en place des comités de gestion ne remettent pas en cause la pertinence de l'approche. La gestion d'infrastructures collectives reste un levier pour l'évolution des positions sociales au sein des villages. Le fait que peu de changements ont pu être constatés jusqu'à maintenant tient en premier lieu au laps de temps très court qu'a représenté la mise en œuvre du projet par rapport à celui qui est nécessaire aux évolutions sociales. Dans la société antandroy, les hiérarchies sociales sont fortement ancrées et incontestées laissant des

⁵³ Soit 80 euros.

catégories sociales totalement à la marge des décisions concernant la vie de la communauté. Plus précisément, ces décisions sont généralement concentrées entre les mains des notables, laissant très peu d'ouverture possible aux personnes plus jeunes, aux appartenances lignagères minoritaires et aux femmes. L'impulsion d'évolutions sociales au sein de cette société doit donc travailler à l'ouverture de l'espace de décision. L'approche « genre » telle qu'elle a été menée dans le cadre du projet Développement local d'Objectif Sud a pris la gestion des impluviums comme clé d'entrée. Cela afin d'encourager la prise de responsabilité de femmes dans le domaine de l'eau, puisqu'il les concerne en premier lieu.

Cette entrée par une catégorie sociale bien définie est questionnable. En effet, dans un contexte social caractérisé par un monopole de la décision par quelques têtes, une approche visant à faire évoluer cette institution sociale et à promouvoir un partage de ce pouvoir aurait peut-être été plus pertinente. Il ne s'agissait peut-être pas de partir de la catégorie la plus marginalisée à tous les niveaux (politique, économique, santé, éducation, etc.) pour provoquer des changements mais de saisir les leviers déjà existants, de s'engouffrer dans les brèches déjà dessinées. En effet, favoriser un partage du pouvoir de décision, ou au moins des responsabilités, ne peut se faire qu'en convainquant les individus de l'intérêt de ce partage et en démontrant sa pertinence. L'étude a montré que les notables laissent volontiers les rênes de la gestion aux individus instruits et faisant preuves de réelles compétences. Le niveau d'instruction semble pouvoir supplanter assez facilement la position sociale d'un individu. Il ouvre ainsi des portes aux femmes et, d'une manière générale, aux individus ayant un statut social moins élevé.

Si le volontarisme est inhérent à une démarche de changement social, il doit cependant pouvoir se moduler en fonction du contexte social qu'il cherche à faire évoluer. Dans le cas de la société antandroy, dans laquelle on ne peut pas encore réellement s'appuyer sur des désirs d'ascension sociale manifestes de la part des catégories marginalisées, il paraît important d'avancer progressivement. En effet, un volontarisme soutenu en direction d'une catégorie sociale bien définie peut contribuer à accentuer la stigmatisation de cette catégorie. Si un travail spécifique au genre féminin n'est pas à exclure, il apparaît judicieux de commencer à travailler sur le partage du pouvoir de décision des notables avec les individus les plus à même de concurrencer ce pouvoir. Si parmi ces individus les femmes restent minoritaires, elles existent et ce sont probablement elles qui poseront les premiers pavés de l'ascension sociale des femmes. Il est en effet plus intéressant de voir des femmes se rassembler volontairement sous l'initiative de la ou les quelques meneuses d'un village que de faire de la figuration devant des représentants de projets venant visiter le village, comme c'est souvent le cas.

Des pistes d'amélioration

- **Améliorer la conception technique de l'impluvium et explorer les différentes possibilités**

- ◆ Mieux gérer le rapport surface de captage/population concernée

L'insuffisante couverture des besoins des habitants en eau par les impluviums inspire quelques améliorations techniques de l'infrastructure. Dans un contexte de faible pluviométrie, les dimensions de la surface de captage de l'eau sont un aspect à ne pas négliger. Les impluviums conçus par Objectif Sud (400 m² de surface de captage) fournissent une quantité d'eau significativement inférieure à ceux conçus par l'État ou la coopération japonaise (jusqu'à 1000 m² de surface de captage). Ainsi, si les premiers font partie des impluviums à fonctionnement épisodique, les autres fournissent de l'eau plus régulièrement dans l'année. (Cf. p. 36) Les proportions des impluviums construits par Objectif Sud ne sont pas cohérentes. Une surface de récupération de l'eau de pluie de 400 m² ne parvient jamais à remplir plus d'un bassin de stockage et demi sur les trois systématiquement construits (60m³).

Si la quantité d'eau consommée en moyenne par les habitants des villages les plus en difficulté est de 3 litres par jour et par personne, un *fokontany* de 800 habitants consomme 2400 litres d'eau par jour,

soit 876 000 litres ou 876 m³ d'eau par an. Sachant que le coefficient de ruissellement d'une dalle en béton est de 0,5, il faudrait envisager une surface pour collecter le double, soit 1 752 m³. Pour une pluviométrie moyenne de 400 mm par an, il faudrait donc prévoir 4380 m² de surface (soit plus de 10 fois la surface d'un impluvium construit par Objectif Sud). Un *fokontany* de 800 habitants nécessiterait donc l'existence de quatre impluviums de 1000 m² chacun pour couvrir totalement la quantité d'eau consommée par les ménages. Sachant que la pluviométrie mensuelle peut atteindre 200 mm d'eau, il faudrait donc prévoir un volume de stockage de l'ordre de 100 m³ par impluvium (1000 m² x 0,2m x 0,5).

Il paraît également utile de revoir les modalités de répartition de l'eau entre les différents bassins. En effet, en cas de forte pluie, le tuyau qui relie le bassin décanteur vers le bassin central ne permet pas toujours une évacuation suffisamment rapide de l'eau et peut provoquer un débordement du bassin décanteur et une perte importante d'eau. Les impluviums conçus par d'autres opérateurs qui disposent de deux canalisations partant du bassin décanteur vers deux bassins de stockage ne rencontrent pas ce problème.

◆ Améliorer la qualité de la surface de captage de l'eau

L'état de la surface de captage des impluviums est souvent à l'origine d'une importante perte d'eau. Du fait des mouvements de terrain, une dalle en ciment peut commencer à se fissurer moins d'un an après sa construction. Une étude réalisée en 2006 par la coopération japonaise sur l'état des impluviums dans l'Androy a estimé à 13 000 m³ la quantité d'eau non collectée par an dans la région du fait du mauvais état des impluviums.

La plupart des surfaces de captage des impluviums construits par Objectif Sud sont déjà fissurées. Dans certains cas, les comités de gestion ont déjà procédé à de petits travaux de colmatage des fissures à l'aide de ciment selon la formation qui leur a été dispensée par l'équipe lors de la construction/réhabilitation de l'impluvium. Ces réparations sont peu coûteuses et facilement réalisables par les habitants.

Des solutions techniques pour maintenir ou augmenter la quantité d'eau récupérée ont été identifiées lors d'une étude réalisée par l'entreprise BushProof. Des stabilisateurs peuvent réduire considérablement les mouvements du sol à l'origine de l'apparition des fissures. Produits liquides à appliquer directement sur le sol, ils agissent en expulsant l'eau contenue dans l'argile compactant ainsi le sol.

L'utilisation d'asphalte froid en fine couche entre le sol et l'impluvium a également un effet stabilisateur, mais cette opération est relativement coûteuse⁵⁴. Revoir la matière de la surface de captage avec l'utilisation de matières plastiques ou géotextiles est également une possibilité à envisager. Elle permettrait en effet d'obtenir une surface totalement imperméable et donc de maximiser la quantité d'eau récupérée. Certaines membranes plastiques au coût abordable, résistantes au poids et à l'exposition au soleil représentent des alternatives intéressantes⁵⁵. D'une manière générale, il semble que l'optimisation des normes techniques et le respect des principales règles dans la construction de l'infrastructure limitent ses risques de dégradation.

◆ Explorer l'efficacité de solutions complémentaires ou alternatives comme la collecte familiale

Fournir une quantité significative d'eau par le captage de l'eau de pluie nécessite un agrandissement considérable des surfaces de récupération dans les villages. Cela peut se faire par la multiplication du nombre d'impluviums. Mais la quantité de production d'eau nécessaire est telle qu'il semble pertinent de coupler l'approvisionnement collectif à des dispositifs individuels de collecte d'eau. À chaque précipitation, les habitants s'affairent à récupérer l'eau de pluie par tous les moyens. Cela se réduit bien souvent à l'alignement des seaux et marmites devant la maison et la récupération de l'eau des flaques. En effet, le coût d'un équipement de collecte d'eau de pluie (toit en tôle, barriques, etc.)

⁵⁴ L'étude a également mis en évidence que, dans les zones où le sol est suffisamment imperméable, aménager une surface en pente en compactant le sol peut capter des quantités importantes d'eau sans nécessairement construire une dalle en ciment. Ce dispositif est déjà utilisé par certains habitants et mériterait d'être plus largement diffusé.

⁵⁵ Mol A., 2007, Identification de systèmes de potabilisation de l'eau dans la région Androy, BushProof, Gret.

est élevé et peu accessible à la majeure partie de la population. Seuls les ménages les plus fortunés investissent dans des équipements. Ce sont la plupart du temps des bassins en béton raccordés à des surfaces de récupération en béton ou constituées par un sol tassé et en pente. Un soutien à la mise en place de dispositifs individuels peut être pertinent pour aider les ménages à augmenter leur capacité à collecter de l'eau et à la stocker, par leurs propres moyens.

Le principe de la location-vente de matériel pourrait être envisagé pour l'acquisition par les ménages d'un toit en tôle ou de barriques⁵⁶ qui représentent les besoins de base en termes d'équipement. Le principe de cette démarche serait de faciliter l'acquisition de matériel à un ménage en lui offrant des facilités de paiement. Elle devrait se dérouler sur une période courte et directement articulée à l'activité économique du chef de famille. Ainsi, selon les besoins du ménage (augmentation de la surface de récupération ou de la capacité de stockage), on pourrait proposer une offre de matériel de qualité à acquérir en quelques paiements callés sur les jours de récolte de bénéfices de la personne (jours de marchés, le plus souvent) à une période économique favorable.

Le commerce de l'eau est une activité génératrice de revenus. L'appui à son développement par l'intermédiaire du microcrédit peut également être un moyen d'augmenter la quantité d'eau disponible dans les villages. Il s'agirait d'appuyer les personnes intéressées à gérer un dispositif privé de collecte et de stockage d'eau en quantité. L'étude a permis de comprendre que lorsqu'un ménage possède une infrastructure de stockage de l'eau, il ne procède pas systématiquement à la vente de l'eau mais préfère la conserver pour couvrir ses besoins le plus longtemps possible dans l'année. Néanmoins, lorsque la demande est très forte, les propriétaires de bassins consentent à la faire bénéficier à un cercle plus large de personnes, en la donnant au nom de la solidarité familiale ou en la vendant. Le microcrédit pourrait aider à financer des bassins reliés à des toitures en tôle, la construction d'impluviums ou tout type d'infrastructure de collecte de l'eau de pluie. Le contrat de crédit devrait notamment comporter un plan de vente de l'eau destiné à guider le propriétaire, durant toute la durée du remboursement du crédit, dans son arbitrage entre consommation personnelle et vente.

- ◆ Réfléchir aux moyens d'améliorer les services d'approvisionnement collectif

La plupart des bassins de stockage de l'eau de pluie sont vides en saison sèche. La réflexion sur l'approvisionnement en eau dans l'Androy doit donc à coup sûr porter sur l'amélioration du système d'approvisionnement par l'AES au moins pendant cette période afin d'alléger les déplacements des habitants et leur offrir une alternative à l'approvisionnement auprès des charretiers dont les prix sont très élevés. Il peut être intéressant d'étudier deux possibilités. La première concerne le développement du réseau de pipe-lines afin d'acheminer l'eau souterraine disponible dans la zone Nord de l'Androy vers la zone littorale. Si les pipe-lines fournissent directement uniquement les *fokontany* situés sur leur trajectoire, ils réduisent les distances parcourues par les charretiers et les habitants des *fokontany* situés dans un périmètre de plusieurs kilomètres. Un projet de construction d'un pipe-line entre Antanimora et Ambovombe existe depuis plusieurs années. La deuxième possibilité concerne l'amélioration du système d'approvisionnement par camion. L'augmentation du prix du seau qu'implique l'approvisionnement par camion du fait du coût du carburant reste en effet inférieure aux prix pratiqués par les charretiers pendant cette saison. Il est donc envisageable de fournir ce service de manière régulière à condition que le parc de véhicules soit suffisamment important et qu'une gestion plus transparente, garantissant leur entretien et leur bon fonctionnement, soit appliquée.

- **Donner toute son importance à la négociation politique, à l'équilibre des pouvoirs et à la légitimité sociale des choix**

Les revendications de propriété de l'impluvium, les conditions d'accès à l'eau et les modalités de gestion sont fonction des relations sociales au sein des *fokontany*. Elles sont déterminées par la cohésion entre lignages et entre clans. Celle-ci est très importante à prendre en compte lorsque l'on veut accompagner les habitants dans la gestion d'une infrastructure collective. La seule pertinence tech-

⁵⁶ Coût d'un toit en tôle pour une habitation de 3 mètres de long : 160 000 Ar. Coût d'une barrique de 250 litres : 35 000 Ar.

nique de l'infrastructure n'est pas suffisante pour assurer un fonctionnement au bénéfice de tous. Les mésententes entre groupes peuvent avoir pour conséquence le nonaccès de certains à l'eau de l'impluvium. La réalisation de telles infrastructures est fortement chargée d'enjeux dans un contexte rural où il existe peu de constructions en dur. Elle peut raviver des mésententes, des jalousies ou des conflits anciens, souvent étouffés mais persistants. L'échec de la recherche d'un terrain pour la construction d'un impluvium à Marolava Belay en atteste (Cf. p. 26), de même que les implications de l'implantation de l'impluvium d'Ankiliabo sur sa propriété et sa gestion (Cf. p. 44). Dans chaque situation, la construction d'un impluvium active les enjeux, les relations de pouvoir, les intérêts des groupes les uns par rapport aux autres.

L'étude de la cohésion sociale est donc très importante avant l'implantation d'une infrastructure dans un village. Elle ne se donne pas à voir d'emblée. Les conflits sont scrupuleusement cachés aux personnes étrangères au village. Une mésentente peut déclencher la colère des ancêtres. Elle doit être impérativement traitée de manière interne, grâce à la médiation des anciens, porte-parole des ancêtres. Sa divulgation à une personne extérieure est une entorse grave à ce principe. Elle est vue comme une provocation et une rupture du lien familial. Néanmoins, un travail de connaissance de la nature des relations sociales au sein du village est essentiel. Il n'est pas toujours nécessaire de rechercher les causes profondes des conflits. Quelques investigations, privilégiant des discussions informelles peuvent permettre d'estimer si la cohésion sociale est forte ou si elle apparaît fragile. Dans ce cas, il sera essentiel de comprendre plus avant quels sont les enjeux cachés et en quoi ils peuvent influencer sur le bon fonctionnement et la gestion de l'infrastructure. Cette recherche peut demander un laps de temps. Elle exige surtout une très fine connaissance de la culture antandroy. Elle doit être impérativement menée par une personne de cette culture, ayant des compétences en sciences sociales et une expérience des relations entre les habitants des villages et les organisations de développement. Elle doit donner les indications utiles pour définir les conditions de l'emplacement de l'infrastructure, de sa propriété et de la constitution du comité de gestion adaptées à la configuration sociale du village.

Il n'existe pas d'échelle particulièrement favorable à la gestion d'une infrastructure collective. Cela dépend de l'histoire des lignages et la capacité à agir collectivement peut être fragilisée à tous les niveaux lignagers. Il apparaît toutefois clairement que plus le nombre d'individus concernés est grand, plus la cohésion entre eux risque d'être faible. La collaboration inter-clanique est également plus difficile que lorsque tous les habitants appartiennent au même clan. La mise en place d'infrastructures à un niveau pluri-*fokontany* est donc peu cohérente pour ces différentes raisons, en plus de répartir une eau rare entre beaucoup plus d'habitants. « Il faut donc arbitrer un choix sur le groupe pertinent à considérer pour qu'il ne soit ni trop réduit, ni trop large en rapport avec la cohérence entre le territoire et l'infrastructure. (...) Dans certain cas, l'unité administrative du *fokontany* peut être un niveau tout à fait cohérent, dans d'autres cas, il faudra envisager une échelle plus restreinte ou plus large, par exemple une unité sociale déterminée par un lignage spécifique. » (Deligne & Maharetse, 2009) Ainsi, le cas du *fokontany* de Marolava Belay n'a pas vu se concrétiser la construction de l'impluvium car la négociation préalable avec les habitants a échoué du fait d'une mésentente entre les deux villages qui le composent : Marolava et Belay. Or, après réflexion, une solution aurait tout de même pu être trouvée. L'équipe du projet aurait pu décider de construire l'impluvium à Marolava avec une contribution financière assumée uniquement par ce village mais un droit d'accès pour les habitants de l'autre village. Pour l'équipe projet, cette solution n'était cependant pas envisageable car l'infrastructure n'aurait pas été construite sur un terrain neutre, « une abstraction qui n'avait aucun sens par rapport à la logique de prestige du clan et à la force de la relation entre le clan et son territoire » (Deligne & Maharetse, 2009).

• **Approfondir le concept de comité de gestion**

L'étude du fonctionnement des comités de gestion a abouti à trois principaux constats. Tout d'abord, les comités de gestion ne fonctionnent pas en tant que tels, mais les membres qui ont été choisis sont, pour la majorité, toujours à leur poste et remplissent leur fonction. Ensuite, le principe, pour les notables, de déléguer à des personnes plus jeunes, des responsabilités dans le fonctionnement d'une infrastructure collective a tout son sens dans la société antandroy. Il s'est concrétisé par une

répartition des pouvoirs entre les notables et les membres du comité de la manière suivante : les notables maîtrisent la décision, les membres du comité font fonctionner concrètement l'impluvium. Enfin, dans cette attribution de rôles fonctionnels, les notables privilégient généralement la compétence et donc les personnes lettrées, hommes ou femmes.

De ces trois constats on peut tirer des leçons méthodologiques. Si les personnes désignées aux différentes fonctions du comité de gestion sont toujours en place, c'est qu'elles faisaient l'objet d'un consensus au sein du village. Si les notables veillent à garder la main mise sur les décisions concernant la communauté, ils ne posent pas réellement de résistance à déléguer des responsabilités techniques à des personnes qu'ils jugent de confiance. En outre, ils considèrent volontiers que les personnes ayant été scolarisées sont mieux à même qu'eux d'assumer ces rôles. Ainsi, l'accès à des postes de responsabilité dans le village à une autre catégorie de personnes que les notables semble possible. Et le comité en tant que « cellule technique » était pertinent. En outre, il faut noter que si la plupart des personnes instruites, hommes ou femmes, sont des proches des notables, ce n'est pas toujours le cas. Dans les villages antandroy, les instituteurs ne font pas partie des lignages fondateurs mais ont acquis, progressivement, une influence non négligeable sur la vie de la communauté et une importante confiance aux yeux des habitants du fait de leur niveau d'instruction. Cette valorisation de l'instruction par la population représente donc une possibilité réelle d'évolution du statut de personnes socialement inférieures.

Cependant, le comité en tant que cellule se voulant « plus démocratique » c'est-à-dire plus autonome des logiques de pouvoir traditionnelles n'a pas vu le jour dans tous les villages où tous les ménages ont cotisé et où l'impluvium est communautaire. C'est en effet un objectif très ambitieux car cherchant à faire évoluer la répartition des pouvoirs. Si le projet Développement local d'Objectif Sud n'a pas impulsé d'évolution dans ce sens, il montre néanmoins la voie aux aventuriers du changement social dans l'Androy.

Sur la base du principe que les notables délèguent volontiers des responsabilités à des personnes compétentes et de confiance, il peut être cohérent, dans le cadre de la gestion d'infrastructures collectives tels que les impluviums, de travailler au renforcement des pouvoirs de ces personnes sans menacer l'autorité des notables. L'enjeu serait de trouver, dans les villages, les « personnes compromises » c'est-à-dire celles qui sont à la fois proches des notables et ayant donc leur confiance, mais également jeunes, lettrées et plus réceptives aux principes d'une gestion transparente et orientée vers le développement. Le travail de l'équipe projet serait alors de construire une collaboration entre les notables et les « personnes compromises ». Cette collaboration se baserait sur la confiance que les notables accordent à ces « personnes compromises » et sur le respect de l'autorité que les « personnes compromises » témoignent en retour. Mais elle laisserait aussi aux « personnes compromises » de plus en plus de marge de manœuvre. La logique de distinction entre rôles décisionnels et rôles fonctionnels devrait être poussée un peu plus loin afin de tendre à une séparation des rôles entre conseillers et gestionnaires. Les notables ne seraient jamais contournés, continueraient à être écoutés et respectés. Les « personnes compromises » seraient incitées, notamment par l'équipe projet, à prendre du poids dans les décisions. Cela ne semble pas impossible car les notables ne sont jamais sourds à la parole des moins influents, et est d'autant plus possible que les « personnes compromises » prouvent leurs compétences et respectent l'autorité. Cette démarche est cohérente avec une approche « genre » dans la mesure où l'accès des femmes à des responsabilités est justifié si elles ont des compétences.

Une collaboration entre des notables et des personnes d'un statut social inférieur, dans le cadre de projets de développement, a été observée par Ph. Lavigne Delville dans des villages d'Afrique sahélienne (Mali, Sénégal). Plus précisément, il a étudié les enjeux qui se sont déployés entre les jeunes émigrés initiateurs et financeurs de projets de développement et les notables de leurs villages d'origine. Sensibles à d'autres principes que ceux qui régissent la vie sociale des villages, tels que la démocratie et l'égalitarisme, les jeunes cherchent à imposer cette nouvelle vision aux actions de développement. Une compétition entre leurs associations et la chefferie locale se fait jour. Les actions peuvent donc se dérouler sous certaines conditions : « c'est bien sûr aux notables du village de garder le contrôle des affaires, en conservant le pouvoir de décision. Tant que les projets des émigrés ne vont pas contre leur logique et que les formes sont respectées, ils peuvent laisser une autonomie assez forte. Par contre, si

les émigrés en font un peu trop, ils laissent le temps passer et jouent avec la distance quand ils ne font pas du sabotage explicite. » (Lavigne Delville, 2000) Cette analyse est appropriée au contexte antandroy. La principale leçon à tirer est celle de la préservation de la confiance entre des générations et des catégories sociales différentes.

Cette entreprise de promotion du changement social doit donc faire l'objet d'un important accompagnement de la part de l'équipe projet. L'information et l'animation doivent être au cœur de son travail, amener les différents acteurs à comprendre cette répartition des rôles et à mettre en place leurs modalités de collaboration. La formation reste également centrale car la confiance des notables envers les plus jeunes repose beaucoup sur leurs compétences avérées. Enfin, le suivi et l'accompagnement régulier et de long terme sont les conditions *sine qua non* d'un changement social effectif.

• Assurer un suivi plus rapproché de la gestion

◆ Travailler sur l'utilisation de l'argent

L'attribution de responsabilités à des groupes d'habitants dans la gestion d'une infrastructure collective nécessite un travail de formation et d'accompagnement dans la mise en place de procédures et/ou d'activités de gestion. Un nombre important de formations ont été dispensées tant sur l'entretien de l'impluvium et les mesures d'hygiène à respecter, que sur la gestion financière de la caisse. Concernant ce dernier point, la réflexion aurait pu être davantage poussée sur les modalités de gestion. En effet, l'utilisation de l'argent reste peu claire dans un contexte où l'argent liquide est fortement sollicité et difficilement épargné.

Pour garantir une économie de l'argent et une utilisation à des fins de développement du village, il peut être important de coupler différentes démarches. Il paraît indispensable d'informer largement les habitants sur la vocation de cet argent. Le message diffusé par Objectif Sud concernant la caisse de l'impluvium comme levier du développement ait été bien entendu. Cependant, il est important de rappeler le rôle d'observateur que doit jouer la population sur cette question. Il peut être utopique d'imaginer que des habitants puissent interpellier un notable pour une gestion non transparente de la caisse de l'impluvium. Cependant, la société antandroy fonctionne beaucoup sur le principe de la parole et de l'engagement prononcé en assemblée générale. Aucune personne ne jouissant d'une impunité totale, il n'est pas impossible de susciter l'autocontrôle, au sein des villages, en rappelant régulièrement les modalités d'utilisation de l'argent recommandées. En outre, cette question représente le principal exercice de prise d'autonomie du comité de gestion. Elle doit être au centre de leur accompagnement.

◆ Favoriser un suivi de plus long terme

Une démarche ayant une vocation de changement social doit pouvoir comporter des activités de suivi sur un certain laps de temps. La fin du projet Développement local d'Objectif Sud a coïncidé avec la fin du suivi de la gestion des impluviums. Cependant, la poursuite de l'accompagnement des habitants bénéficiaires des impluviums aurait été nécessaire sur plusieurs aspects.

Si des formations ont été dispensées après la réception des travaux, la pratique des réparations des fissures de la dalle en béton est encore peu réalisée du fait d'un manque de conscience des conséquences des fissures en termes de pertes d'eau. Il paraît donc important de prévoir un suivi de ces questions.

En outre, une action collective dans un contexte social complexe tel qu'il a été écrit dans ce document doit pouvoir être suivie sur un plus long terme. La configuration des relations sociales à un moment donné n'est pas figée. Elle évolue, de manière difficilement prévisible, au fil du temps en fonction de nombreux événements de la vie quotidienne qui peuvent la fragiliser ou la renforcer⁵⁷. La configuration existante au moment de la construction/réhabilitation d'un impluvium n'est pas donc pas valable

⁵⁷ Cf. première partie du document « Une société organisée autour des ancêtres ».

indéfiniment. Elle peut se décomposer et se recomposer en fonction de l'évolution des relations. Un suivi et un accompagnement réguliers ne sont donc pas superflus. Il est utopique de penser qu'une équipe projet peut empêcher ou régler les conflits qui peuvent apparaître dans les villages. Elle peut néanmoins aider les habitants à adapter la gestion de l'impluvium aux évolutions pour préserver son bon fonctionnement.

Bibliographie

Bidaud-Rakotoarivony C., 2007, *Étude sur les économies familiales en Androy (rapport de stage)*, Gret-Mahavotse.

Canals J.S., *Objectif Sud 2002-2005*, CD d'archivage du projet.

Canals J.S., 2007, *La mémoire du projet Objectif Sud*, MAE, Gret, Union européenne, KIOMBA.

Deligne A., Maharetse J., 2009, *Méfiance, rivalités et enjeux de pouvoir autour d'un projet de développement en pays tandroy (Madagascar)*, Coll. Coopérer aujourd'hui n°65, Gret.

Eau et genre en Androy (film), 2005, Digital development communications, Gret.

Étude sur l'approvisionnement en eau potable, autonome et durable dans la région du Sud de la République de Madagascar, 2006, JICA, Ministère de l'énergie et des mines.

Fauroux E., 2002, *Comprendre une société rurale. Une méthode d'enquête appliquée à l'Ouest malgache*, Coll. Études et travaux, Gret.

Fauroux E., Maharetse J., Mbola Z., Sambo P., Tsimamandro P., Heurtebize G., 2003, *Mission d'expertise anthropologique, volet suivi-évaluation*, Gret.

Hofmann E., Raharinjanahary L. et Randriamahaleo T., 2006, *Évaluation des actions mises en œuvre sur la thématique « genre et eau » par le volet Développement local du projet Objectif Sud*, Gret.

Jouaux L., 2009, *Étude pour optimisation de la conception des impluviums*, Document interne, Gret.

Kibler F., Perroud C., 2005, *Concevoir une démarche de développement local. L'élaboration de la stratégie initiale du volet « développement local » d'un projet de sécurité alimentaire dans l'Androy (Sud de Madagascar)*, Coll. Coopérer aujourd'hui n°45, Gret.

La qualité de l'eau dans l'Androy (power point), 2005, Quinzaine scientifique 2005, Gret.

Lavigne Delville Ph., 2000, « Courtiers en développement ou entrepreneurs politiques ? Les responsables d'associations villageoises de développement dans la région d'émigration internationale (Sénégal; Mali) » in Bierschenk, Chauveau et Olivier de Sardan, dir., *Courtiers en développement, les villages africains en quête de projets*, Stuttgart/Paris, Apad/Karthala.

Lavigne Delville Ph., 2000, « Des groupes cibles aux groupes stratégiques : participation et exclusion », *Les notes méthodologiques n°2*, Gret.

Lavigne Delville Ph., 2007, *Améliorer la pertinence de l'activité de Mahavotse face au contexte Antandroy. Innovation produit, évaluation des risques et gestion des crises*, Gret.

Mol A., 2007, *Identification de systèmes de potabilisation de l'eau dans la région Androy*, BushProof, Gret.

Maharetse J., Perroux C., 2003, *Données anthropologiques sur la zone d'intervention du projet Objectif Sud, volet suivi-évaluation*, Gret.

Olivier de Sardan J.P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Apad-Karthala.

Olivier de Sardan J.P., 1999, « L'espace public introuvable. Chefs et projets dans les villages nigériens », *Revue Tiers-Monde*, n°157.

La gestion des impluviums en Androy (Madagascar) : un levier pour le changement social ?

Olivier de Sardan J.P. et Dagobi A.E., 2000, « La gestion communautaire sert-elle l'intérêt public ? Le cas de l'hydraulique villageoise au Niger », *Politique Africaine* n°80.

Olivier de Sardan J.P., Diallo Y., Elhadji Dagobi A., 2000 *La gestion des points d'eau dans le secteur de l'hydraulique villageoise au Niger et en Guinée*, AFD, Lasdel.

Ostrom E., 1992, *Crafting institutions for self-governing irrigation systems*, ICS Press, Institute for contemporary studies, San Francisco (traduction par Lavigne Delville Ph., Inter-réseaux, groupe irrigation, 1997).

Pansa, 2006, *Sécurité alimentaire et développement dans le Grand Sud de Madagascar*, MAEP, SMB Madagascar.

Ravet S., 2005, *Enquête sur les impluviums et bassins de la sous-préfecture d'Ambovombe*, Gret-Objectif Sud.

Repussard C., 2007, *Rapport sur le fonctionnement des comités de gestion villageois*, Alizés Sénégal, Gret.

Schéma directeur de l'eau de mise en valeur des ressources en eau du Grand Sud de Madagascar, 2003, Autorité nationale de l'eau et de l'assainissement.

Seeling A., 2005, *Le volet développement local. Rapport annuel d'activité*, Gret-Objectif Sud.

Thouillot F., 2007, *La gestion du stockage des productions agricoles en Androy (rapport de stage)*, SupAgro, Gret-Fasara.

Annexes

- Les rôles des membres du comité de gestion proposés par Objectif Sud
- Calendrier des ouvertures des impluviums
- Période de soudure et consommation de l'eau en Androy

Les rôles des membres du comité de gestion proposés par Objectif Sud

Président/e	Secrétaire	Trésorier/e	Technicien Principal	Responsable Entretien	Responsable Communication (Resp. Radio)	Vendeur/se d'Eau
Veiller sur l'exécution des tâches des membres COGES	Prendre notes pendant les réunions	Garder la caisse	Désherbage	Désherbage	Informers les membres de l'association sur les résultats de chaque réunion du COGES et de tout développement concernant l'infrastructure	Garder le cahier de vente
Convoquer des réunions régulières	Correspondance	Enregistrer les recettes de la vente de l'eau	Traitement de fissures	Veiller sur le bon état de la clôture		Enregistrer les recettes
Faciliter les relations entre membres	Garder les dossiers / archives	Tenir les pièces justificatives	Maintenir les relations avec des entreprises	Veiller sur le nettoyage des alentours		Transférer les recettes de la vente au trésorier/e
Informers le Président de l'association des infractions du DINA	Participer aux réunions du COGES	Préparer les rapports de comptabilité	Participer aux réunions du COGES	Nettoyage de l'infrastructure (bassins, aire de récupération, décanteur)	Participer aux réunions du COGES	Vendre l'eau régulièrement selon le quota fixé par le COGES
Verser régulièrement une partie (5 %) des recettes à la Commune		Calculer la somme (5 %) des recettes pour versement à la Commune		Informers le technicien des problèmes techniques		Maintenir le seau de puisage propre
Participer aux réunions du COGES		Participer aux réunions du COGES		Participer aux réunions du COGES		Participer aux réunions du COGES

Calendrier des ouvertures des impluviums

Calendrier des ouvertures à Bevoangy en 2007

	Jan 07	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												
21												
22												
23												
24												
25												
26												
27												
28												
29												
30												
31												

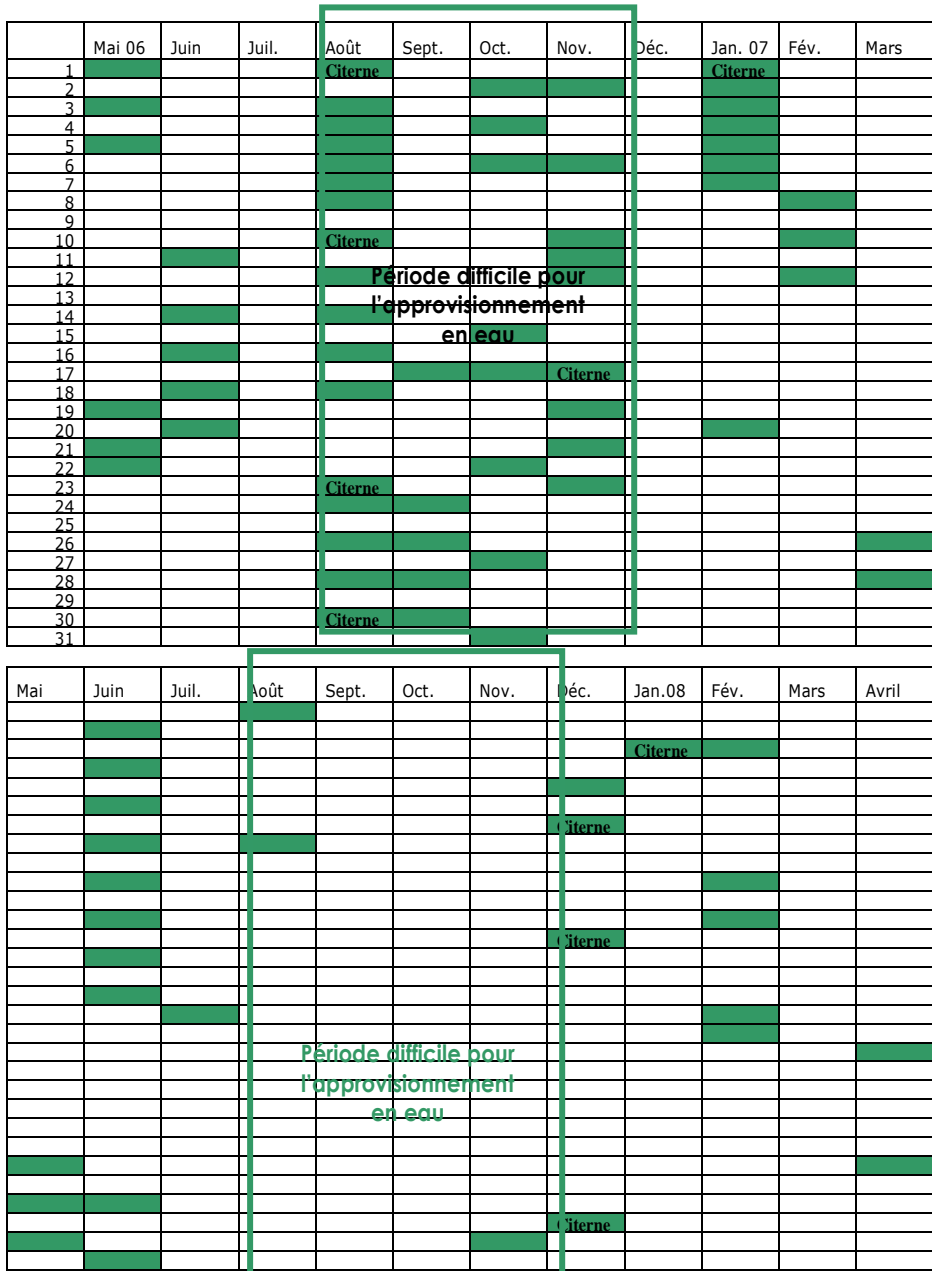
Période difficile pour l'approvisionnement en eau

Calendrier des ouvertures à Lamitihy Atsimo en 2007

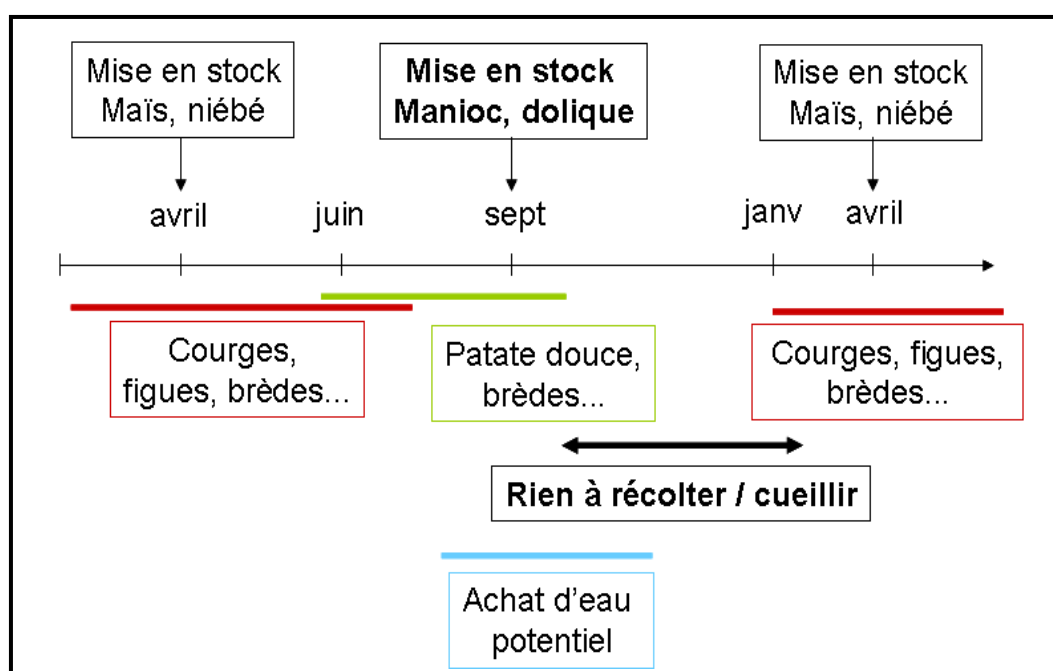
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												
21												
22												
23												
24												
25												
26												
27												
28												
29												
30												
31												

Période difficile pour l'approvisionnement en eau

Calendrier des ouvertures de l'impluvium de Satria depuis sa construction



Période de soudure et consommation d'eau en Androy



Disponibilité des productions agricoles au cours de l'année

(Source : Thouillot F., 2007)

La vie en Androy est rythmée par le cycle des activités agricole. Les productions agricoles suivent un calendrier bien précis. Les récoltes de maïs, de manioc, de patates, de courges, de brèdes et de figues de barbarie se succèdent ou se chevauchent selon les saisons. Les denrées consommées en frais (patates, courges, figues de barbarie, brèdes) viennent généralement compléter les cultures stockées (maïs, manioc, dolique). La période la plus difficile, dite de soudure, se situe entre octobre-novembre et janvier-février. À cette période de l'année, les habitants vivent sur les stocks de manioc qui s'épuisent petit à petit. Cette période coïncide avec la période de difficulté de l'approvisionnement en eau. Or, le manioc stocké étant sec, il doit être bouilli pour la consommation (contrairement à la patate douce qui est grillée, par exemple), ce qui requiert de l'eau. Ainsi, lors de la soudure, l'eau est rare, chère et totalement irremplaçable. Elle s'acquière le plus souvent grâce à la vente des denrées encore existantes dans le milieu (patates, brèdes) et ce qui aggrave encore leur diminution et renforce les risques de crise alimentaire.

La gestion des impluviums en Androy (Madagascar) Un levier pour le changement social ?

La région Androy de Madagascar souffre d'une extrême rareté des ressources en eau et nombreux dispositifs existent pour collecter la précieuse eau de pluie. Les impluviums représentent un moyen parmi d'autres de palier la carence quotidienne en eau que subit la population.

Entre 2005-2007, le projet Gret/Objectif Sud a construit ou réhabilité plus de trente impluviums. Au-delà de l'amélioration des conditions d'approvisionnement en eau des habitants, il s'agissait d'impulser un changement social par la mise en place de modalités de gestion de ces impluviums qui devaient impliquer les femmes, premières concernées par la corvée d'eau. Trois ans après, le Gret a souhaité observer les modalités de gestion développées par les habitants, au regard notamment des principes d'action qui avaient guidé l'équipe projet lors de la construction des impluviums.

Ce document présente les résultats d'une étude anthropologique menée sur la zone du projet en 2008. L'objectif était de comprendre comment la gestion était réalisée, par qui elle était maîtrisée, selon quelles règles, édictées par qui et dans le cadre de quels rapports de pouvoirs. L'étude montre que les impluviums constituent une solution technique pertinente mais très insuffisante : l'effet sur l'approvisionnement en eau se traduit plus en termes d'allègement de la corvée d'eau pour les femmes qu'en augmentation de la quantité moyenne d'eau consommée par les ménages. La gestion des impluviums est entièrement déterminée par les rapports sociaux dans les villages. Les rôles sont clairement identifiés et les décisions sont maîtrisées par les notables des villages. Si les femmes sont bien présentes dans les comités, elles y remplissent des rôles qui correspondent à leurs rôles sociaux et n'ont aucun pouvoir décisionnel.

D'une manière générale, la durée de mise en œuvre du projet était trop courte pour espérer observer de réels changements sociaux. Néanmoins, cette expérience rend possible l'identification des dynamiques sociales sur lesquelles on peut jouer pour favoriser le changement social.



Campus du Jardin tropical, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France.
Tél. : 33 (0)1 70 91 92 00. Fax : 33 (0)1 70 91 92 01.
E-mail : gret@gret.org. Site Web : www.gret.org

La collection

Études et Travaux en ligne
accueille des textes publiés
sous forme électronique,
téléchargeables gratuitement
sur le site du Gret : www.gret.org
rubrique *Ressources en ligne*.

Ils sont par ailleurs vendus sous forme
imprimée, à la librairie du Gret.
Conditions de vente : www.gret.org,
rubrique *Publications*.

Cette collection est dirigée
par Christian Castellanet
et Danièle Ribier.

ISBN : 978-2-86844-261-1

ISSN : 1775-741 X



9 782868 442611